

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de création et exploitation
d'une chaufferie CSR
sur le site de La Tienne à Viriat

PERMIS DE CONSTRUIRE

Pièces présentes :

- CERFA_13409-15 et annexe
- PC1_Plan de situation
- PC2_Plan de masse
- PC3_Coupe de profils
- PC4_Notice et rapport G1
- PC5_Elévations toitures
- PC6_Insertions dans le site
- PC7_Vues proches
- PC8_Vues lointaines
- PC16_RT Attestation
- PC16-4_Bilan de la concertation
- PC12_Attestation parassismique
- PC25_Justification dépôt

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



Titre:

FORMULAIRE CERFA 13409-15

et Annexe

Document n°:	Echelle:	Documents créé et géré sous CAO Modifications manuelles interdites
00		Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire

Vous avez déposé une demande de permis de construire. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de réponse de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

→ **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous contacter :**

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.

→ **Si vous recevez une telle correspondance avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**

→ **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucune réponse de l'administration ne vous est parvenue à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux^[1] après avoir :**

- adressé au maire, par voie papier (en trois exemplaires) ou par voie électronique, une déclaration d'ouverture
- de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr> ;
- affiché sur le terrain ce récépissé pour attester la date de dépôt ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

⚠ Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

* Dans le cadre d'une saisine par voie électronique, le récépissé est constitué par un accusé de réception électronique.

[1] Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° _____,

déposée à la mairie le : ____/____/____

par : _____,

fera l'objet d'un permis tacite^[2] à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie

Délais et voies de recours

Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

[2] Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

-  Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
-  Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

P C

Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le / /

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

 Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

1.1 Vous êtes un particulier

Nom Prénom

Date et lieu de naissance : Date : / /

Commune :

Département : Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination
 ORGANOM

Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)
 2 5 0 1 0 2 3 6 5 0 0 0 5 4 Etab. Public syndicat mixte communal

Représentant de la personne morale :

Nom Prénom

MONTET Florent

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 216 Voie : CHEMIN DE LA SERPOYERE

Lieu-dit : Rippes de Vernes - Bois de Cavazot

Localité : VIRIAT

Code postal : 0 1 4 4 0 BP : Cedex :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique : f.montet @ organom.fr

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

i Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[2].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Références cadastrales^[3] :

i Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références cadastrales complémentaires

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²)^[4] :

3.2 Situation juridique du terrain

i Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[2] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[3] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[4] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[5] : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte :

Prénom :

Pour un architecte personne morale :

Dénomination

SARL SCHATZLE WEITLING ARCHITECTURE

Raison sociale

N° SIRET

5 2 2 9 1 7 9 7 0 0 0 0 2 5

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

SCHATZLE

Prénom

Valérie

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité : MAXEVILLE

Code postal : 5 4 3 2 0

BP :

Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[6] : S13967PC00063084

Conseil régional de l'ordre : rloS01202

Téléphone : 0 3 8 3 2 8 2 2 2 5 ou Télécopie : 0 3 8 3 2 8 5 1 4 5 ou

Adresse électronique :

schatzle.weitling @sw-architecture.fr

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[7] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

4.2 Nature du projet envisagé

☒ Nouvelle construction

☒ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

[5] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[6] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[7] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

– Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;

– Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;

– Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;

– Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

CONSTRUCTION D'UNE UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

(Ensemble Chaufferie / Locaux sociaux - Réfectoire / Atelier-Magasin / Eléments techniques)

Votre projet porte sur une installation agrivoltaïque ☐ Oui ☒ Non

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol ou d'ombrières photovoltaïque, indiquez sa puissance crête kW et la destination principale de l'énergie produite :

4.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation :

Répartition du nombre de logements créés par type de résidence :

Résidence pour personnes âgées Résidence pour étudiants Résidence de tourisme

Résidence hôtelière à vocation sociale Résidence sociale

Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces

3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

☐ Transport

☐ Enseignement et recherche

☐ Action sociale

☐ Ouvrage spécial

☐ Santé

☐ Culture et loisir

4.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

4.5 Emprise au sol^[8]

Emprise au sol avant travaux (en m²) : 15949.21

Emprise au sol créée (en m²) : 2725.85

Emprise au sol supprimée (en m²) : 0

[8] L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tout débords et surplomb inclus (Art. R420-1 du code de l'urbanisme).

4.5 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

Surface de plancher^[9] en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] ou de sous-destination ^[12] (C)	Surface supprimée ^[13] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] ou de sous-destination ^[12] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	9651	2198.27	0	0	0	11849.27
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m²)		9651	2198.27	0	0	0	11849.27

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service.public.fr.

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[12] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[13] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

4.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 41

Après réalisation du projet : 71

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

5 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

 Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale ☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logements démolis :

6 Participation pour voirie et réseaux

 Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique :

 @

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

7 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement Oui ☒ Non ☐
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) Oui ☐ Non ☒
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement Oui ☒ Non ☐

– relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) Oui ☐ Non ☒

– a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme Oui ☐ Non ☒
Précisez laquelle :

– est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie Oui ☒ Non ☐

– relève du II de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation Oui ☐ Non ☒

① Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

① Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement

8 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) pour les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} septembre 2022 en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir de mon parcours déclaratif sur le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr.

La déclaration doit être validée pour être prise en compte.

L'absence de déclaration dans les délais prescrits, les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont sanctionnées par l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 1729 C du code général des impôts.

À VIRIAT

Fait le 26/05/2025

M.MONTET Florent

Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère chargé de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ❶ Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois prévus par le code de l'urbanisme.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
☒ PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
☒ PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
☒ PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
☒ PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☒ PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☒ PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[14]	1 exemplaire par dossier
☒ PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[14]	1 exemplaire par dossier
☒ PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[21]	1 exemplaire par dossier

[14] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
☐ PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
☐ PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
☐ PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
☐ PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
☒ PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
☐ PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
☐ PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques :	
☒ PC12. L'attestation relative au respect des règles de construction parasismique au stade de la conception [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
☐ PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
☐ PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
☐ PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	1 exemplaire par dossier
☐ PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
☒ PC 16-1. L'attestation de respect de la réglementation thermique, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU ☐ PC 16-1-1. L'attestation de respect des exigences de performance énergétique et environnementale, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-24-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
☐ PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
☐ PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme :	
☒ PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
☐ PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
☐ PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
☐ PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
☐ PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
☐ PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
☐ PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
☐ PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
☒ PC25. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC25-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
☐ PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir : ☐ PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe page 22 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
☐ PC28. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC29. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
☐ PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
☐ PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
☐ PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
☐ PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
☐ PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
☐ PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU ☐ PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
☐ PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
☐ PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
☐ PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
☐ PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
☐ PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
☐ PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
☐ PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
☐ PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
☐ PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
☐ PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
☐ PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
☐ PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
☐ PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
☐ PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
☐ PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis aux dispositions de l'article 101 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience :	
☐ PC 47. L'attestation prévue à l'article R. 171-35 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme] OU ☐ PC 48. L'attestation mentionnée à l'article R. 111-25-19 du code de l'urbanisme [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme :	
☐ PC 49. Un document permettant de justifier le respect des critères prévus à l'article R. 111-20-1 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-27 I du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-28 du code de l'urbanisme :

☐ PC 50. Un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière [Art. R. 431-27 II du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque :

☐ PC 51. Un dossier présentant les justifications détaillées du respect des conditions prévues à l'article L.314-36 du code de l'énergie [Art. R. 431-27 III du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
☐ A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
☐ A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
☐ A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
☐ A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
☐ A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire. Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le formulaire de permis de démolir (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le formulaire de déclaration préalable portant sur des constructions et travaux non soumis à permis de construire doit être utilisé pour déclarer des constructions ou des travaux non soumis à permis de construire.

Lorsque votre projet concerne des aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ Qui peut déposer une demande ?

- En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :
 - vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire

du ou des propriétaires ;

- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2 500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive. Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-2 du code du patrimoine (taxe d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation.

Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (taxe d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur.



ANNEXE

Références cadastrales complémentaires

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie. La superficie totale du terrain devra être complétée dans la partie Terrain du Cerfa.

⚠ Cette fiche permet de renseigner 23 parcelles complémentaires. Si besoin vous pouvez utiliser plusieurs annexes pour compléter autant de parcelles que nécessaires en les numérotant de 1 à n.

Numéro d'annexe : 0 1

Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 1 4 7	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	2260
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 1 4 8	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	2300
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 1 5 0	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	2440
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 0 6	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	3840
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 0 7	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	16520
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 0 8	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	8625
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 0 9	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	5515
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 1 0	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	6420
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 1 1	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	6880
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 2 6 4	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	8075
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 5 4 7	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	4037
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 5 4 8	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	4038
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 6 7 3	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	775
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 6 7 4	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	238
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 6 7 7	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	4316
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 1 5	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	14281
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 1 8	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	5810
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 2 0	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	13575
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 2 2	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	5830
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 2 4	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	1166
Préfixe :	0 0 0	Section :	0 F	Numéro :	0 7 2 5	Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	239
Préfixe :		Section :		Numéro :		Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	
Préfixe :		Section :		Numéro :		Superficie de la parcelle cadastrale (en m ²) :	

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC1

Titre:

SITUATION

Document n°:

01

Echelle:

Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC2

Titre:

PLANS DE MASSE

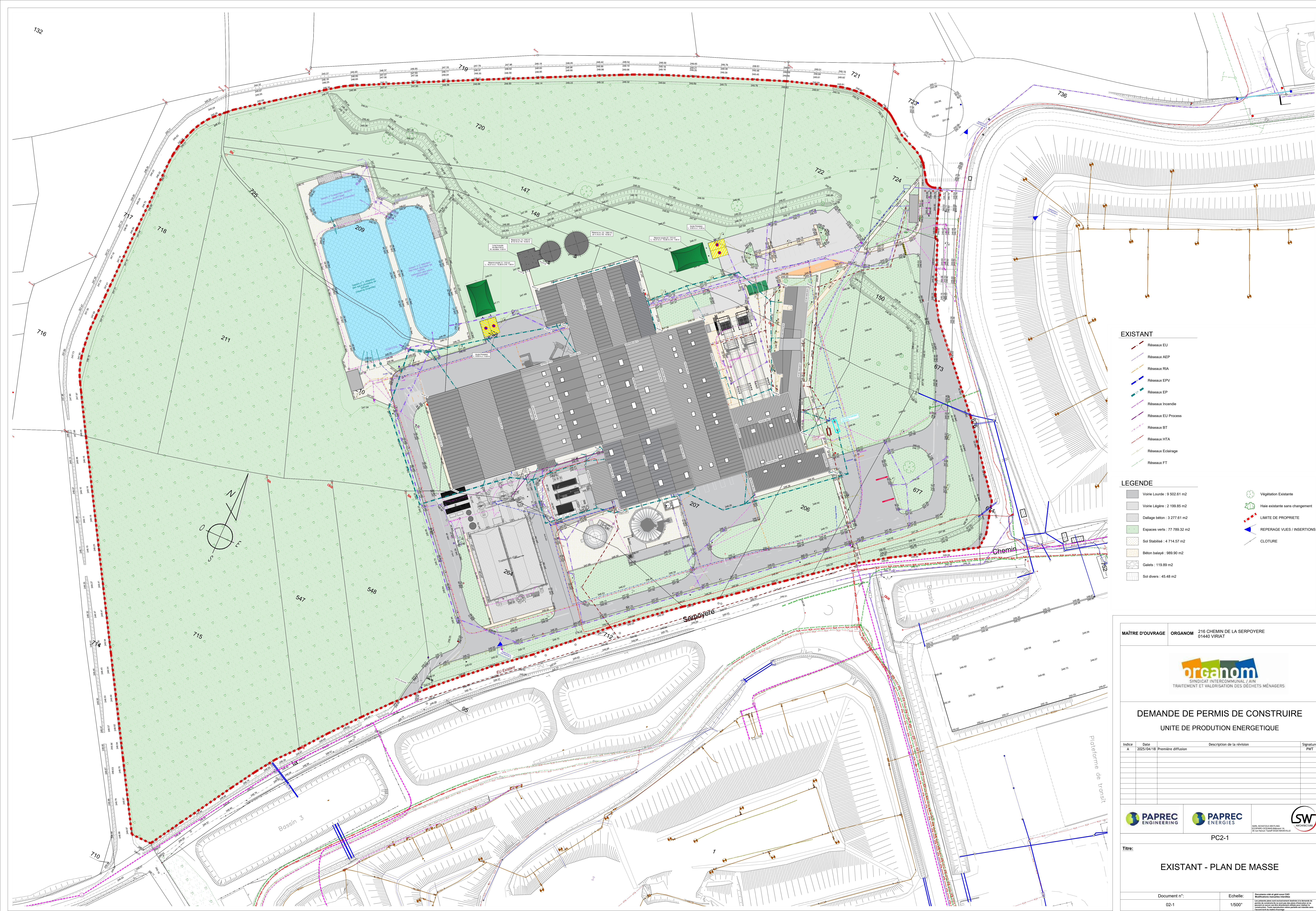
Document n°:

02

Echelle:

Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



EXISTANT

- Réseaux EU
- Réseaux AEP
- Réseaux RIA
- Réseaux EPV
- Réseaux EP
- Réseaux incendie
- Réseaux EU Process
- Réseaux BT
- Réseaux HTA
- Réseaux Eclairage
- Réseaux FT

LEGENDE

- Voie Lourde : 9 502.61 m2
- Voie Légère : 2 199.85 m2
- Dallage béton : 3 277.61 m2
- Espaces verts : 77 789.32 m2
- Sol Stabilisé : 4 714.57 m2
- Béton balayé : 989.90 m2
- Galets : 119.89 m2
- Sol divers : 45.48 m2

- Végétation Existante
- Haie existante sans changement
- LIMITE DE PROPRIETE
- REPERAGE VUES / INSERTIONS
- CLOTURE

MAÎTRE D'OUVRAGE ORGANOM 216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/04/18	Première diffusion	PWT



PC2-1

Titre:

EXISTANT - PLAN DE MASSE



LEGENDE SITE DE LA TIENNE (hors projet)

- Réseaux existant HTA
- Réseaux existant FT
- Réseaux existant Liéviats
- Réseaux existant AEP
- Réseaux existant EP
- Réseaux existant Biogaz
- Limite de section
- Limite de commune

EXISTANT

- Réseaux EU
- Réseaux AEP
- Réseaux RIA
- Réseaux EPV
- Réseaux EP
- Réseaux Incendie
- Réseaux EU Process
- Réseaux BT
- Réseaux HTA
- Réseaux Éclairage
- Réseaux FT
- Réseaux AEP
- Réseaux RIA
- Réseaux Incendie
- Réseaux EU
- Réseaux HTA
- Réseaux BT
- Réseaux Éclairage
- Réseaux TEL
- Réseaux GPL
- Réseaux RCU
- Candélabre
- Cloture

LEGENDE

- Voie Lourde : 10 484.05 m²
- Voie Légère : 3 147.98 m²
- Dallage béton : 4 191.89 m²
- Espaces verts : 72 468.77 m²
- Sol Stabilisé : 4 345.46 m²
- Béton balayé : 1 537.40 m²
- Dalles engazonnées : 147.00 m²
- Gaiers : 119.89 m²
- Surface minérale drainante : 31.91 m²
- Sol divers : 45.48 m²
- Arbres hautes tiges
- Arbres / Plantation
- Buissons / Ornaments
- Haies persistantes
- Végétation Existant
- Haie existante sans changement
- Végétalisation bassin : 235.57 m²
- Limite de propriété
- Reperage vues / insertions
- Cloture

MAÎTRE D'OUVRAGE ORGANOM 216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2023/05/23	Première diffusion	PWT

Titre: PROJET - PLAN DE MASSE

Document n°:	Echelle:	Document créé et géré avec CAD
02-2	1/500'	Les données sont à jour et conformes à la réglementation en vigueur. Les données sont à jour et conformes à la réglementation en vigueur. Les données sont à jour et conformes à la réglementation en vigueur.

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC3

Titre:

COUPES DE PROFILS

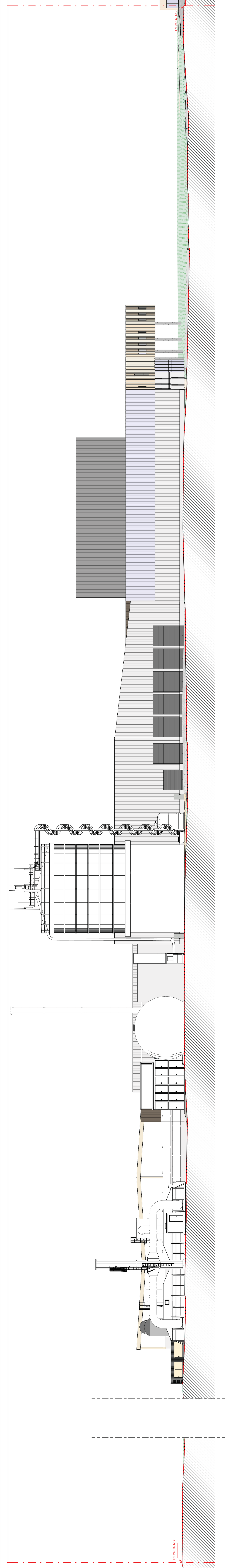
Document n°:

Echelle:

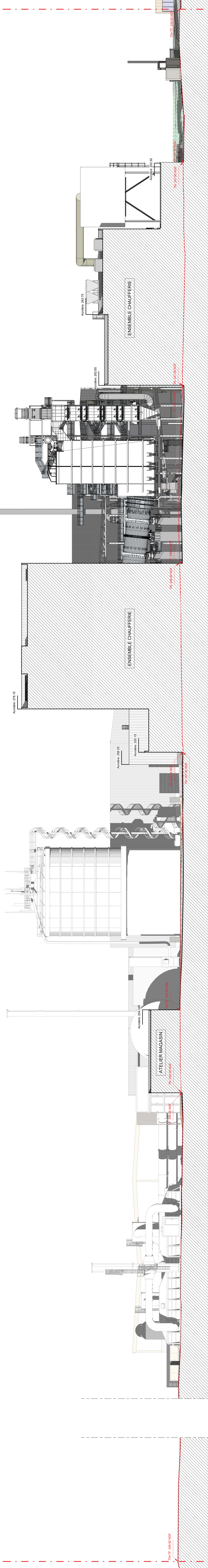
Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

03

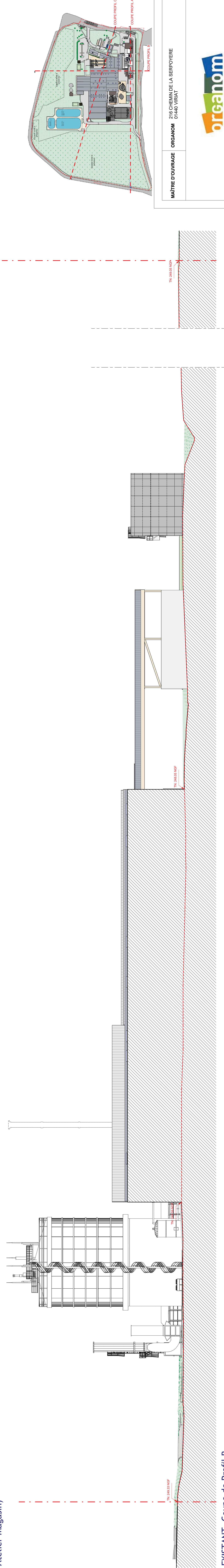
Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



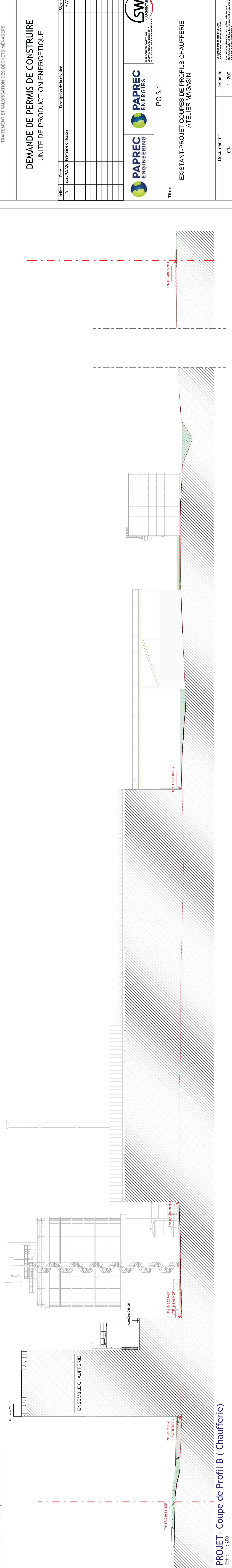
EXISTANT-Coupe de Profil A



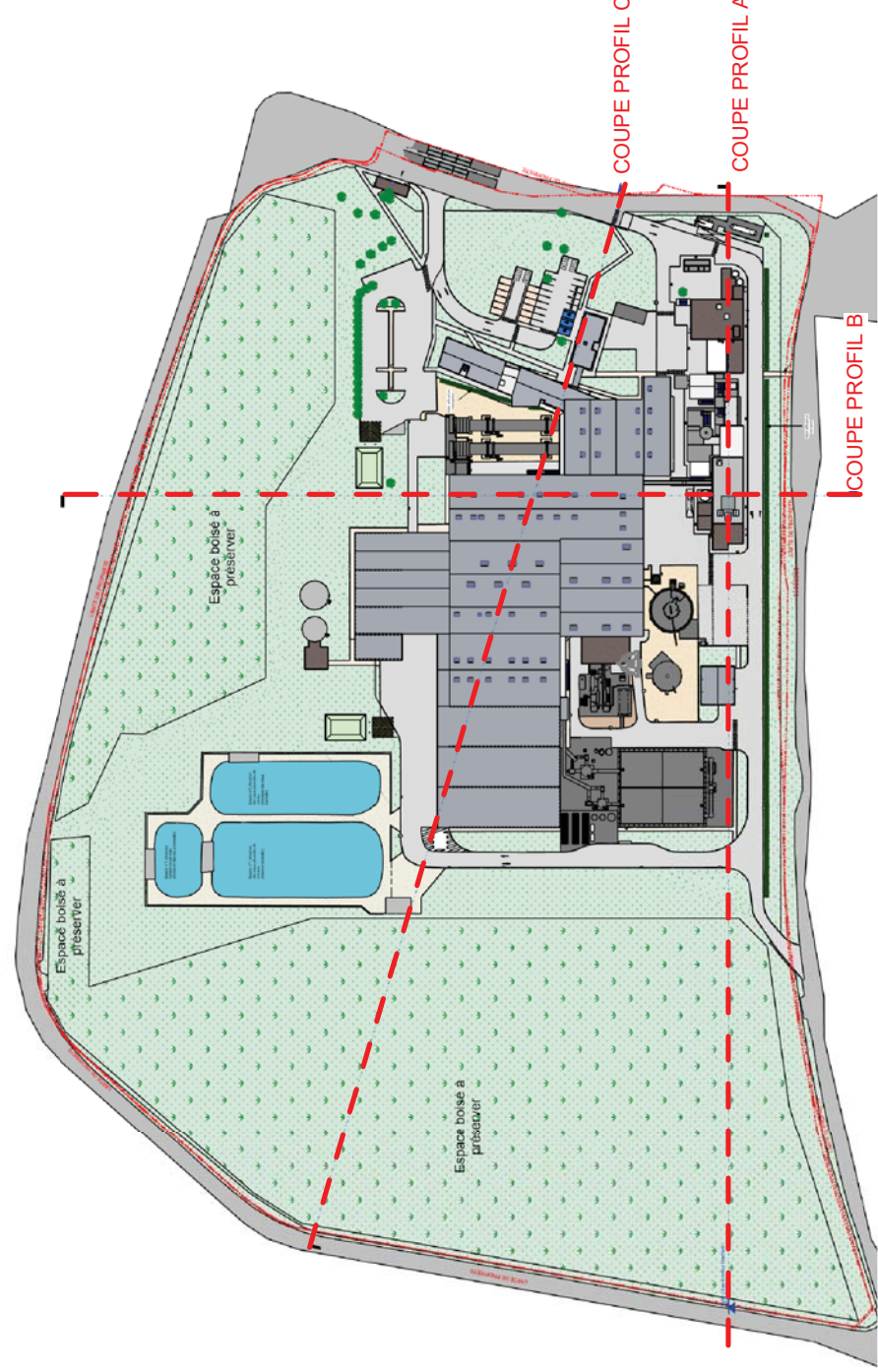
PROJET- Coupe de Profil A (Chaufferie /
Atelier-Magasin)



EXISTANT- Coupe de Profil B



PROJET- Coupe de Profil B (Chauffage)

[illegible]

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC4

Titre:

NOTICE DECRIVANT LE TERRAIN ET
PRESENTANT LE PROJET

Document n°:

04

Echelle:

Documens créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage

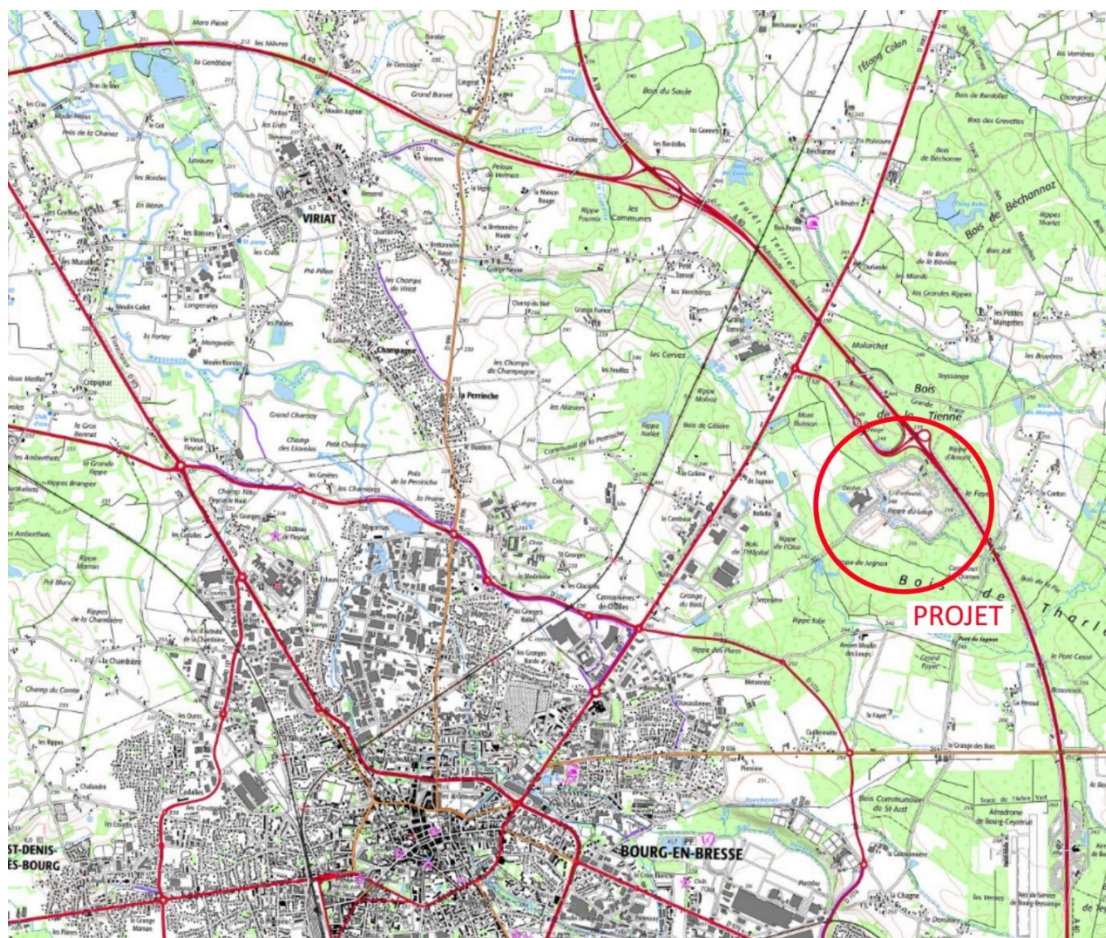
PC 04 – NOTICE DECRIVANT LE TERRAIN ET PRESENTANT LE PROJET

1. LE TERRAIN

Le terrain du projet se situe sur le site de La Tienne, sur la commune de VIRIAT (01440) et de BOURG-EN-BRESSE (01000), aux lieux-dits Rippes des Vernes et Bois Cavazot.

Sur le site, la collectivité territoriale Organom dispose des installations suivantes :

- L'usine OVADE (tri mécano-biologique, méthanisation et compostage des ordures ménagères avec végétaux) mise en service en 2016 ;
- Une installation de stockage de Déchets Non dangereux (ISDnD) ;
- Une installation de stockage de Déchets Inertes (ISDI) ;
- Un casier de stockage de l'amiante liée ;
- Une plateforme de transit avant valorisation pour le plâtre et le PVC ;
- Un local incendie et 2 réserves d'eau (cuves de sprinklage) ;
- Deux réserves souples incendies ;
- Une demi-alvéole de stockage couverte pour les métaux ferreux et non ferreux ;
- Un traitement des effluents « osmose inverse ».



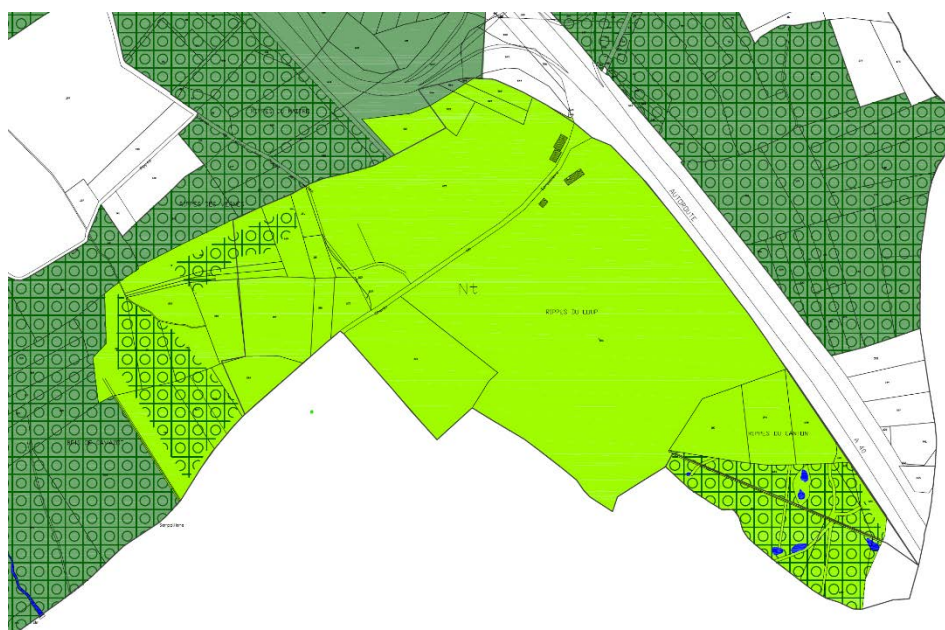
La demande de permis de construire est réalisée sur le site de l'usine OVADE qui regroupe les parcelles n°s 147, 148, 150, 206 à 211, 264, 547 et 548, 673 et 674, 676 et 677, 715, 718, 720, 722, 724 et 725 en section F pour une superficie globale de 117 204 m². L'ensemble des autres installations n'est pas concerné par cette demande.



Situé en zone Nt (Zone de la Tienne) du PLU de la Commune, le terrain est constitué d'Espaces Boisés Classés (EBC) qui ne font l'objet d'aucune modification. Les arbres composant ce bois sont principalement des chênes et des pins sur tapis de fougères et ne présentent pas d'éléments anciens. L'environnement du terrain reste majoritairement forestier et agricole.

Cet ensemble est bordé au sud-est et au nord-est par le chemin de la Serpoyère. Le site possède quelques fossés d'écoulement naturel et de légers talus le long du cheminement à l'est.

Le terrain accuse un léger dénivelé selon l'axe nord-est à sud-ouest.



2. PROJET

Le projet consiste en la construction d'une unité de production énergétique comprenant l'ajout :

- D'une chaufferie (hall de déchargement, fosse, four, chaudière et locaux techniques) ;
- D'un atelier / magasin ;
- Et d'un bâtiment « Locaux sociaux » comprenant des vestiaires, un réfectoire et un local EPI.

• Chaufferie

La chaufferie est composée de 3 ensembles distincts dont les volumes et les matériaux sont traités architecturalement comme une seule unité de type industrielle.

Hall de déchargement / Hall Fosse CSR :

Composé d'un volume simple, l'ensemble de la construction est constitué d'un bardage métallique de couleur gris clair (RAL 7035).

La couverture est réalisée en bac acier recouvert d'une étanchéité (toiture terrasse) de couleur gris clair.

Les éléments métalliques, portes, grilles de ventilation et lisses d'acrotère sont aussi de couleur gris clair (RAL 7035).

On note la présence d'un bardage polycarbonate en partie haute du volume (éclairage naturel).

Les locaux périphériques au volume principal (air comprimé/local électrique/cuve ammoniacale) sont traités à l'identique.

Seuls les locaux « stockage big-bag / station big-bag » sont réalisés en béton préfabriqué de couleur naturelle et de finition lisse.

Four / Chaudière / Eléments techniques extérieurs (filtre à manches/Cheminée/ventilateurs) :

Tous les éléments techniques sont situés en extérieur. Ils sont tous réalisés en acier de couleur gris clair (RAL 7035).

Les escaliers et l'ensemble des passerelles d'accès sont réalisés en acier galvanisé de teinte naturelle.

Le filtre à manche reçoit, en partie haute, un bardage métallique et une toiture en bac acier sec de couleur gris clair (RAL 7035).

La cheminée est aussi réalisée en acier de couleur gris clair (RAL 7035).

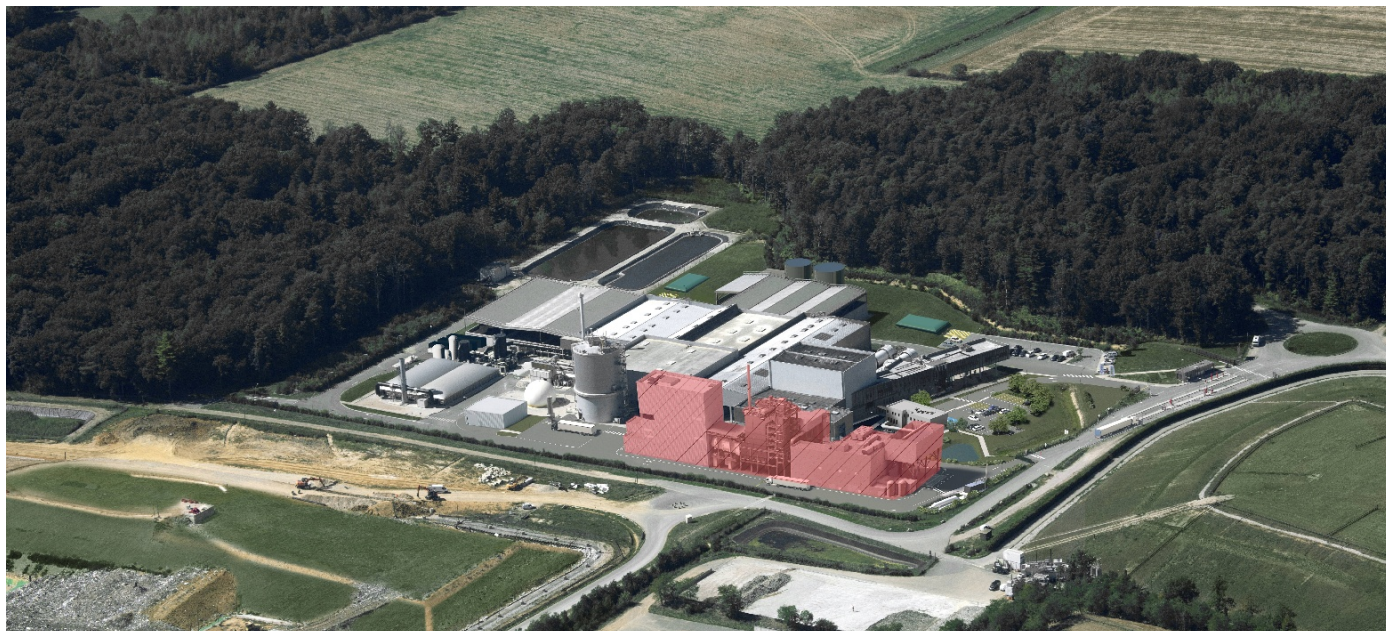
Auvent Mâchefers / GTA (Groupe Turbo-Alternateur) / Aérocondenseur / Traitement d'eau :

L'ensemble des constructions est réalisé en béton préfabriqué de couleur naturelle et de finition lisse.

Les couvertures sont réalisées en toiture terrasse, gravillonnées (étanchéité/gravillons) sur structure en dalle béton.

On note la présence d'éléments techniques (Aérocondenseur/ventilateurs) qui sont réalisés en acier de couleur gris clair (RAL 7035).

Les éléments métalliques, portes, grilles de ventilation et lisses d'acrotère sont aussi de couleur gris clair (RAL 7035).



- **Atelier / Magasin**

Composée d'un volume prismatique très simple, la construction est constituée d'un bardage métallique, recouverte d'un bac acier et d'une étanchéité de couleur gris clair (RAL 7035).

La porte sectionnelle et le portillon d'accès sont aussi de couleur gris clair (RAL 7035).



- **Locaux sociaux (vestiaires/réfectoire)**

La construction est réalisée en murs de béton préfabriqués, lasurés ton gris.

Les menuiseries et leurs percements reprennent les modénatures du bâtiment administratif existant.

Elles sont réalisées en aluminium de couleur gris clair et comportent un vitrage translucide et/ou dépoli pour l'ensemble des vestiaires et sanitaires.

L'accès du réfectoire au bâtiment administratif existant (liaison/cheminement) est assuré par la mise en place d'une couverture légère réalisée en bac acier sur structure métallique galvanisée. A cette occasion, une porte d'accès double remplace la porte simple existante en façade Est-Nord-Est du bâtiment administratif.



3. AUTRES DISPOSITIONS

L'implantation et la typologie des constructions respectent l'intégralité des dispositions applicables aux zones naturelles de la zone N et du sous-secteur Nt.

Le site possède deux accès séparant le flux des véhicules légers et des poids lourds, afin d'assurer la sécurité des usagers.

Les voiries, dédiées à la circulation des poids lourds, sont implantées en périphérie du bâtiment de production, dessinant un sens de rotation autour de ce dernier et empêchant les croisements.

Les véhicules légers, depuis leur entrée dédiée, peuvent stationner sur le parking de 30 places répondant aux besoins de l'exploitation et des potentiels visiteurs.

Sur ces 30 places effectives créées :

- 3 places de stationnement sont destinées aux personnes à mobilité réduite (5.00 m x 3.30 m) ;
- 4 places de stationnement sont à destination des véhicules électriques ;
- 12 places sont réalisées en structure perméables (types dalles engazonnées).

20 emplacements destinés au stationnement des véhicules à deux roues sont disposés sur cette zone.

La totalité des cheminements extérieurs, depuis les places de stationnements jusqu'aux entrées des bâtiments, sont de plain-pied. Toutes les différences de hauteurs à franchir sont inférieures à 2 cm et aucune pente extérieure n'est supérieure à 4 %.

Toutes les portes d'accès aux bâtiments et aux différents locaux présentent une largeur supérieure ou égale à 90 cm.

Les aménagements paysagers du projet sont conçus pour apporter de la verdure au site industriel.

En effet, la végétalisation existante est valorisée au mieux, tandis que les abords du bâtiment locaux sociaux, du parking et de la périphérie du site sont plantées d'essence locales. Le tout dans le but de rester cohérent avec la vision environnementale du projet tout en assurant un confort visuel et fonctionnel aux usagers.

L'espace de stationnement est planté de 8 arbres à hautes tiges, à raison d'un arbre à haute tige pour 4 emplacements.

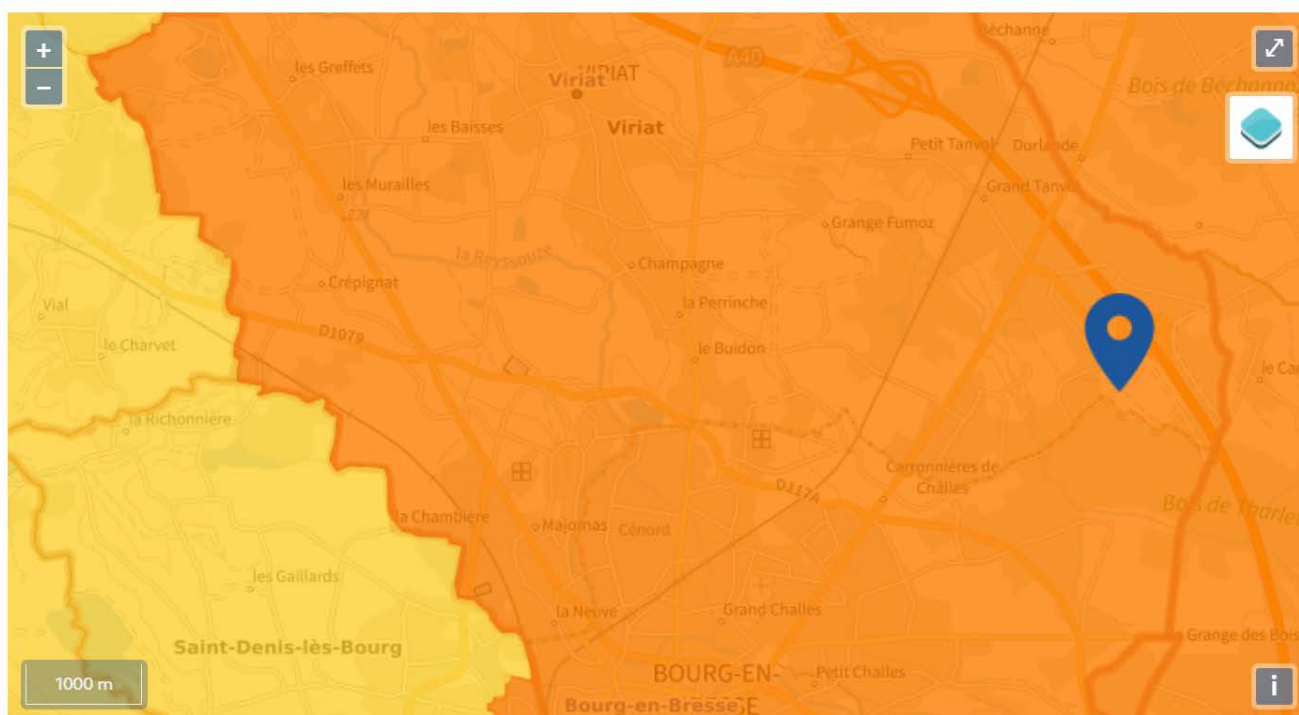
Les abords du projet « non concernés » par les constructions font l'objet d'une végétalisation constituée de plantations de haies, de buissons et d'ornements composés essentiellement d'essences locales persistantes (non invasives).

Par opposition aux conifères ou aux résineux, les arbres et arbres à hautes tiges sont essentiellement feuillus.

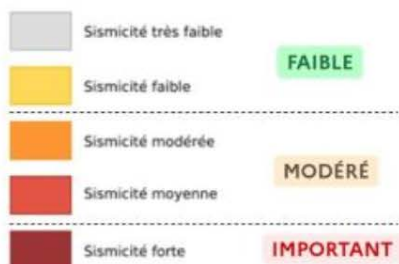
Le site de la Tienne est situé en zone sismique modérée et il est exposé au retrait-gonflement d'argile (modéré).

Une attestation PC 12 est annexée à la demande de permis de construire ainsi qu'un rapport de sol de type G1.

Carte de l'aléa sismique en France

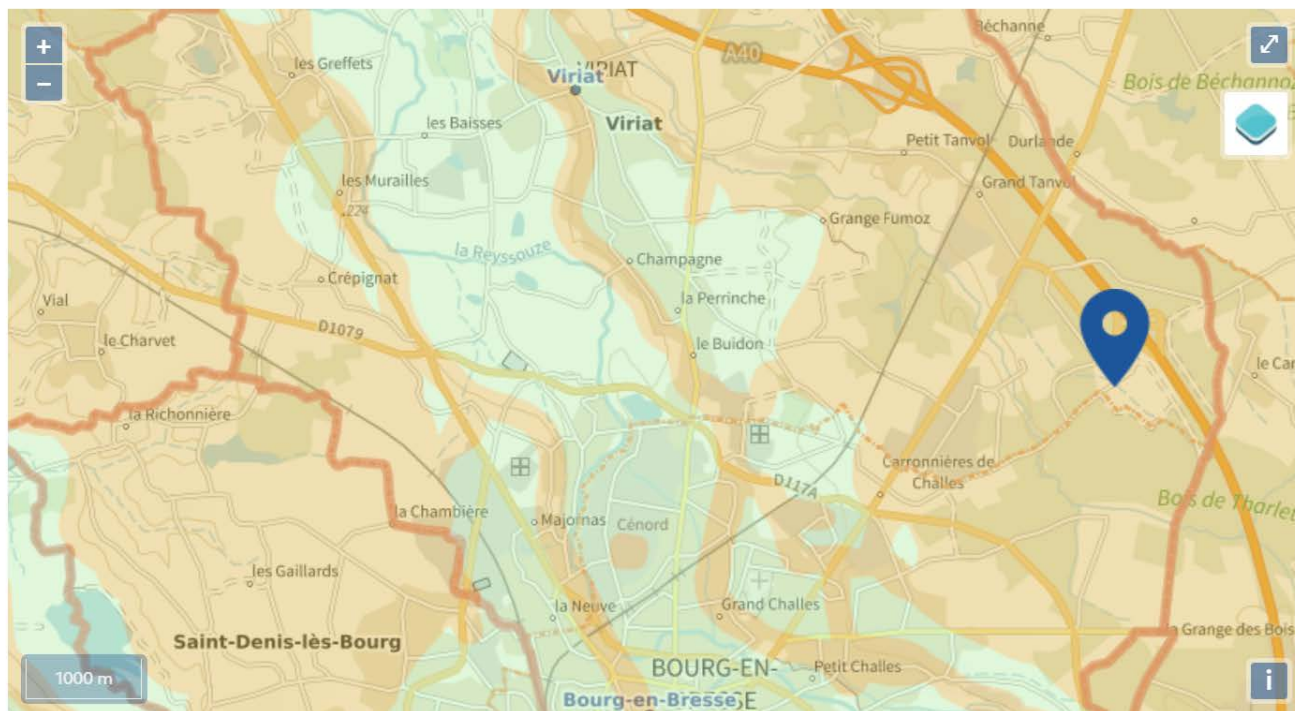


Légende :



source : www.georisques.gouv.fr

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles en France



Légende :

Exposition	Couleur
Faible	Vert clair
Modéré	Jaune
Important	Rouge

source : www.georisques.gouv.fr

4. SÉCURITÉ SUR LE SITE

- **Moyen de lutte contre l'incendie du site et dispositif de sécurité**

Le site dispose de moyens de prévention et de protection incendie :

- Un réseau incendie armé existant (RIA) ;
- Deux réserves d'eau incendie et un local poste incendie ;
- Un système d'extinction adapté aux risques, de type sprinklage, alimenté par cuve.

De plus, le bâtiment de production dispose des dispositifs de sécurité suivants :

- Désenfumage par lanterneaux disposés en toiture à raison de 2 % de Surface Utile d'Evacuation pour le bâtiment de production (conforme aux règles APSAD), avec des cantons de dimensions réglementaires ($S < 1600\text{m}^2$, $L < 60\text{m}$) ;
- Installation de détection incendie ;
- Des issues de secours avec barre antipanique donnant directement sur l'extérieur.

- **Accès des secours**

Le site de l'unité de production est facilement accessible aux services de secours et de lutte contre l'incendie depuis les deux entrées (entrée PL et VL).

Le site dispose de voies « engins » sur son périmètre permettant de rendre toutes les façades accessibles. Les voies engins » sont maintenues dégagées.

Le site est intégralement clôturé sur sa périphérie.

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



Annexe

Titre:

RAPPORT D'ETUDE GEOTECHNIQUE - G1

Document n°:

14

Echelle:

Documens créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage

RAPPORT D'ETUDE GEOTECHNIQUE

MISSION | G1 PGC

ETUDE GEOTECHNIQUE

PREALABLE

AFFAIRE

Client : ORGANOM

Adresse : 216 chemin de la Serpoyère
VIRIAT (01)

Rapport : G1_2023022111



RAPPORT D'ETUDE GEOTECHNIQUE

MISSION – G1 PGC

ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE



AFFAIRE	
Client	ORGANOM
Objet	Projet de construction d'une chaufferie CSR (extension) et d'une zone de stockage de matériaux
Adresse	216 chemin de la Serpoyère VIRIAT (01)
Section cadastrale	0F
Parcelles	206, 207 & 677
Investigations sur site	28 février 2023

SUIVI DES MODIFICATIONS

RAPPORT N° G1_2023022111						
Indice	Date	Nombre de pages	Observations/Modifications	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par
1	13 mars 2023	62	-	M. OUDOT	A.GHOSSOUB	A.COLIN

CONTENU

1. OBJET DE LA MISSION	4
2. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
3. ETUDE DE SITE	6
3.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET CONDITIONS DE SITE	6
3.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE	7
3.3. ALEA RETRAIT/GONFLEMENT.....	8
3.4. ZONAGE SISMIQUE.....	9
3.5. RISQUES INONDATIONS/REMONTÉE DE NAPPE/PPRN.....	10
3.6. AUTRES RISQUES	11
4. DESCRIPTION DU PROJET A VENIR	13
5. RESULTATS DE LA CAMPAGNE D'ANALYSE.....	17
5.2. SONDAGES DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE A LA PELLE MECANIQUE	18
5.3. RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE - MISE A JOUR DE FONDATION	18
5.1. SONDAGES DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE A LA TARIERE MECANIQUE	19
5.2. CARACTERISTIQUES MECANQUES DES SOLS.....	20
5.3. NIVEAUX D'EAU.....	23
5.4. ESSAIS EN LABORATOIRE.....	23
6. ANALYSES ET RECOMMANDATIONS	25
6.1. FONDATIONS	25
6.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	27
6.3. NIVEAUX BAS	27
6.4. ACCELERATION SISMIQUE	28
7. LIMITES DE LA MISSION CONFIEE	29

1. OBJET DE LA MISSION

Le groupe **ORGANOM** (216 chemin de la Serpoyère – 01004 BOURG EN BRESSE) a confié à SOCNA SOLS la réalisation d'une **étude géotechnique de procédés généraux de construction** (G1 PGC) selon la norme NFP 94-500 (Missions Ingénieries Types - Révision de novembre 2013) par la convention **G1_2023022111** et le contrat s'y afférant.

La présente étude concerne le projet de **construction d'une chaufferie CSR (extension) et d'une zone de stockage de matériaux** sur la commune de **VIRIAT (01)**.

Cette mission a pour objectifs de :

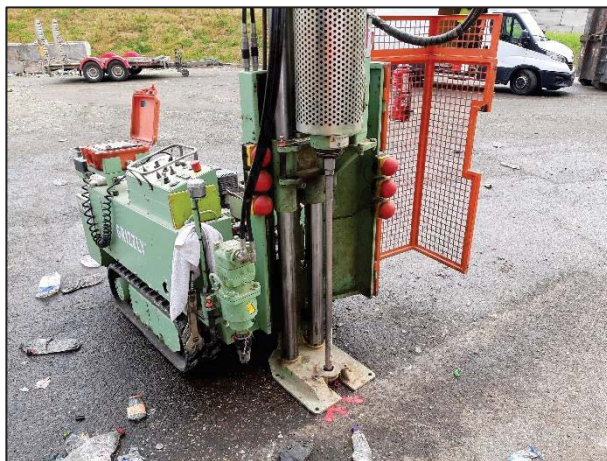
- Définir le contexte géologique et hydrogéologique du site
- Définir les caractéristiques lithologiques et mécaniques des couches de sols rencontrées au droit des projets
- De présenter les toutes premières adaptations des futurs ouvrages aux spécificités du site
- Déterminer les niveaux d'assise possibles des fondations
- Fournir les principales dispositions constructives (terrassements, fondations, niveaux bas, sismicité)

2. DEROULEMENT DE LA MISSION

Dans le cadre de la mission G1 PGC, nous avons effectué les investigations géotechniques sur le site le 28 février 2023.

Il a été réalisé les prestations suivantes :

- **6 sondages de reconnaissance géologique à la pelle mécanique** notés PM1 à PM6
- **1 sondage de reconnaissance géologique et de fondation à la pelle mécanique** noté RF1
- **8 essais au pénétromètre dynamique lourd** notés PD1 à PD8 (NF P94-115)
- **2 sondages de reconnaissance géologique à la tarière mécanique** notés RG1 et RG2



28/2/2023 : Essai au pénétromètre dynamique

- Des **prélèvements d'échantillons pour analyses en laboratoire** : teneurs en eau (NF P94-050), analyses granulométriques (NF P94-056), limites d'Atterberg (NF P94-051)

3. ETUDE DE SITE

3.1. Contexte géographique et conditions de site

La zone d'étude se trouve sur au 216 chemin de la Serpoyère sur la commune de **VIRIAT (01)** ; il s'agit des parcelles référencées 0F 206, 207 & 677.



Source : www.earthgoogle.com



Source : www.cadastre.gouv.fr

A l'emprise du projet d'extension, le terrain est enherbé et en enrobé.

A l'emprise du projet de stockage, il est enherbé.

La Zone d'Influence Géotechnique (ZIG au sens de la norme NFP 94-500) est constituée par :

- Côté Nord/Est : par le chemin de la Serpoyère suivi de zones enherbées.
- Côté Nord/Ouest : par une zone boisée et enherbée.
- Côté Sud : par le chemin de la Serpoyère suivi d'une zone industrielle en exploitation.

3.2. Contexte géologique

Suivant la carte géologique de BOURG EN BRESSE N°651 au 1/50.000, et d'après le site www.infoterre.brgm.fr, les sols naturels du secteur sont majoritairement constitués par la formation suivante :

- **OEA** : « *Limons marbrés non calcaires, de recouvrement des formations anté-rissiennes* »

Le site se trouve à proximité des formations suivantes :

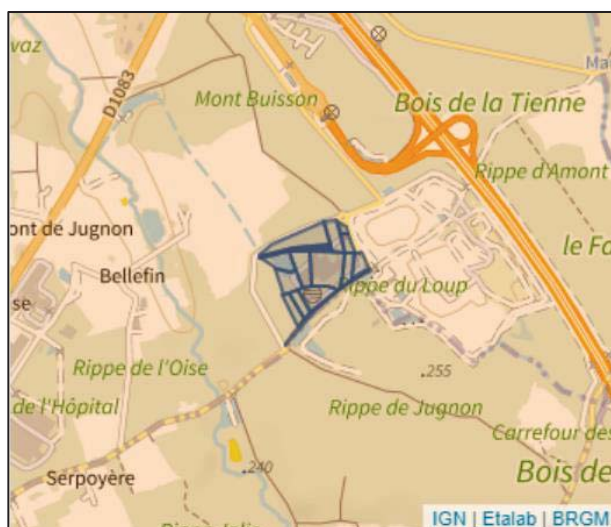
- **C** : « *Colluvions des fonds de vallons* »



Extrait de la carte géologique – Source : www.infoterre.gouv.fr

3.3. Aléa retrait/gonflement

Après consultation du site du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire sur les risques majeurs (www.georisques.gouv.fr) et le site du BRGM (infoterre.brgm.fr - cf. extrait ci-dessous), il apparaît que le terrain est situé en **exposition moyenne**.



- | | |
|---|--------------------|
| 1 | Exposition faible |
| 2 | Exposition moyenne |
| 3 | Exposition fort |

Extrait de l'exposition au retrait / gonflement des argiles – Source : www.georisques.gouv.fr

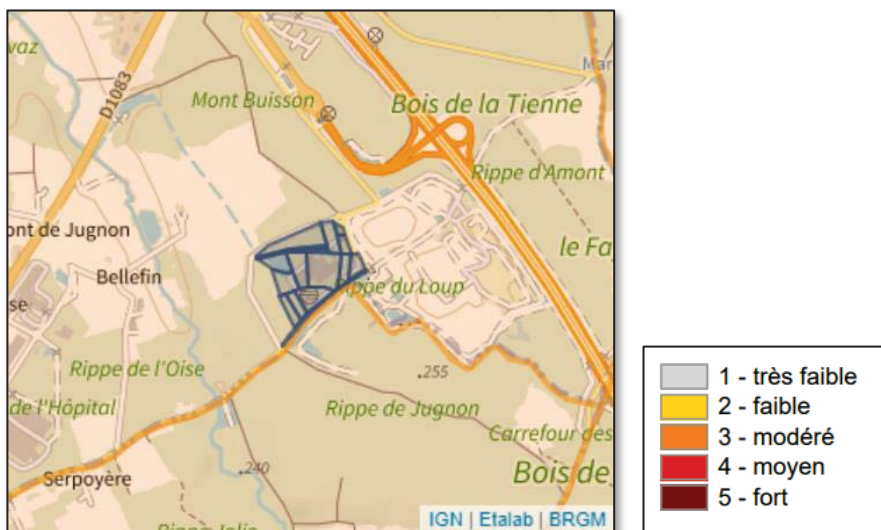
A la date du présent rapport, la commune a fait l'objet de **3 arrêtés** de catastrophe naturelle liées à la sécheresse :

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0400656A	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
INTE1917051A	01/07/2018	30/09/2018	18/06/2019	17/07/2019
INTE2014522A	01/01/2019	31/03/2019	17/06/2020	10/07/2020

3.4. Zonage sismique

Le site d'étude est classé en **zone sismique 3** (modéré).

Selon l'Eurocode 8, l'accélération horizontale de référence a_{gr} est égale à **1,1 m.s⁻²**.



Zonage sismique – Source : www.georisques.gouv.fr

3.5. Risques inondations/remontée de nappe/PPRN

INONDATION



Le Plan de prévention des risques naturels (PPR) de type Inondation nommé PPRi Reyssouze_Viriat a été approuvé sur le territoire de votre commune, mais n'affecte pas votre bien.

Date de prescription : 11/12/2014

Date d'approbation : 26/10/2015

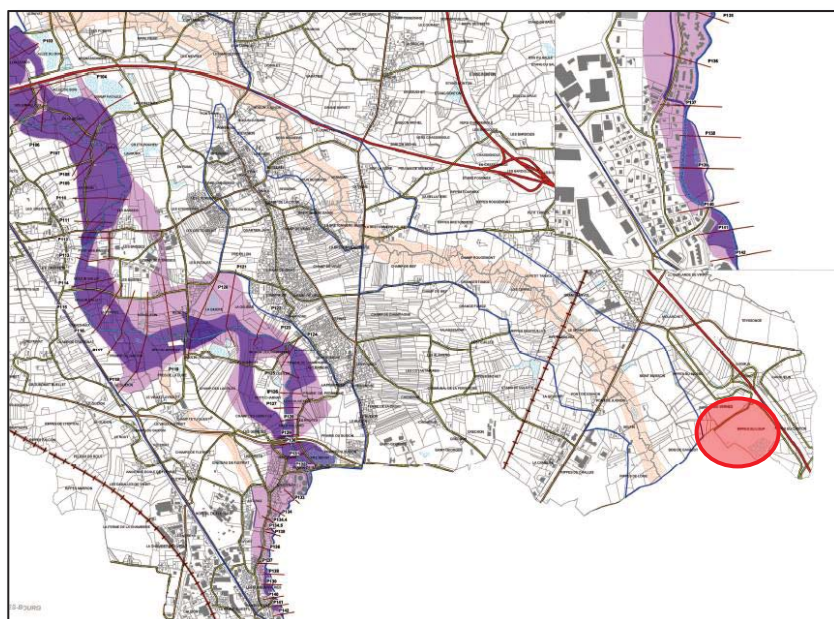
Date de modification : 24/11/2016

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

Par une crue à débordement lent de cours d'eau

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'Etat qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.



PPRi Reyssouze et de ses affluents

→ Le site se trouve **en dehors** de la zone d'aléa.

A la date du présent rapport, la commune a fait l'objet de **2 arrêtés** de catastrophe naturelle liées aux inondations et/ou coulées de boue :

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9500497A	05/08/1995	08/08/1995	28/09/1995	15/10/1995
NOR19830906	01/05/1983	31/05/1983	06/09/1983	11/09/1983

Toutefois, compte tenu du contexte sitologique et géologique, il est probable que des circulations d'eau puissent s'établir :

- Sous forme de nappes de stagnation dans les remblais et les formations superficielles
- A la faveur de la perméabilité des différentes couches de sol.

3.6. Autres risques

➤ Pollution des sols

POLLUTIONS DES SOLS



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

- La parcelle a accueilli une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ou enregistrement. Cette activité a pu provoquer des pollutions, notamment des sols des eaux souterraines ou des eaux superficielles.

Installation(s) concernée(s) :

- ORGANOM

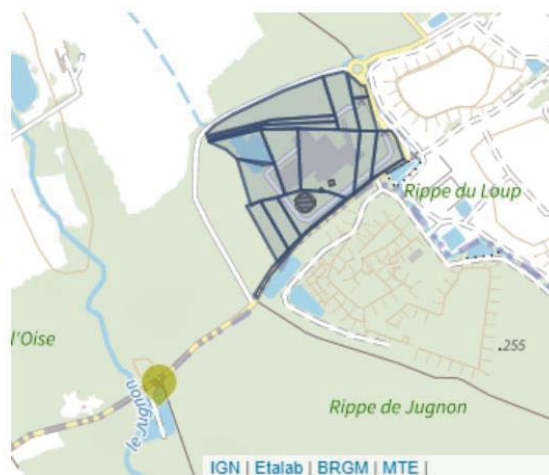
POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



➤ Risque industriel

RISQUE INDUSTRIEL



Le Plan de prévention des risques technologiques (PPR) de type Risque industriel nommé 01 PPRT de Viriat a été approuvé sur le territoire de votre commune, mais n'affecte pas votre bien.

Date de prescription : 29/06/2011

Date d'approbation : 19/05/2014

Un PPR approuvé est un PPR définitivement adopté.

Le PPR couvre les aléas suivants :

- Risque industriel
- Effet thermique
- Effet de surpression

Le plan de prévention des risques technologiques est un document réalisé par l'État qui a pour objectif de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future autour du site.



➤ Mouvement de terrain

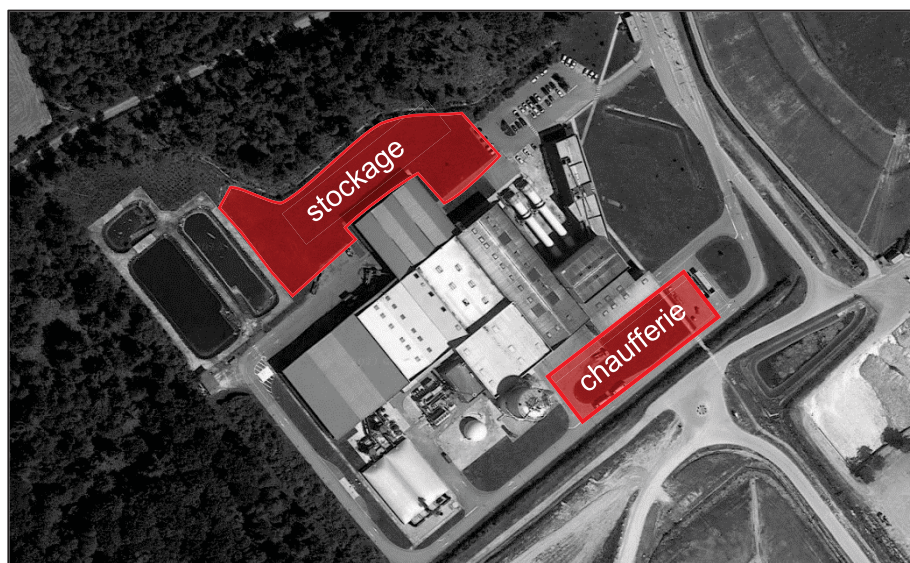
A la date du présent rapport, la commune a fait l'objet d'un **arrêté** de catastrophe naturelle liée à un mouvement de terrain :

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
NOR19830906	01/05/1983	31/05/1983	06/09/1983	11/09/1983

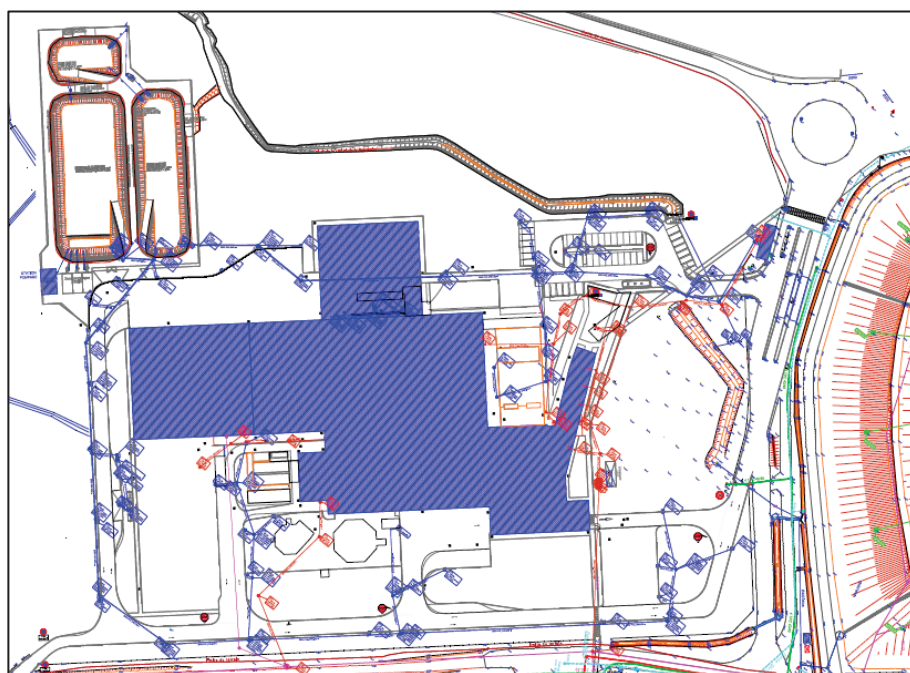
4. DESCRIPTION DU PROJET A VENIR

D'après les informations qui nous ont été communiquées, le projet consiste à construire **une chaufferie CSR côté Sud/Est** du bâtiment industriel existant, ainsi qu'**une zone de stockage de matériaux** (composte, mâchefer, etc.) **côté Nord/Ouest** du bâtiment industriel existant.

Toutefois, les plans ainsi que l'avant projet n'ont pas été encore réalisés.



Implantation du projet



Plan des réseaux existants sur fond de plan de masse

Zone construction chaufferie CSR (extension)



28/02/2023 : Vues générales de la zone de construction de la chaufferie

Selon les informations qui nous ont été communiquées, la zone enherbée au droit de l'extension aurait été remblayée lors de la construction du bâtiment.

Future zone de stockage



28/02/2023 : Vues générales de la zone de stockage

A noter qu'à proximité de la zone de stockage, il existe un fossé avec une légère circulation d'eau.



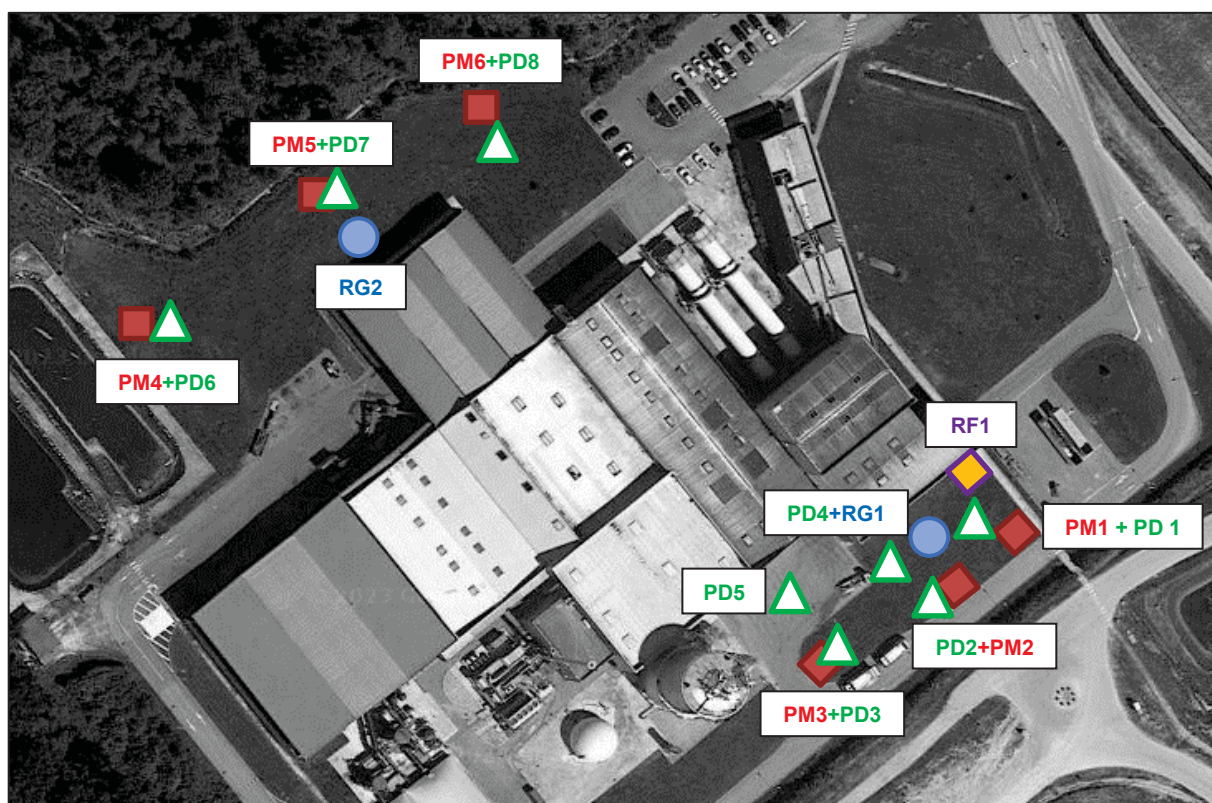
28/02/2023 : Vues générales du fossé à proximité de la future zone de stockage

5. RESULTATS DE LA CAMPAGNE D'ANALYSE

5.1. Implantation des sondages et essais géotechniques

L'implantation des sondages et des essais géotechniques a été choisie en fonction des projets, des possibilités d'accès et de mise en station, et de la position des réseaux enterrés existants.

Le plan ci-dessous récapitule leur localisation :



Implantation des essais et sondages géotechniques

	PD – Essai pénétrométrique de type B (x8)
	PM – Sondage de reconnaissance géologique à la pelle mécanique (x6)
	RF – Sondage de reconnaissance géologique et de fondation à la pelle mécanique (x1)
	RG – Sondage de reconnaissance géologique à la tarière mécanique (x2)

5.2. Sondages de reconnaissance géologique à la pelle mécanique

Nous avons réalisé **6 sondages de reconnaissance géologique à la pelle mécanique** notés **PM1 à PM6**. Ceux-ci ont permis de mettre en évidence les terrains suivants du plus superficiel au plus profond :

	Profondeur base de la couche (m)					
Localisation	Extension			Stockage		
Lithologie	PM1	PM2	PM3	PM4	PM5	PM6
Couverture végétale	0,4			0,2	0,4	0,3
Remblais limono-sableux orangé + cailloutis et graviers	-	0,8	-	-	-	-
Remblais graves/gravillons/graviers + cailloutis rosâtre	-	1,2 ⁽¹⁾	1,1 ⁽¹⁾	-	-	-
Géotextile ⁽²⁾	non	oui	oui	-	-	-
Remblais : limons sablo-argileux + graviers	-	-	-	0,55	-	1,3
Argile limoneuse à limons argileux gris/orangé	1,8 ⁽³⁾	1,7*		1,1 ⁽⁴⁾	1,7 ⁽³⁾	1,6 ⁽³⁾
Argile grise (vase ?) + débris de bois et racines				2,2 ⁽⁴⁾	-	-

* Base de sondage

Nota

⁽¹⁾ Nous observons une très mauvaise tenue des parois dans cette couche rosâtre.

⁽²⁾ Le géotextile délimite la zone remblayée avec le terrain naturel argileux.

⁽³⁾ Prélèvement d'échantillon pour analyses en laboratoire.

⁽⁴⁾ Remblais.

5.3. Reconnaissance géologique - Mise à jour de fondation

Nous avons effectué **un sondage de reconnaissance géologique et de fondation** à la pelle mécanique noté **RF1**. Ce sondage a permis de mettre en évidence les terrains suivants du plus superficiel au plus profond :

	Profondeur base de la couche (m)
Lithologie	RF1
Fine couche de gravillon blanchâtre	0,03
Remblais graveleux-sableux	0,35
Remblais graves-graviers à matrice limono-sableuse marron clair	0,90
Géotextile	oui
Argile limoneuse à limon argileux gris/orangé	1,90*

(*) Base du sondage

Par ailleurs, les caractéristiques de la fondation sont résumées dans le tableau ci-après (voir photos et coupe en annexe 2) :

Sondage	Type de fondation	Débord	Prof. assise fondation (m)	Nature assise fondation	Observations
RF1	Longrine sur semelle isolée en béton	Aucun par rapport au mur de façade 0,13 m par rapport au poteau métallique	- 1,02 m/TA	Argile limoneuse à limons argileux gris/orangé	Sous poteau métallique de dimensions 13,5 cm × 27 cm Epaisseur de longrine : 15 cm

5.1. Sondages de reconnaissance géologique à la tarière mécanique

Nous avons réalisé **2 sondages de reconnaissance géologique à la tarière mécanique** notés **RG1** et **RG2**. Ceux-ci ont permis de mettre en évidence les terrains suivants :

	Profondeur base de la couche (m)	
Localisation	Extension	Stockage
Lithologie	RG1	RG2
Couverture végétale	0,5	-
Remblais graveleux	1,5	-
Limon argileux à argile limoneuse grisâtre/orangé	3,5	-
Limon sableux orangé avec quelques cailloutis et gravillons	5,5*	-
Limon argilo-sableux orangé	-	0,5
Limon marron	-	1
Limon argileux ocre à passés grisâtres	-	1,5
Limon argileux orangé	-	3,5
Limon argilo-sableux orangé très secs	-	4**

* Base de sondage

** Refus sur sol induré et sec

La description des faciès n'est basée que sur la description des cuttings issus de ces sondages destructifs, mais ne résultent en aucun cas d'une description visuelle du matériau in-situ telle que celle pouvant être effectuée au droit de puits à la pelle mécanique ou à l'aide de sondages carottés (échantillons intacts).

De cette interprétation résulte également le fait que les cotes ou profondeurs indiquées ne sont que des estimations et non des références absolues.

5.2. Caractéristiques mécaniques des sols

Nous avons réalisé **8 essais au pénétromètre dynamique de type B** notés **PD1 à PD8** (norme NF P94-115 → Voir pénétrogrammes en annexe 2).

L'essai pénétrométrique consiste à enfoncer dans le sol par battage automatique (foreuse), un train de tiges muni à son extrémité inférieure d'une pointe conique de section connue, et à mesurer la résistance dynamique à l'enfoncement du matériau en place en fonction du nombre de coup en continu.

Le battage se fait par un poids appelé « mouton », avec une masse et hauteur de chute fixe. La résistance en pointe q_d (MPa) est calculée selon la formule de « Redtenbacher » suivante :

$$q_d = \frac{M \cdot g \cdot h}{A \cdot e} \cdot \frac{M}{M+M'}$$

avec :

- M**, masse du mouton,
- g**, accélération de la pesanteur ($9,8 \text{ ms}^{-2}$),
- h**, hauteur de chute libre (75 cm),
- A**, section droite de la pointe (20 cm^2),
- e**, l'enfoncement par coup,
- M'** masse cumulée restante.

Ils ont permis de mettre en évidence les caractéristiques mécaniques suivantes :

Zone de construction de la chaufferie (extension)

➤ Très faibles à faibles jusqu'aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de q_d (MPa)	$1,2 \leq q_d \leq 7$				
Essai	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA*)	0,6	0,8	0,7		/

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couverture végétale suivie par la couche de « remblais limono-sableux orangé + cailloutis et graviers ».

- A l'exception de PD1 et PD5 : Bonnes jusqu'aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	qd > 8				
Essai	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA*)	/	1,2	1	1,1	/

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de « remblais graves/gravillons/graviers + cailloutis rosâtre ».

- Uniquement au droit de PD5 : Bonnes à très bonnes jusqu'à la profondeur ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	qd > 10				
Essai	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA*)	/	/	/	/	0,8

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de forme en-dessous de l'enrobé.

- Globalement faibles et de manière plutôt **homogène** jusqu'aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	3,5 ≤ qd ≤ 10				
Essai	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA*)	3,6	3,7	2,8	4,2	3,1

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche d'« argile limoneuse à limon argileux gris/orangé ».

- Bonnes à très bonnes jusqu'en fin d'essais aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	qd > 8				
Essai	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA*)	5,9	6,1	6	5,7	4,8

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de « limon sableux orangé avec quelques cailloutis et gravillons ».

Zone de stockage

- A l'exception de PD7 : Très faibles à faibles jusqu'aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	0,7 ≤ qd ≤ 8 (ponctuellement)		
Essai	PD6	PD7	PD8
Profondeur (m/TA*)	2,7	/	1,3

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de : « remblais : limons sablo-argileux + graviers » suivie pour PD6 de la couche de « remblais : argile grise (vase ?) + débris de bois et racines ».

- A l'exception de PD6 : Globalement faibles et de manière plutôt **homogène** jusqu'aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	3,2 ≤ qd ≤ 10 (ponctuellement)		
Essai	PD6	PD7	PD8
Profondeur (m/TA*)	/	3	3,4

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de « limons argileux gris/orangés ».

- Moyennes à bonnes jusqu'en fin d'essais aux profondeurs ci-après avec :

Valeurs de qd (MPa)	qd > 6 (ponctuellement)		
Essai	PD6	PD7	PD8
Profondeur (m/TA*)	3,8	3,3	5,6

(*) Terrain Actuel au moment des investigations

Il s'agit de la couche de « limon argilo-sableux orangé très secs ».

5.3. Niveaux d'eau

Le jour de notre intervention, la présence d'eau n'a pas été observée lors de la réalisation des sondages et essais géotechniques *in situ*.

Ce relevé, ayant un caractère ponctuel et instantané, ne permet toutefois pas de préciser l'amplitude des variations du niveau d'eau qui peut remonter fortement en période pluvieuse.

5.4. Essais en laboratoire

Des prélèvements d'échantillons ont été réalisés au droit des sondages **PM1, PM5 et PM6** en vue d'effectuer, en laboratoire, les analyses suivantes (PV d'essais en annexe 3) :

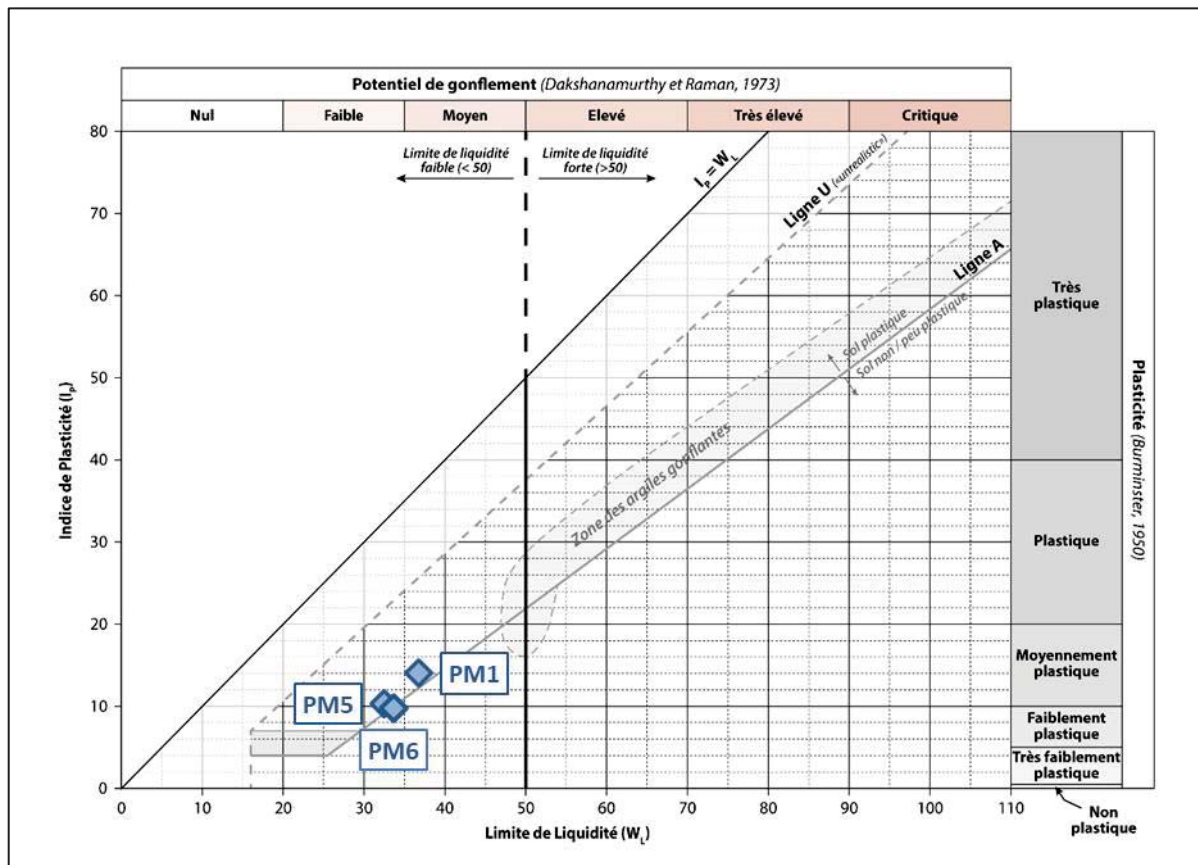
- Teneurs en eau pondérale du matériau (NF P94-050)
- Analyses granulométriques (NF P94-056)
- Limites d'Atterberg (NF P 94-051)

Les résultats sont les suivants :

Sondage	Profondeur du prélèvement	Nature du prélèvement	W _n %	Limites d'Atterberg				Granulo.		GTR
				W _p %	W _l %	I _p	I _c	% > 2mm	% < 80µm	
PM1	entre 0,8 et 1 m	Argile limoneuse	22,6	22,8	37,0	14,2	1,01	0,1	98,7	A2
PM5	entre 0,8 et 1 m		21,0	22,1	32,6	10,5	1,11	0,2	97,9	A1
PM6	entre 1,3 et 1,6 m		19,3	23,9	33,9	10,0	1,46	0,4	98,3	A1

- Les analyses granulométriques par tamisage (voir PV en annexe 3) montrent que les sols prélevés sont plutôt de type « **argile limoneuse** ».
- Les teneurs en eau mesurées au droit de **PM1** et **PM5** sont très **proches des** limites de plasticité respectives. Celle mesurée au droit de **PM6** est **inférieure mais proche** de la limite de plasticité.
- Le diagramme de Casagrande ci-après montre que les sols prélevés se situent **en dehors** de la zone dite des « **argiles-gonflantes** ».

→ Cependant, il est vraisemblable que ces sols soient sensibles au phénomène de **retrait**.



6. ANALYSES ET RECOMMANDATIONS

6.1. Fondations

Construction de la chaufferie (extension)

Dans le contexte géologique et géotechnique présent, nous proposons la solution de fondation décrite ci-après :

- Fondations superficielles par **semelles** avec **rattrapages en béton**

Les semelles devront respecter un ancrage d'au moins **0,2 m** dans la couche d'« argile limoneuse à limons argileux gris/orangé », reconnue d'après les essais pénétrométriques et les sondages à la pelle mécanique à partir des profondeurs indicatives suivantes :

Sondage / Essai	PM1	PM2	PM3	RG1	PD1	PD2	PD3	PD4	PD5
Profondeur (m/TA)	0,4	1,2	1,1	1,5	0,6	1,2	1	1,1	0,8

De plus, afin de s'affranchir des risques de **retrait** (voir paragraphe 5.4), l'assise des fondations devra se situer au minimum à - **1,2 m/sol fini extérieur**.

A cette profondeur, la grade hydrique hors-gel sera de facto respectée.

Les contraintes de calcul pour le dimensionnement des fondations seront de l'ordre de :

q ELS (MPa)	q ELU (MPa)
0,15	0,24

Zone de stockage

D'après les informations qui nous ont été communiquées, une dalle sera mise en œuvre sur cette zone. Elle pourra être de type :

- **Radier en béton armé**

Après purge complète de la couverture végétale et de la couche de remblais*, le radier sera mis en œuvre sur une **base** constituée par un matériau naturel type 0/80 mm D31 au sens du GTR 92, à granulométrie étendue et continue contenant moins de 12% de fines inférieures à 80 µm mis en place par couches compactées suivant les règles de l'Art (épaisseur à adapter au compacteur et à l'état des fonds de forme). Son épaisseur sera au minimum de **0,3 m**.

Nota*

Le sondage PM4 et l'essai PD6 ont mis en évidence une couche de remblais de très mauvaise résistance mécanique sur une épaisseur allant jusqu'à 2,7 m/TA.

Afin d'éviter d'importants terrassements, nous conseillons de décaler le projet hors emprise de cette couche de remblais, constituée notamment d'argile grise avec des débris de bois.

Afin de s'affranchir des risques de **retrait** (voir paragraphe 5.4), le radier comportera une bêche périphérique descendue jusqu'au minimum à **- 1,2 m/sol fini extérieur**.

A cette profondeur, la garde hydrique hors-gel sera de facto respectée.

Les fondations seront calculées en fonction des contraintes de calcul suivantes :

q ELS (MPa)	q ELU (MPa)
0,05	0,08

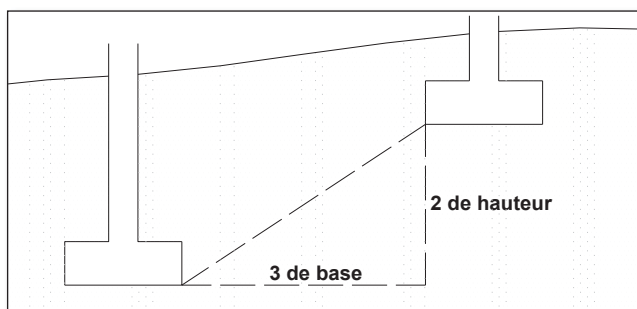
➔ ***Dans le cadre d'une mission d'étude géotechnique de type G2 AVP voire G2 PRO, il conviendra d'adapter et de valider le système de fondation proposé ainsi que la capacité portante à la nature du projet.***

SOCNA SOLS reste à disposition pour la réalisation d'une telle étude.

6.2. Dispositions constructives

Les dispositions constructives suivantes devront être respectées :

- Aucune stagnation d'eau ne sera tolérée : en cas d'arrivée d'eau, la mise en place d'un système de pompage sera à prévoir
- Les fondations seront coulées sur un sol sain, non remanié et hors d'eau
- Le sol d'assise devra être uniformément constitué d'un sol de nature **homogène**
- La garde hydrique hors-gel sera de facto respectée
- En aucun cas les fonds de fouilles ne devront être laissés ouverts sans la mise en place au minimum d'un béton ou d'une couche de propreté. Dans ce dernier cas, tout matériau éboulé sur le BP devra être évacué avant coulage
- Dans le cas du projet d'extension, pour permettre le bon contact fondations/sol, la largeur des semelles ne devra pas être inférieure à 0,4 m pour des semelles filantes, et 0,6 m dans le cas de semelles isolées
- Pour les fondations dénivelées, une pente maximale de **3H/2V** sera respectée entre 2 fondations voisines ou 2 redans successifs.



➔ **Cette disposition sera notamment à respecter entre les fondations existantes et celles de l'extension**

- La présence d'un géotechnicien pourra être prévue pour valider la nature de la pleine masse et les assises de fondation dans le cadre d'une mission adaptée type supervision géotechnique **G4**.

6.3. Niveaux bas

Construction de la chaufferie (extension)

Il sera envisageable de traiter le niveau bas en **dallage sur terre-plein**.

La plate-forme sera contrôlée par des essais de chargement à la plaque. Leur coût sera intégré dans le budget du projet. Le dallage sera justifié conformément au DTU 13.3 (nouvelle version de décembre 2021).

SOCNA SOLS se tient à disposition pour réaliser les essais de chargement à la plaque.

A noter que la solution de **dalle portée sur vide sanitaire** ventilé pourra également être envisagée.

Zone de stockage

Le **radier** traite de facto son niveau bas.

→ **Nous rappelons que toutes ces dispositions et ces valeurs sont données à titre indicatif. Il conviendra de les adapter au projet dans le cadre d'une mission de type G2 AVP ou G2PRO.**

6.4. Accélération sismique

Nous avons considéré comme hypothèse des ouvrages de catégorie d'importance **II** ou **III** (à confirmer par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre). Le coefficient d'importance **γ_I** est égal à **1** ou **1,2**.

Pour la catégorie des sols et en fonction des résultats de nos investigations (voir paragraphe 3), nous retiendrons la **classe C**. Le coefficient d'amplification de la sollicitation sismique **S** vaut donc **1,5**.

L'accélération sismique maximale en surface **a_g** sera donc pour ce site :

⇒ **Catégorie II** : $a_{gr} \times \gamma_I \times S = 1,1 \times 1 \times 1,5$ soit **1,65 m.s⁻²**

⇒ **Catégorie III** : $a_{gr} \times \gamma_I \times S = 1,1 \times 1,2 \times 1,5$ soit **1,98 m.s⁻²**

7. LIMITES DE LA MISSION CONFIEE

Les calculs et valeurs donnés dans le présent rapport ne sont que des ébauches destinées à donner un premier aperçu des directions techniques d'exécution et ne constituent pas un dimensionnement du projet. Par ailleurs, l'ensemble des dispositions énoncées dans le présent rapport n'est valable qu'au droit de nos sondages et de nos essais. En effet, des variations latérales d'épaisseur et de caractéristiques sont toujours possibles.

Selon la norme NF P 94-500, ce rapport conclut la mission G1 PGC qui nous a été confiée pour cette affaire. A cet effet et pour rappel, la mise en œuvre de l'ensemble des missions géotechniques issues de la norme NF P94-500 (G2AVP, G2 PRO, G2 DCE/ACT, G3 (à la charge de l'entreprise) et G4 (à la charge du maître d'ouvrage, pour supervision géotechniques d'exécution) devra suivre la présente étude.

Quoiqu'il en soit, les dispositions constructives relatives aux fondations et au traitement des niveaux bas **devront faire l'objet ultérieurement d'une mission de type G2 AVP voire G2 PRO.**

SOCNA SOLS reste à l'entière disposition des Responsables du Projet pour tout renseignement complémentaire.

Pour SOCNA SOLS, le 13 mars 2023

Morgane Oudot
Chargée d'études



Akram Ghossoub
Ingénieur Civil Géotechnicien



Anthony Colin
Ingénieur Géotechnicien
Gérant



ANNEXES

ANNEXE 1

Enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique

Norme NF P94-500 (Novembre 2013)

Enchaînement des missions G1 à G4	Phases de la maîtrise d'œuvre	Mission d'ingénierie géotechnique (GN) et Phase de la mission		Objectifs à atteindre pour les ouvrages géotechniques	Niveau de management des risques géotechniques attendu	Prestations d'investigations géotechniques à réaliser
Étape 1 : Étude géotechnique préalable (G1)		Étude géotechnique préalable (G1) Phase Étude de Site (ES)		Spécificités géotechniques du site	Première identification des risques présentés par le site	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
	Étude préliminaire, esquisse, APS	Étude géotechnique préalable (G1) Phase Principes Généraux de Construction (PGC)		Première adaptation des futurs ouvrages aux spécificités du site	Première identification des risques pour les futurs ouvrages	Fonction des données existantes et de la complexité géotechnique
Étape 2 : Étude géotechnique de conception (G2)	APD/AVP	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Avant-projet (AVP)		Définition et comparaison des solutions envisageables pour le projet	Mesures préventives pour la réduction des risques identifiés, mesures correctives pour les risques résiduels avec détection au plus tôt de leur survenance	Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	PRO	Étude géotechnique de conception (G2) Phase Projet (PRO)		Conception et justifications du projet		Fonction du site et de la complexité du projet (choix constructifs)
	DCE/ACT	Étude géotechnique de conception (G2) Phase DCE / ACT		Consultation sur le projet de base / Choix de l'entreprise et mise au point du contrat de travaux		
Étape 3 : Études géotechniques de réalisation (G3/G4)		À la charge de l'entreprise	À la charge du maître d'ouvrage			
	EXE/VISA	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Étude (en interaction avec la phase Suivi)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision de l'étude géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision du suivi)	Étude d'exécution conforme aux exigences du projet, avec maîtrise de la qualité, du délai et du coût	Identification des risques résiduels, mesures correctives, contrôle du management des risques résiduels (réalité des actions, vigilance, mémorisation, capitalisation des retours d'expérience)	Fonction des méthodes de construction et des adaptations proposées si des risques identifiés surviennent
	DET/AOR	Étude et suivi géotechniques d'exécution (G3) Phase Suivi (en interaction avec la phase Étude)	Supervision géotechnique d'exécution (G4) Phase Supervision du suivi géotechnique d'exécution (en interaction avec la phase Supervision de l'étude)	Exécution des travaux en toute sécurité et en conformité avec les attentes du maître d'ouvrage		Fonction du contexte géotechnique observé et du comportement de l'ouvrage et des avoisinants en cours de travaux
	Diagnostic	Diagnostic géotechnique (G5)		Influence d'un élément géotechnique spécifique sur le projet ou sur l'ouvrage existant	Influence de cet élément géotechnique sur les risques géotechniques identifiés	Fonction de l'élément géotechnique étudié

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

ÉTAPE 1 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE PRÉALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases :

Phase Étude de Site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site.

- Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.
- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

ÉTAPE 2 : ÉTUDE GÉOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases :

Phase Avant-projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Établir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et d'estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participer à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.

ÉTAPE 3 : ÉTUDES GÉOTECHNIQUES DE RÉALISATION (G3 et G4, distinctes et simultanées)

- ÉTUDE ET SUIVI GÉOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Étude

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier dans le détail les ouvrages géotechniques : notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Élaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs : plans d'exécution, de phasage et de suivi.

Phase Suivi

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase Étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Établir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

- SUPERVISION GÉOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives :

Phase Supervision de l'étude d'exécution

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

Phase Supervision du suivi d'exécution

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis pour le DIUO.

DIAGNOSTIC GÉOTECHNIQUE (G5)

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Étudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'état de l'état général de l'ouvrage existant.

Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).

ANNEXE 2

Implantation des sondages et des essais géotechniques

-

Sondages et essais in situ :

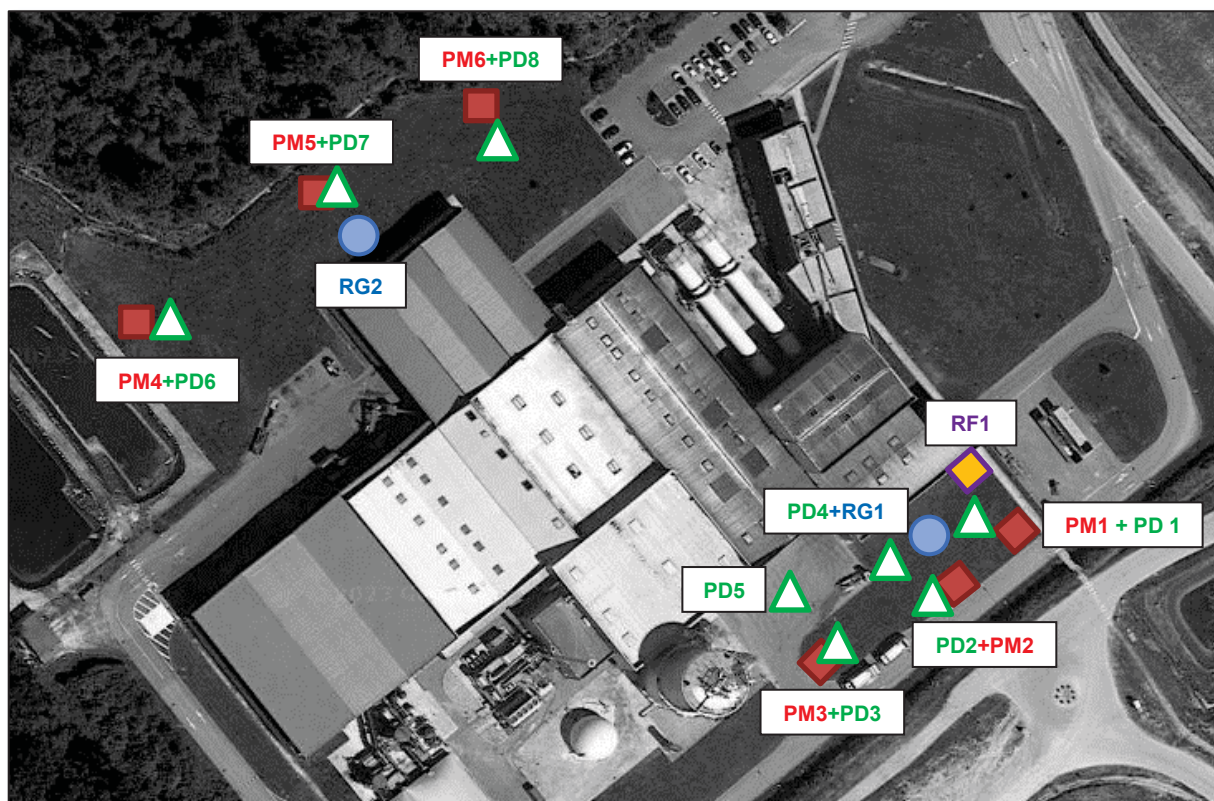
Sondages de reconnaissance géologique à la pelle mécanique

Sondage de reconnaissance géologique et de fondation à la pelle mécanique

Essais au pénétromètre dynamique de type B

Sondages de reconnaissance géologique à la tarière mécanique

IMPLANTATION DES SONDAGES ET ESSAIS GEOTECHNIQUES



Implantation des essais et sondages géotechniques

	PD – Essai pénétrométrique de type B (x8)
	PM – Sondage de reconnaissance géologique à la pelle mécanique (x6)
	RF – Sondage de reconnaissance géologique et de fondation à la pelle mécanique (x1)
	RG – Sondage de reconnaissance géologique à la tarière mécanique (x2)

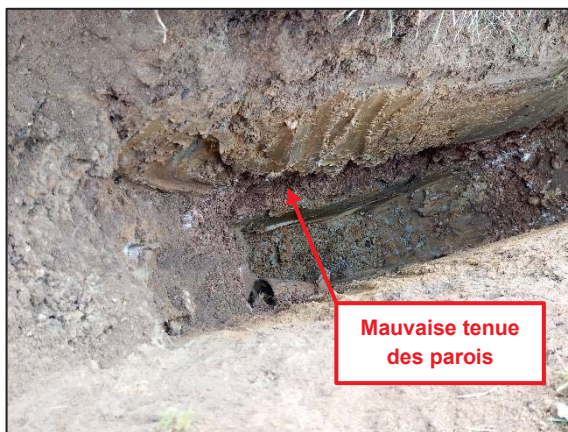
SONDAGE DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE A LA PELLE MECANIQUE

PM1



28/02/2023 : Sondage PM1

PM2





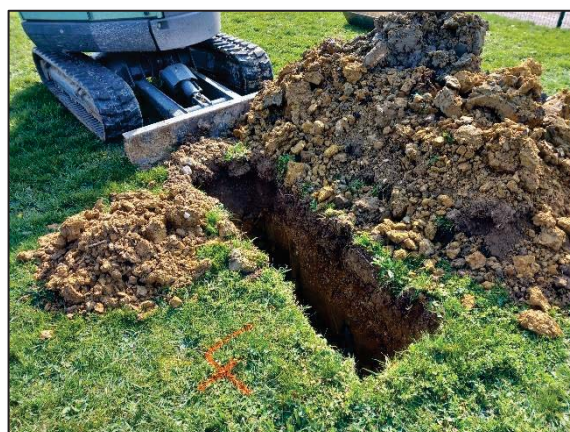
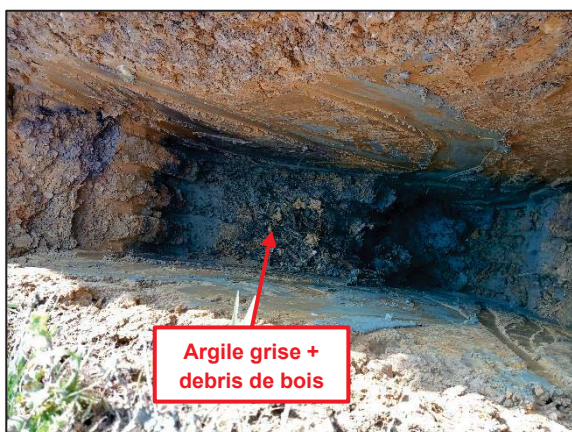
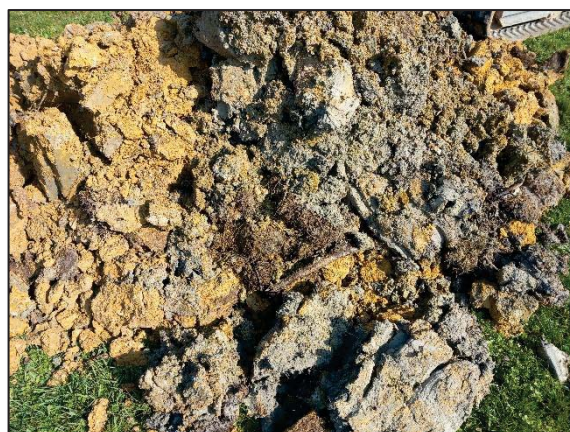
28/02/2023 : Sondage PM2

PM3



28/02/2023 : Sondage PM3

PM4



28/02/2023 : Sondage PM4

PM5



28/02/2023 : Sondage PM5

PM6

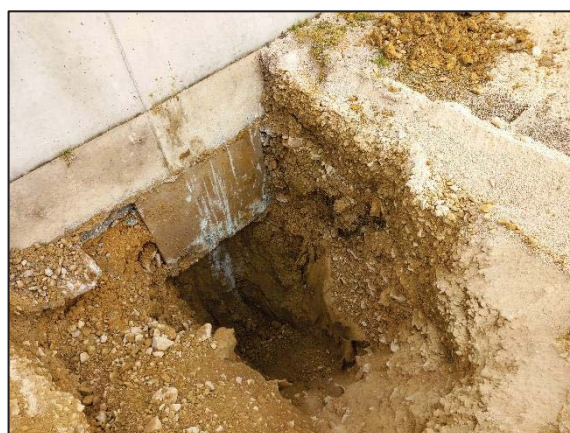
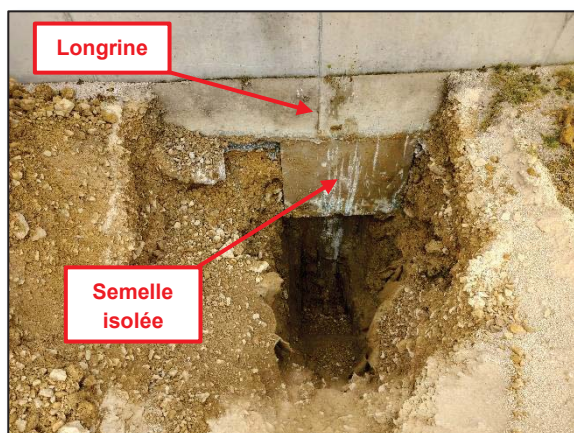


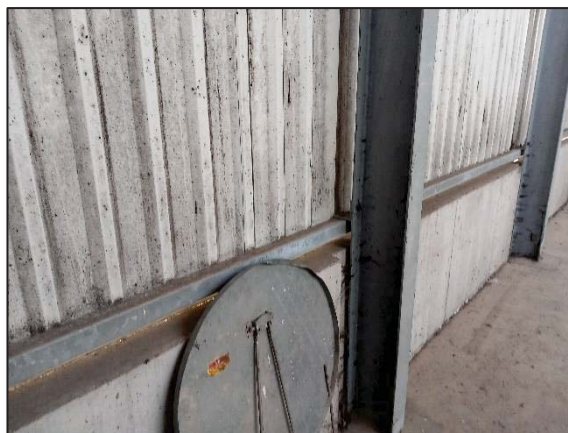


28/02/2023 : Sondage PM6

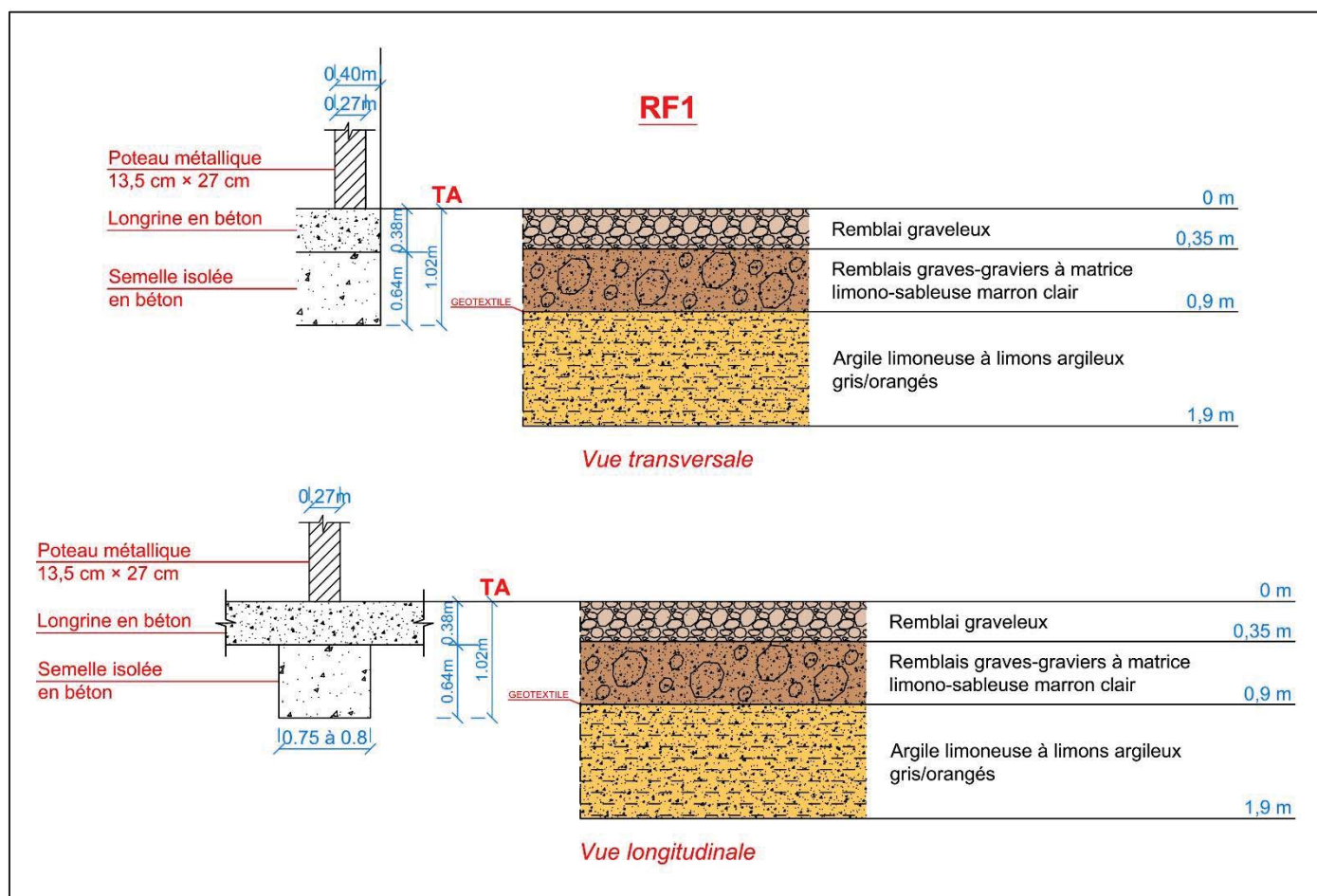
SONDAGE DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE ET DE FONDATIONS A LA PELLE MECANIQUE

RF1



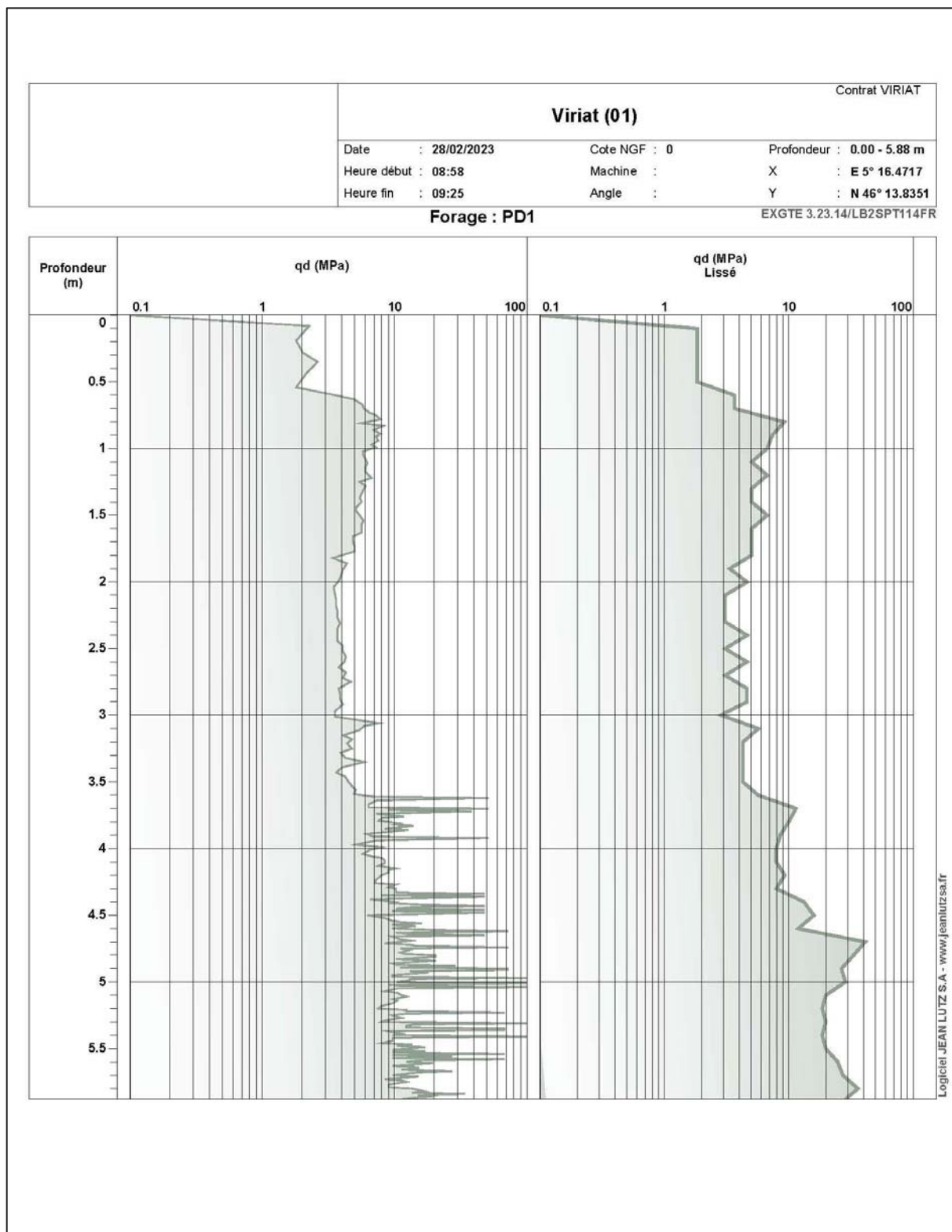


28/02/2023 : Sondage RF1

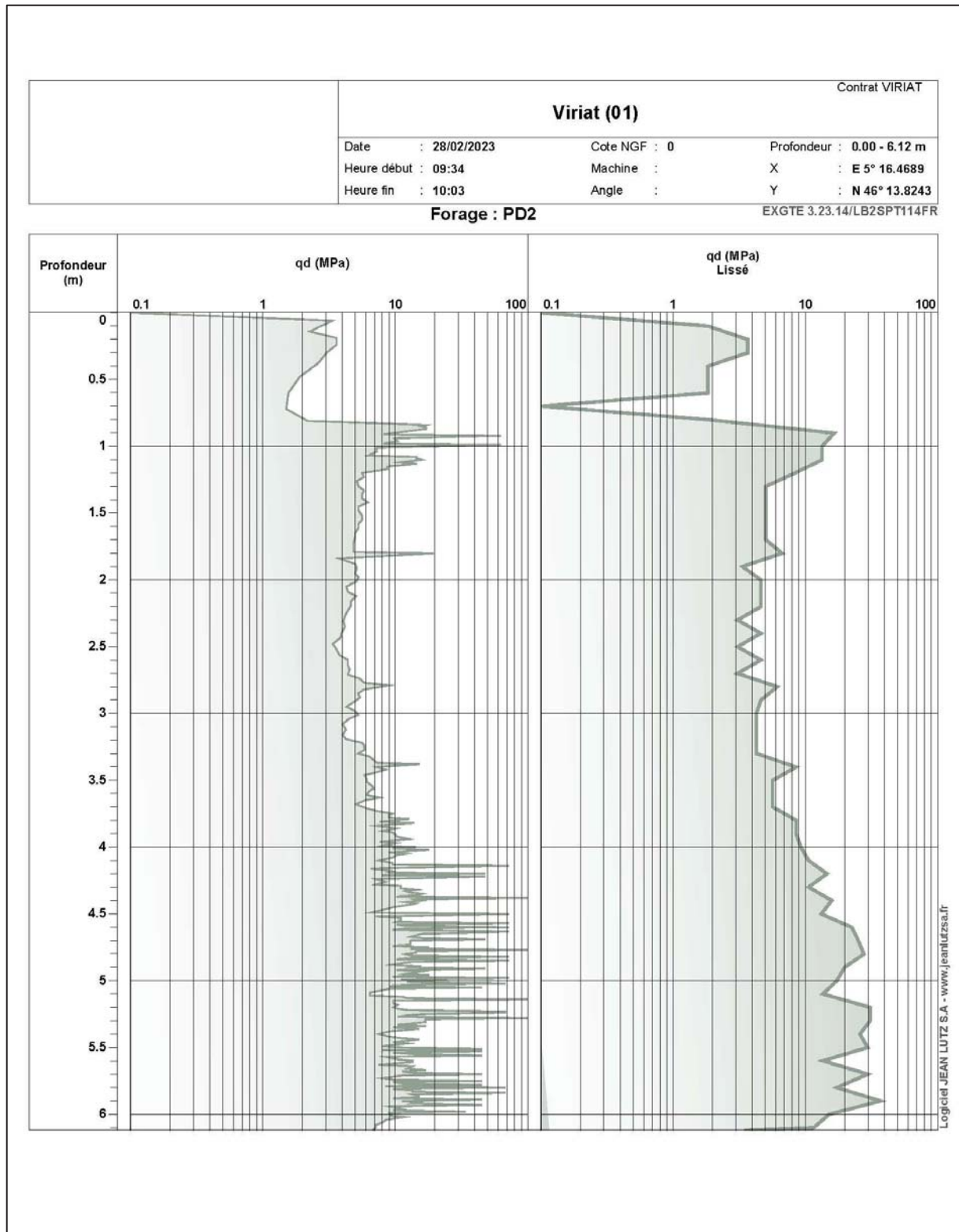


ESSAIS AU PENETROMETRE DYNAMIQUE DE TYPE B

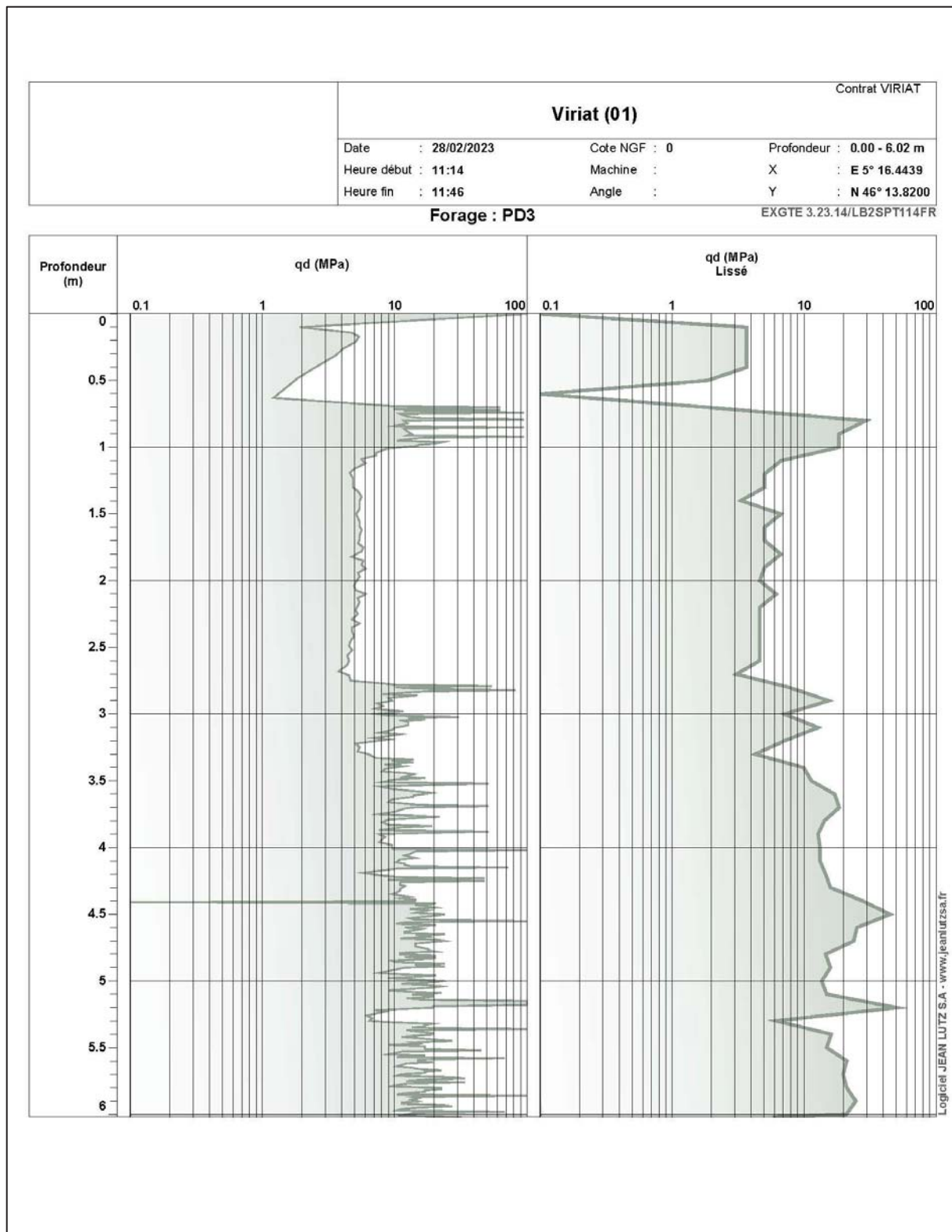
PD1 – Zone extension



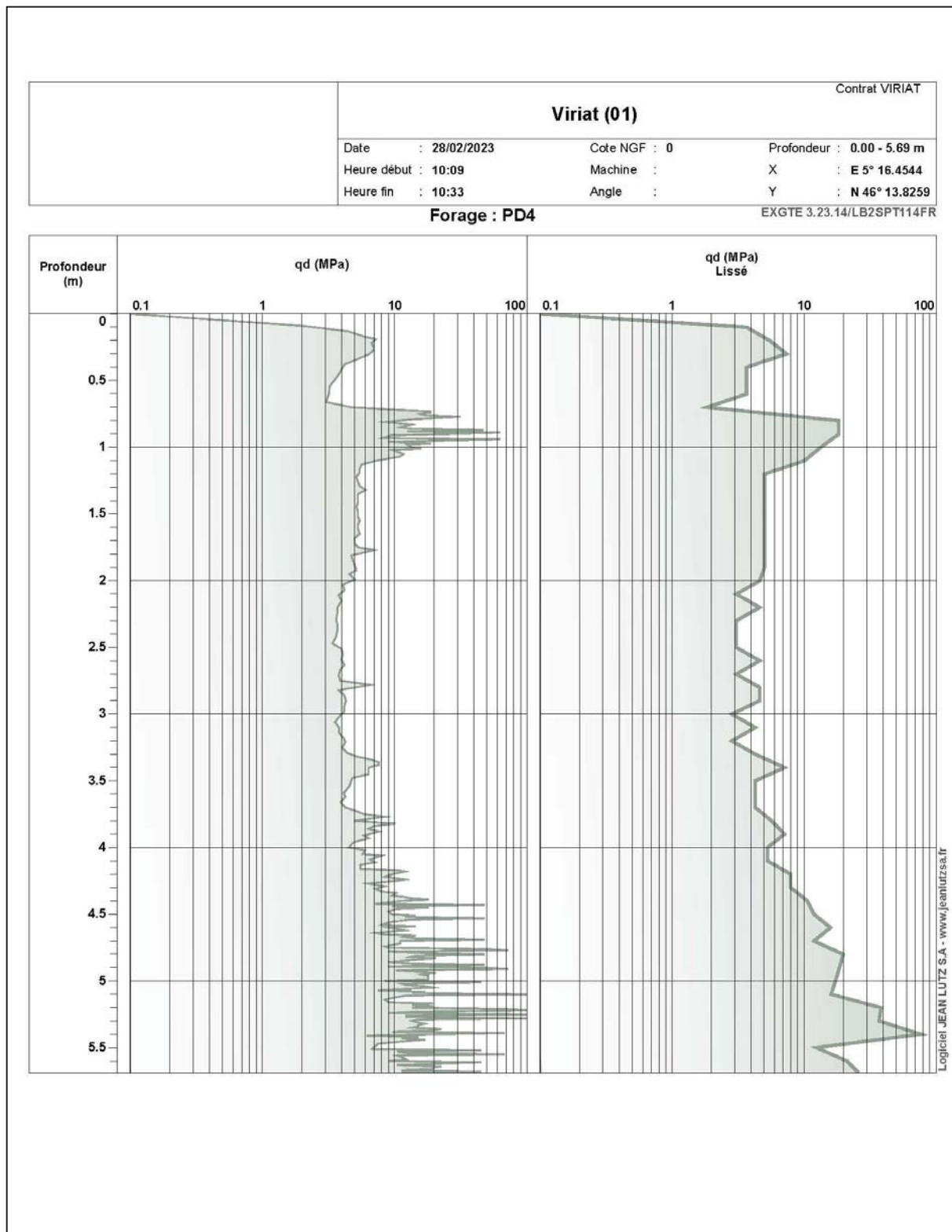
PD2 – Zone extension



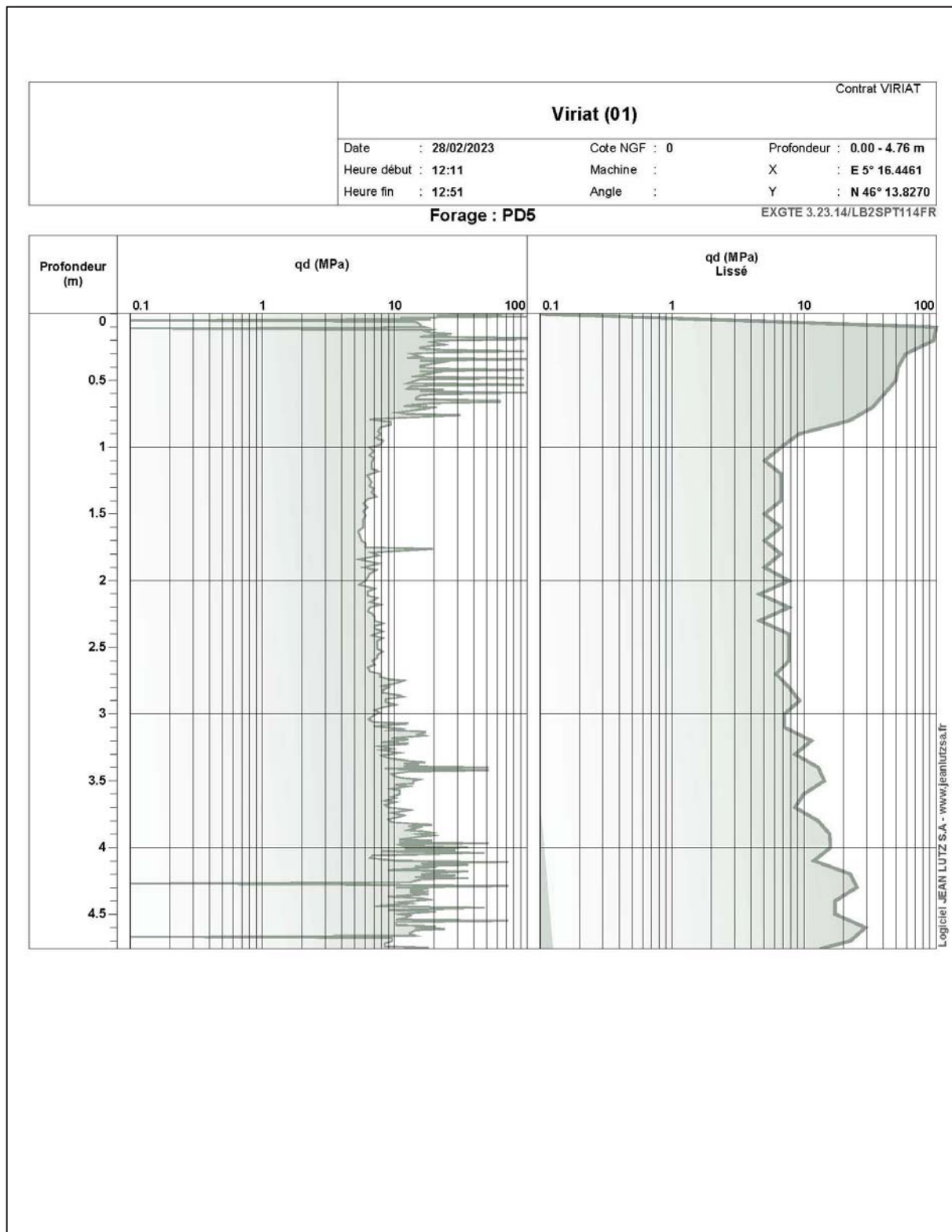
PD3 – Zone extension



PD4 – Zone extension



PD5 – Zone extension

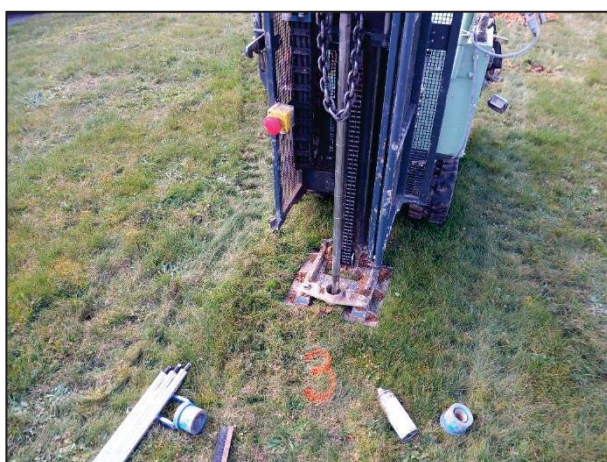




28/02/2023 : Essais PD1



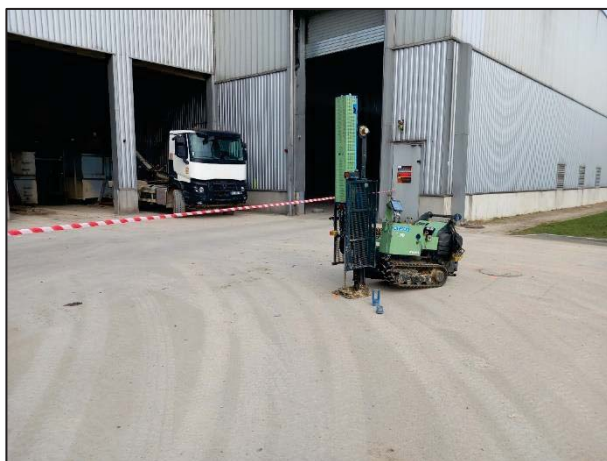
28/02/2023 : Essais PD2



28/02/2023 : Essais PD3

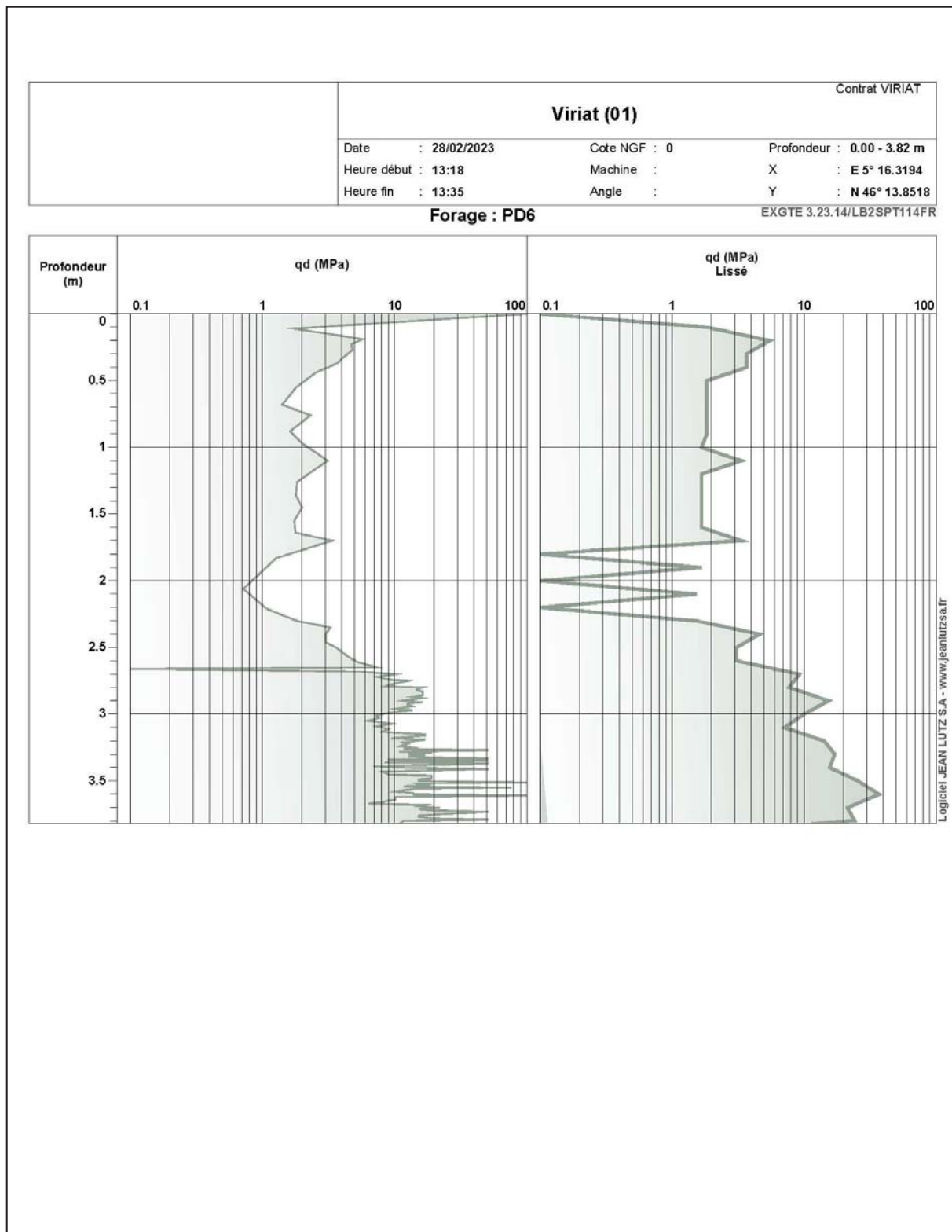


28/02/2023 : Essais PD4

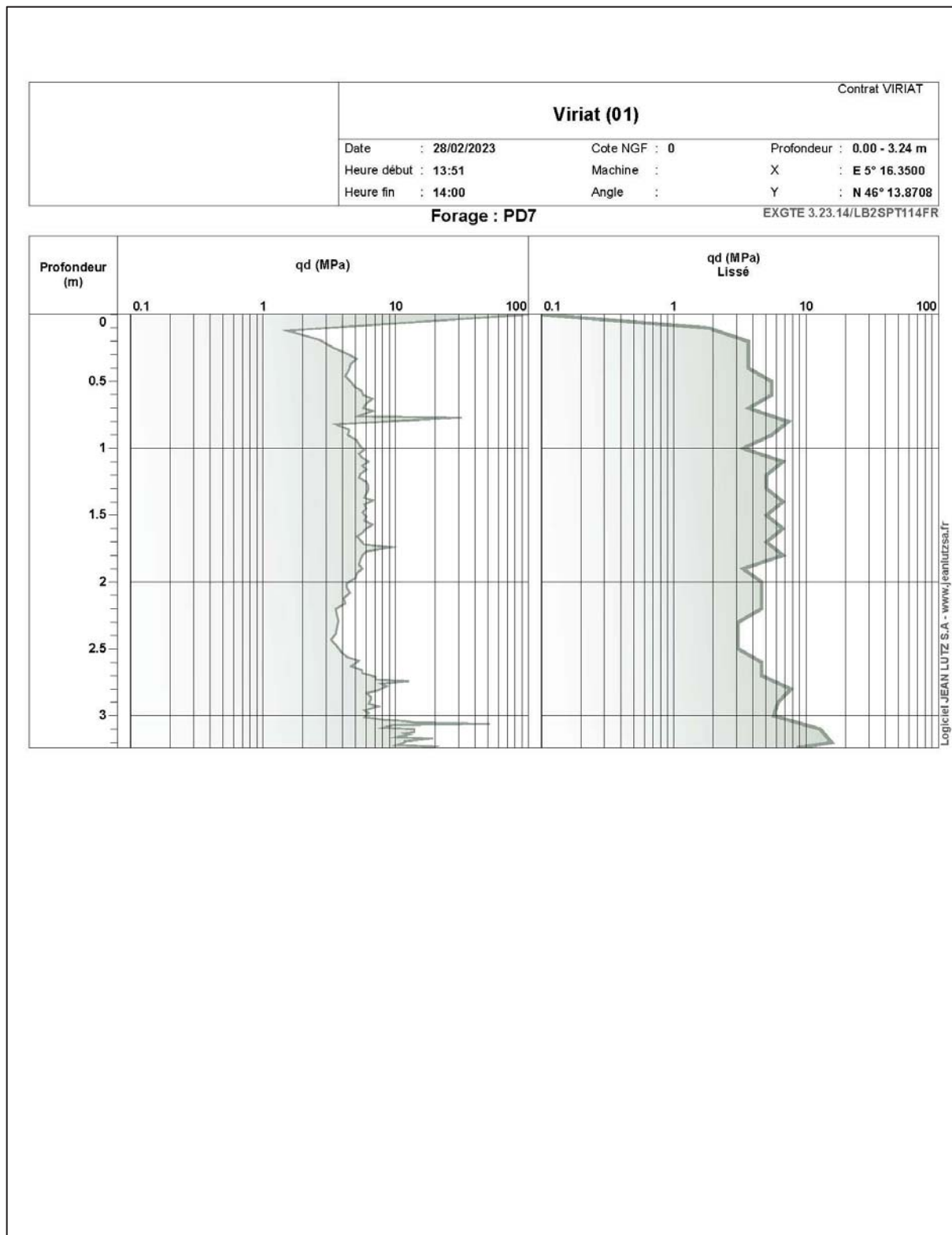


28/02/2023 : Essais PD5

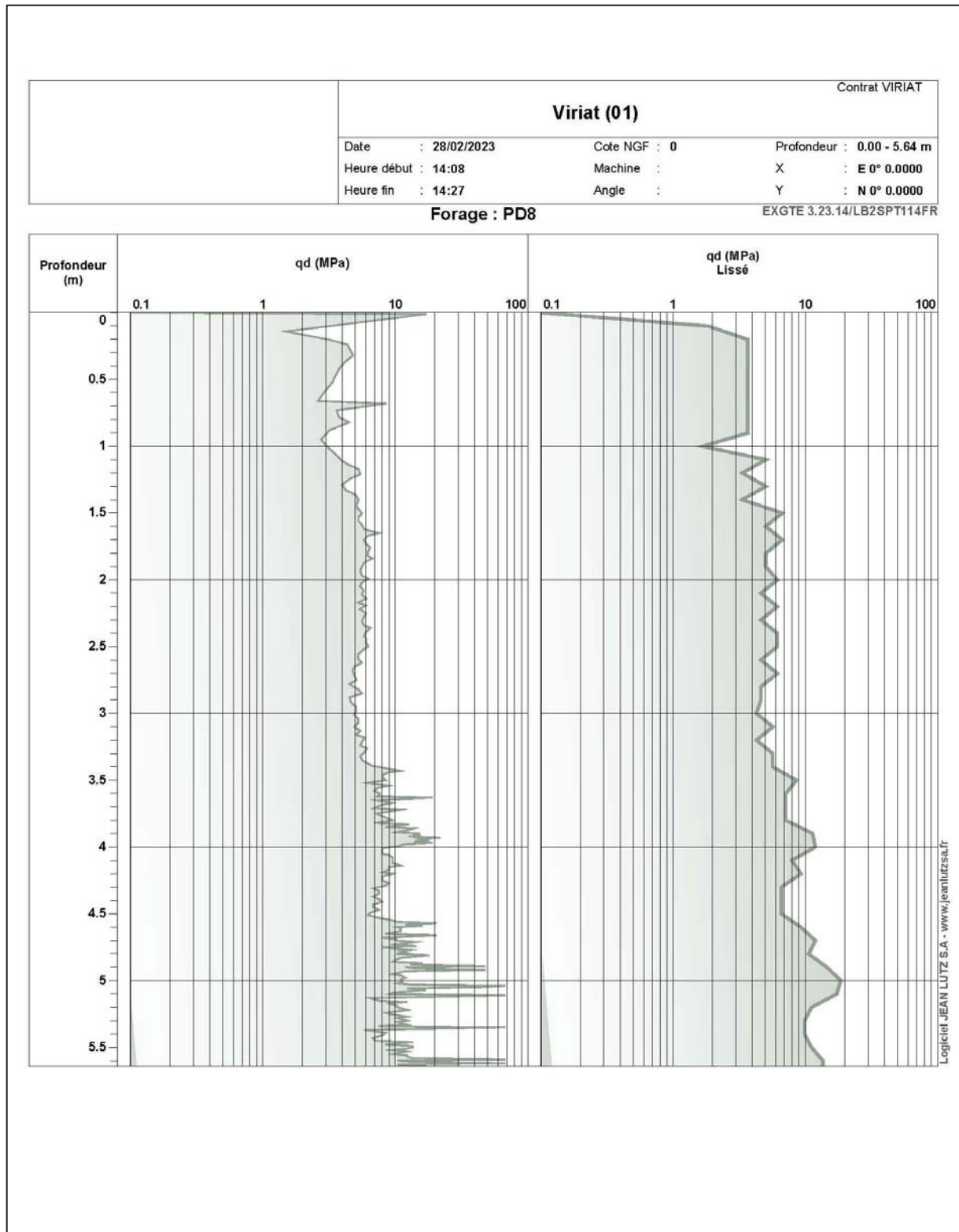
PD6 – Zone de stockage



PD7 – Zone de stockage

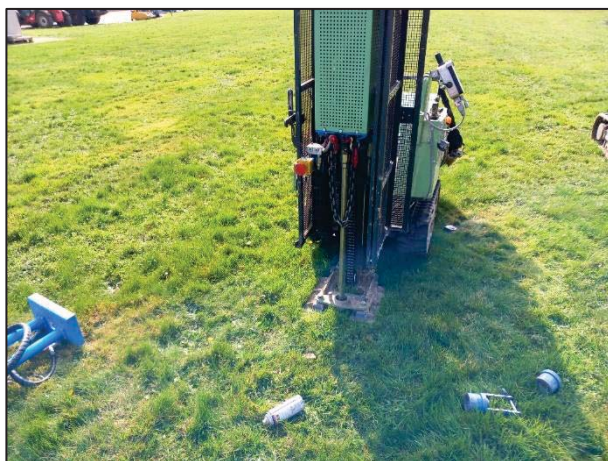


PD8 – Zone de stockage





28/02/2023 : Essais PD6



28/02/2023 : Essais PD7



28/02/2023 : Essais PD8

SONDAGES DE RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE A LA TARIERE MECANIQUE

RG1 (ZONE EXTENSION)



28/02/2023 : Sondage RG1

RG2 (ZONE STOCKAGE)



28/02/2023 : Sondage RG2

ANNEXE 3

Essais en laboratoire

(teneurs en eau, granulométries, limites d'Atterberg)

PM1

Mission G1  SOCNA SOLS G1_2023022111	PROCÈS VERBAL D'ESSAI Norme NF P94-512-4 / EN ISO 17892-4 <i>Reconnaissance et essais géotechniques</i> Essais de laboratoire sur les sols - Partie 4 : Détermination de la distribution granulométrique des particules - Méthode par tamisage	ORGANOM
---	--	----------------

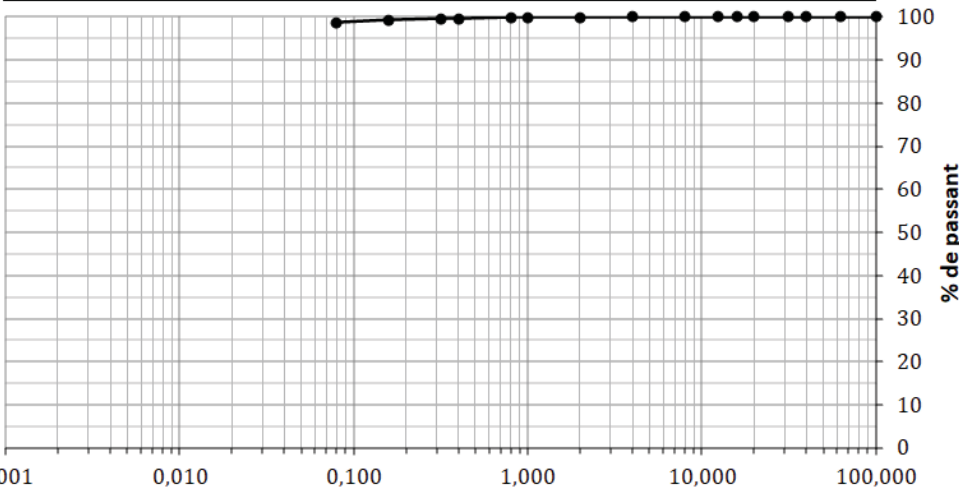
Chantier : VIRIAT (01)	Lieu de prélèvement : PM1
Date de prélèvement : 28/02/2023	Origine des matériaux : Pelle mécanique
Date de réalisation : 02/03/2023	Opérateur : A. Marques / S. Chevallier
Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse	

Distribution granulométrique par tamisage - pourcentage de passant															
Ø tamis (mm)															
100	63	40	31,5	20	16	12,5	8	4	2	1	0,8	0,4	0,315	0,16	0,08
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,9	99,9	99,8	99,7	99,6	99,3	98,7

Masse totale (sèche) 107,75 g	> 2 mm 0,1%	< 80 µm 98,7%
--------------------------------------	-----------------------	-------------------------

Courbe granulométrique

Argile	Limon			Sable			Gravier		
	Fin	Moyen	Grossier	Fin	Moyen	Grossier	Fin	Moyen	Grossier



Granulométrie (mm)

Observations : Prélèvement entre 0.8 et 1 m de profondeur	Fait à Beaune le 02/03/2023 Le responsable des essais A. Colin 
---	---

Mission G1


SOCNA SOLS
G1_2023022111

PROCÈS VERBAL D'ESSAI

Norme NF EN ISO 17892-12
Reconnaissance et essais géotechniques

Essais de laboratoire sur les sols :
**Partie 12 : Détermination des limites de liquidité
et de plasticité**

ORGANOM

Chantier : VIRIAT (01)
Date de prélèvement : 28/02/2023
Date de réalisation : 02/03/2023
Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse

Lieu de prélèvement : PM1
Origine des matériaux : Pelle mécanique
Opérateur : A. Marques / S. Chevallier

Limites d'Atterberg : plasticité et liquidité

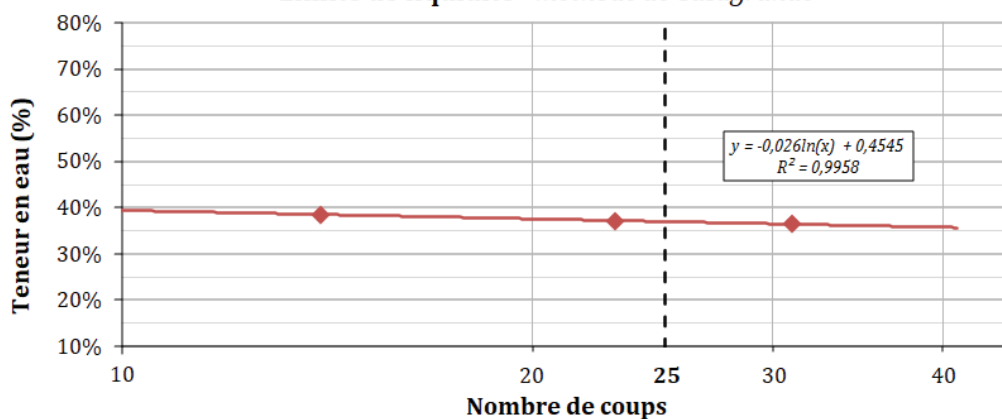

Teneur en eau pondérale (W%) 22,6%

Limites

Limite de plasticité (W_p)	22,8%
Limite de liquidité (W_L)	37,0%

Indices

Indice de liquidité (I_L)	-0,01
Indice de consistance (I_c)	1,01
Indice de plasticité (I_p)	14,2%

Limite de liquidité - méthode de Casagrande

Observations :

Prélèvement entre 0.8 et 1 m de profondeur

Fait à Beaune

le 02/03/2023

Le responsable des essais

A. Colin

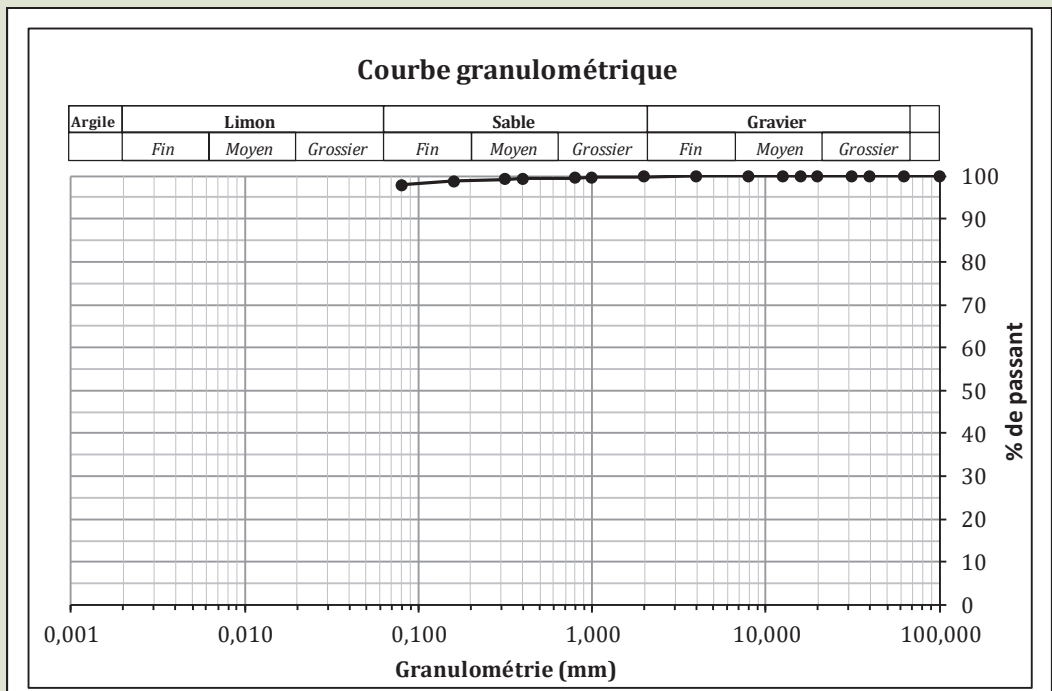



PM5

Mission G1  SOCNA SOLS G1_2023022111	PROCÈS VERBAL D'ESSAI Norme NF P94-512-4 / EN ISO 17892-4 <i>Reconnaissance et essais géotechniques</i> Essais de laboratoire sur les sols - Partie 4 : Détermination de la distribution granulométrique des particules - Méthode par tamisage	ORGANOM
---	--	----------------

Chantier : VIRIAT (01) Date de prélèvement : 28/02/2023 Date de réalisation : 02/03/2023 Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse	Lieu de prélèvement : PM5 Origine des matériaux : Pelle mécanique Opérateur : A. Marques / S. Chevallier
---	---

Distribution granulométrique par tamisage - pourcentage de passant															
Ø tamis (mm)															
100	63	40	31,5	20	16	12,5	8	4	2	1	0,8	0,4	0,315	0,16	0,08
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,6	99,6	99,3	99,2	98,8	97,9
Masse totale (sèche)					115,52 g		> 2 mm		0,2%		< 80 µm		97,9%		



Observations : Prélèvement entre 0.8 et 1 m de profondeur	Fait à Beaune le 02/03/2023 Le responsable des essais A. Colin 
---	---

Mission G1


SOCNA SOLS
G1_2023022111

PROCÈS VERBAL D'ESSAI

Norme NF EN ISO 17892-12
Reconnaissance et essais géotechniques

Essais de laboratoire sur les sols :
**Partie 12 : Détermination des limites de liquidité
et de plasticité**

ORGANOM

Chantier : VIRIAT (01)
Date de prélèvement : 28/02/2023
Date de réalisation : 02/03/2023
Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse

Lieu de prélèvement : PM5
Origine des matériaux : Pelle mécanique
Opérateur : A. Marques / S. Chevallier

Limites d'Atterberg : plasticité et liquidité

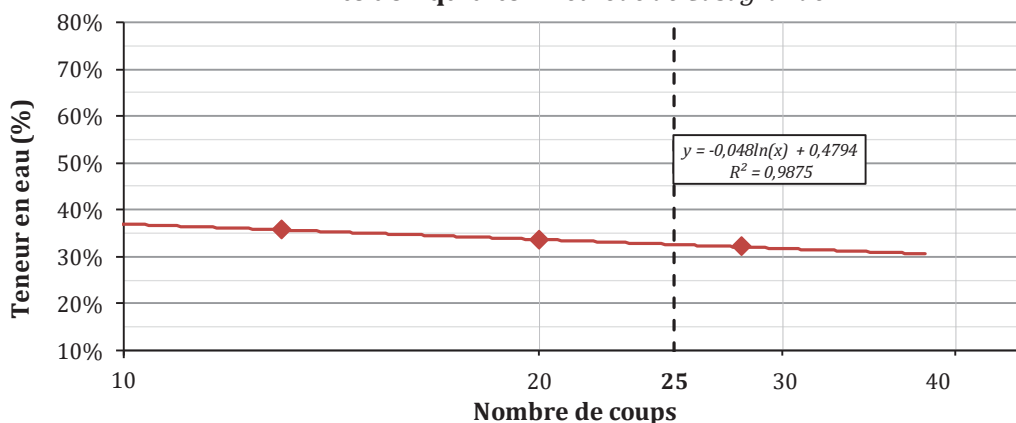

Teneur en eau pondérale (W%) 21,0%

Limites

Limite de plasticité (W_p)	22,1%
Limite de liquidité (W_L)	32,6%

Indices

Indice de liquidité (I_L)	-0,11
Indice de consistance (I_c)	1,11
Indice de plasticité (I_p)	10,5%

Limite de liquidité - méthode de Casagrande

Observations :

Prélèvement entre 0.8 et 1 m de profondeur

Fait à Beaune
le 02/03/2023

Le responsable des essais

A. Colin

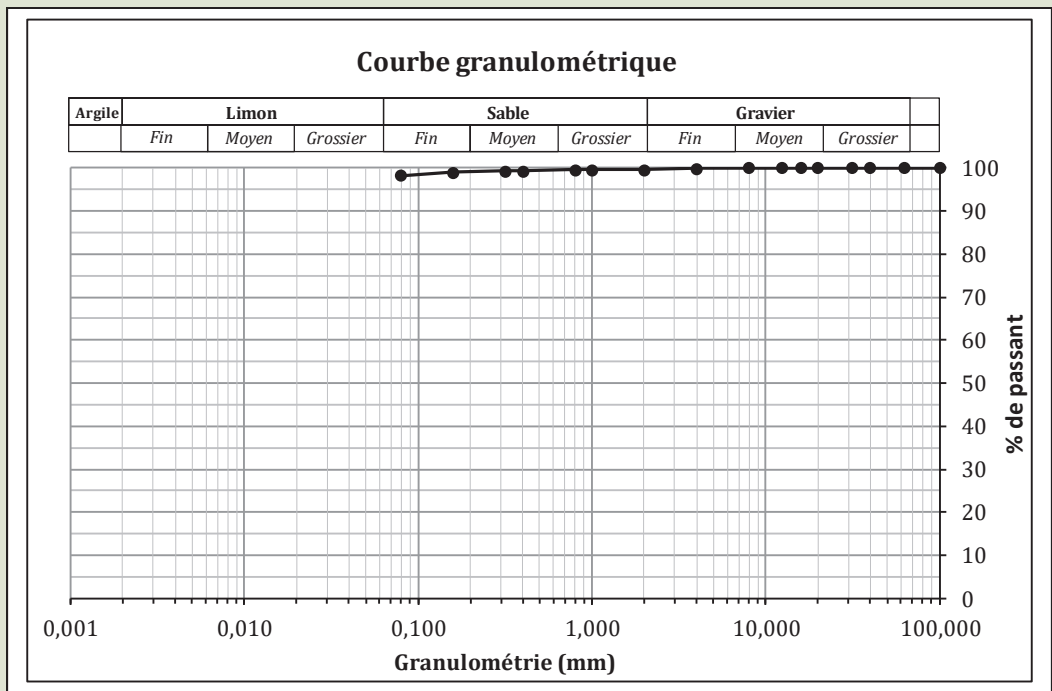



PM6

Mission G1  SOCNA SOLS G1_2023022111	PROCÈS VERBAL D'ESSAI Norme NF P94-512-4 / EN ISO 17892-4 <i>Reconnaissance et essais géotechniques</i> Essais de laboratoire sur les sols - Partie 4 : Détermination de la distribution granulométrique des particules - Méthode par tamisage	ORGANOM

Chantier : VIRIAT (01) Date de prélèvement : 28/02/2023 Date de réalisation : 02/03/2023 Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse	Lieu de prélèvement : PM6 Origine des matériaux : Pelle mécanique Opérateur : A. Marques / S. Chevallier
---	---

Distribution granulométrique par tamisage - pourcentage de passant															
Ø tamis (mm)															
100	63	40	31,5	20	16	12,5	8	4	2	1	0,8	0,4	0,315	0,16	0,08
100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	99,8	99,6	99,6	99,5	99,4	99,3	99,0	98,3
Masse totale (sèche) 112,44 g					> 2 mm 0,4%		< 80 µm 98,3%								



Observations : Prélèvement entre 1.3 et 1.6 m de profondeur	Fait à Beaune le 02/03/2023 Le responsable des essais A. Colin 
---	---

Mission G1


SOCNA SOLS
G1_2023022111

PROCÈS VERBAL D'ESSAI

Norme NF EN ISO 17892-12
Reconnaissance et essais géotechniques

Essais de laboratoire sur les sols :
**Partie 12 : Détermination des limites de liquidité
et de plasticité**

ORGANOM

Chantier : VIRIAT (01)
Date de prélèvement : 28/02/2023
Date de réalisation : 02/03/2023
Caractéristiques des matériaux : Argile limoneuse

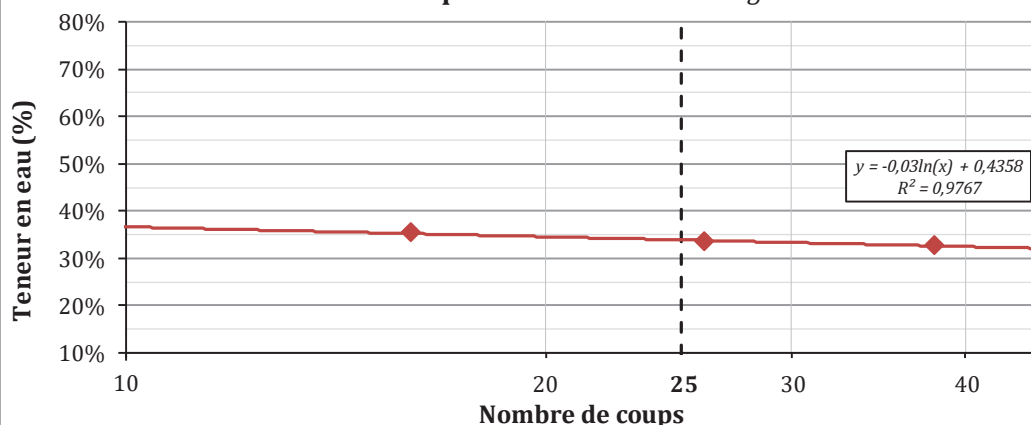
Lieu de prélèvement : PM6
Origine des matériaux : Pelle mécanique
Opérateur : A. Marques / S. Chevallier

Limites d'Atterberg : plasticité et liquidité


Teneur en eau pondérale (W%) 19,3%

Limites	
Limite de plasticité (W _p)	23,9%
Limite de liquidité (W _L)	33,9%

Indices	
Indice de liquidité (I _L)	-0,46
Indice de consistance (I _c)	1,46
Indice de plasticité (I _p)	10,0%

Limite de liquidité - méthode de Casagrande

Observations :

Prélèvement entre 1.3 et 1.6 m de profondeur

Fait à Beaune
le 02/03/2023

Le responsable des essais
A. Colin




MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC5

Titre:

ELEVATIONS - TOITURES

Document n°:

05

Echelle:

Documens créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage

	Voie Lourde : 10 494.05 m2		Arbres hautes tiges
	Voie Légère : 3 147.98 m2		Arbres / Plantation
	Dallage béton : 4 191.89 m2		Buissons / Ornement
	Espaces verts : 72 468.77 m2		Haies persistantes
	Sol Stabilisé : 4 345.46 m2		Végétation Existante
	Béton balayé : 1 537.40 m2		Haie existante sans changement
	Dalles engazonnées : 147.00 m2		Végétalisation bassin : 235.57 m2
	Gaiets : 119.89 m2		LIMITE DE PROPRIÉTÉ
	Surface minérale drainante : 31.91 m2		REPÉRAGE / INSÉRTION
	Sol divers : 45.48 m2		CLOTURE

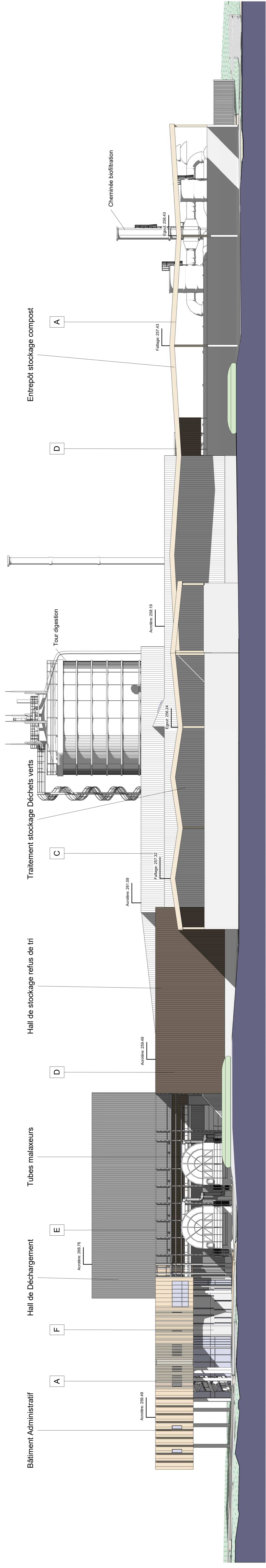
[illegible]

Titre:

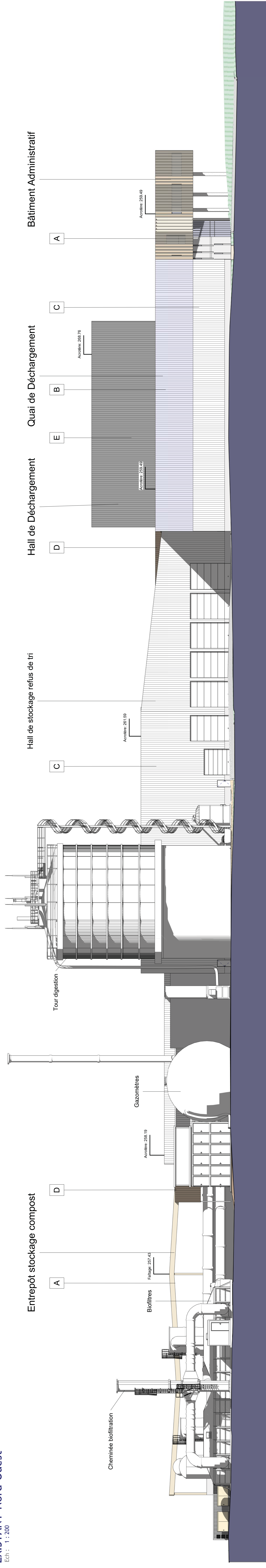
PROJET - PLAN DE TOITURE

Document n°:	Echelle
05-1	1/500°

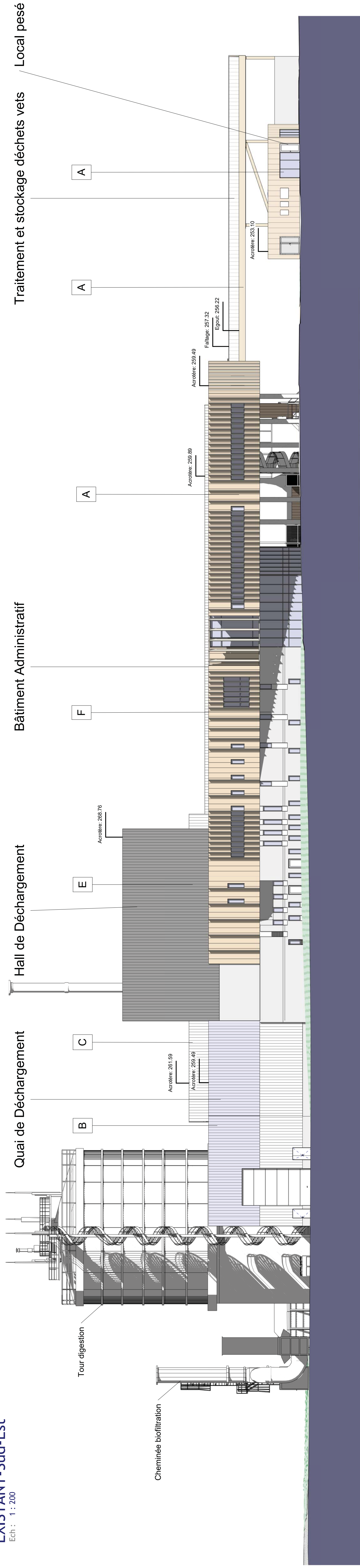
	Documents créés et gérés sous C.A.D Modifications manuelles interdites
	Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans



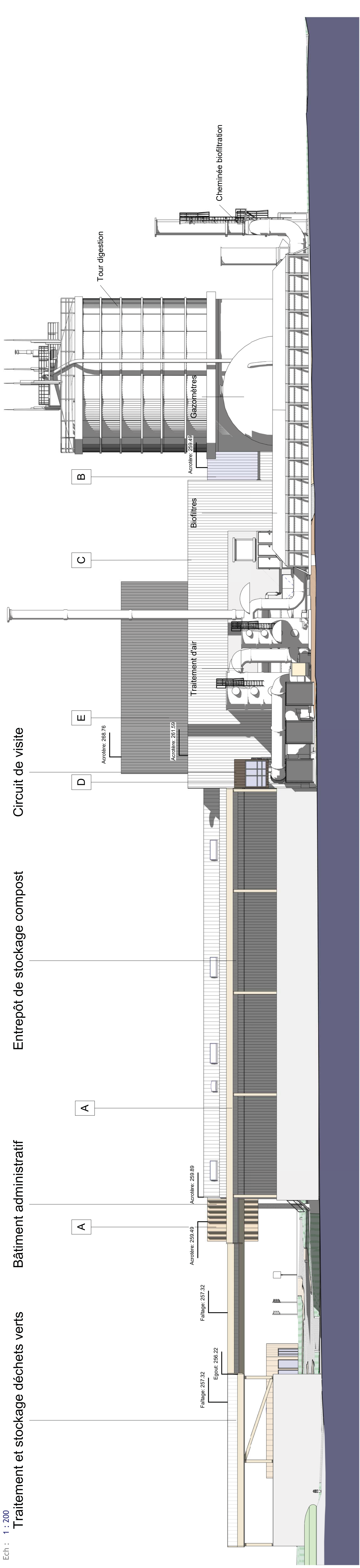
EXISTANT-Nord-Ouest
Ech : 1 : 200



EXISTANT-Sud-Est
Ech : 1 : 200



EXISTANT-Nord-Est
Ech : 1 : 200



EXISTANT-Sud-Ouest
Ech : 1 : 200

- A Bardage et Structure Bois
Douglas sans traitement Autoclave
- B Polyisocyanate PIR3 Moduli 138
- C Bardage métallique verticale ondes fines
PRL 10 100 110 B
Coteau Gris clair / Baute RAL 7035
- D Bardage métallique verticale ondes fines
PRL 10 100 110 B
Coteau Gris clair / Baute RAL 7035
- E Bardage métallique verticale ondes fines
PRL 10 100 110 B
Coteau Gris métallique RAL 9006
- F Béton lisse nuage

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM 216 CHEMIN DE LA SERPOYÈRE
01440 VIRIAT

SYNDICAT INTERCOMMUNAL AIN
TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS

DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Index	Date	Description de la révision	Signature
A	2025-09-26	Première diffusion	PVT

PC 5-2

Titre:

EXISTANT-ELEVATIONS D'ENSEMBLE

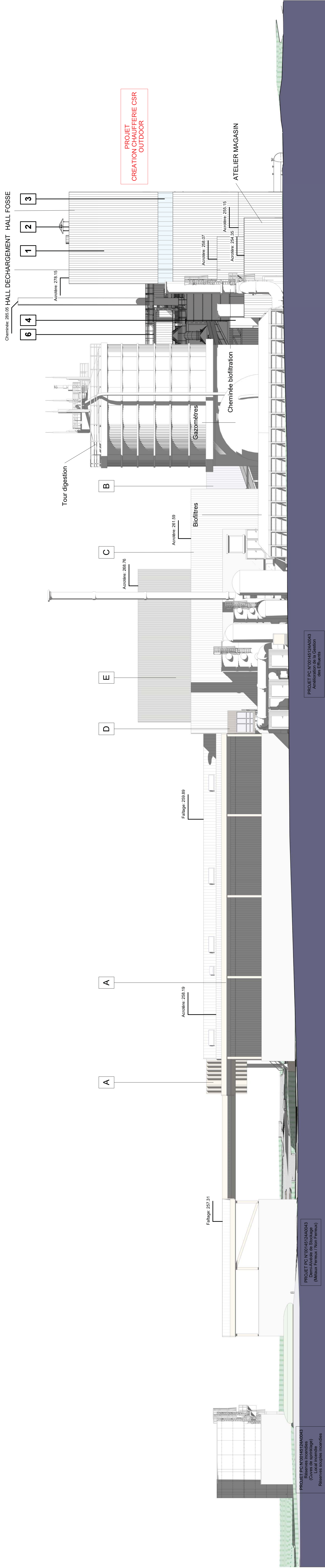
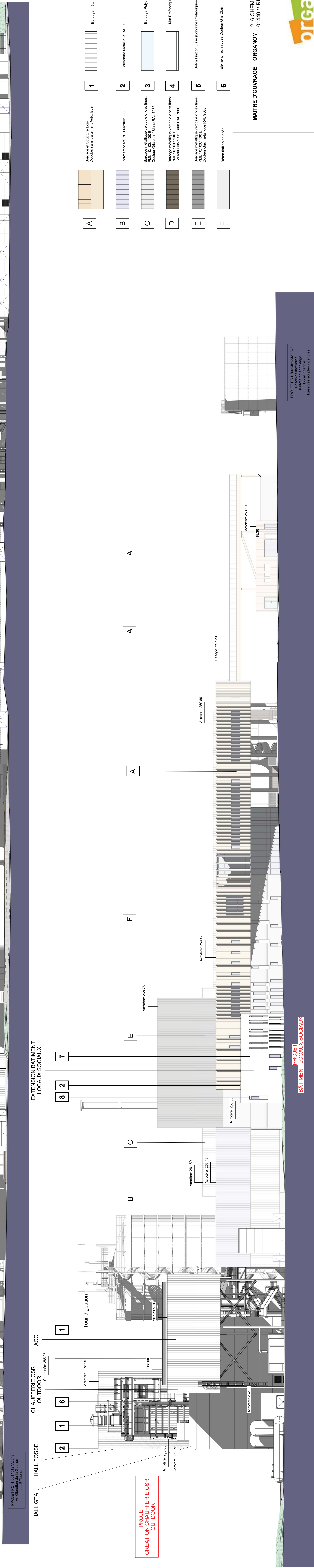
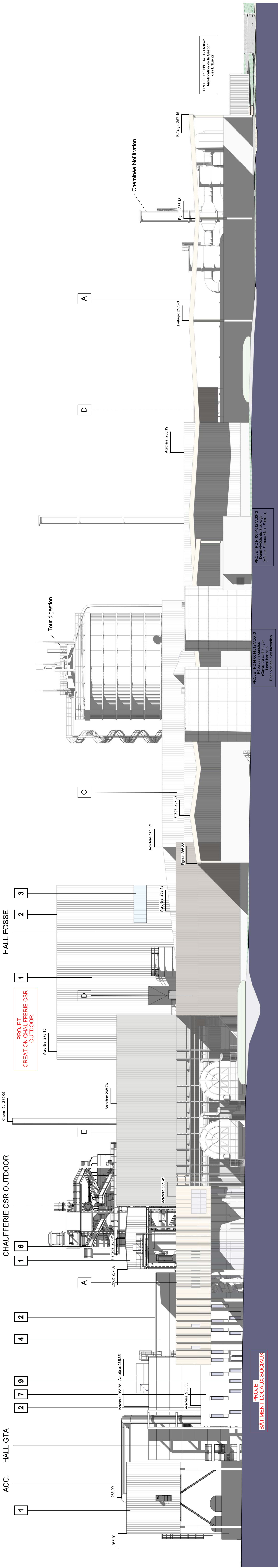
Document n°:

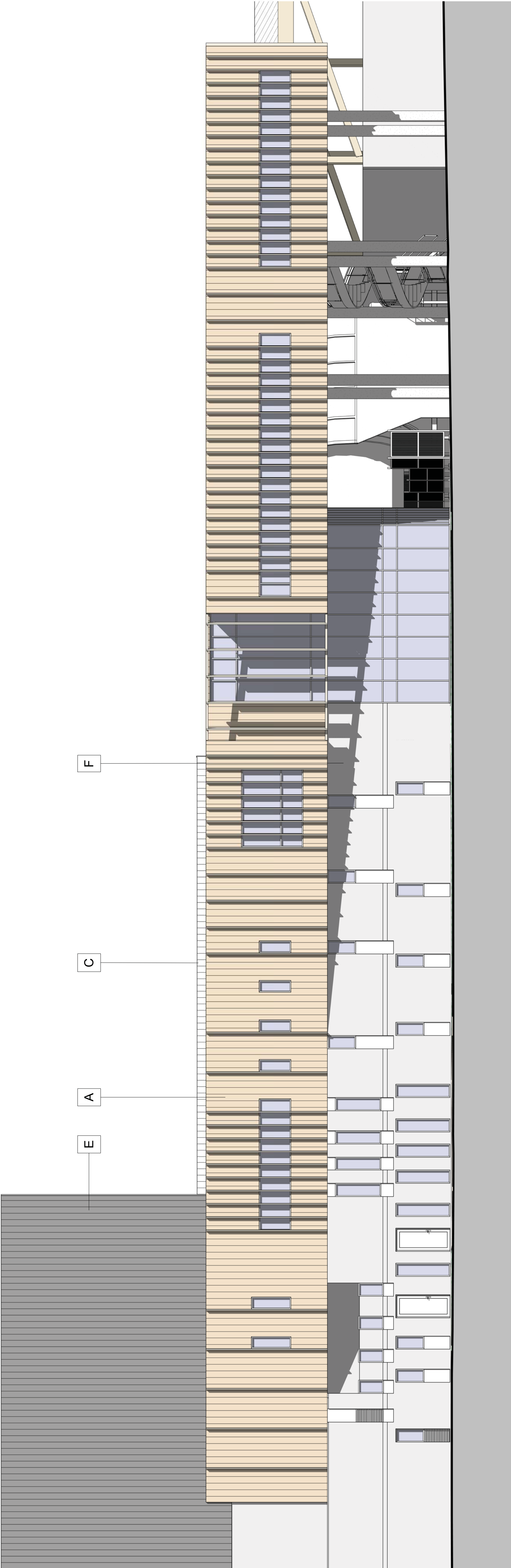
05-2

Echelle:

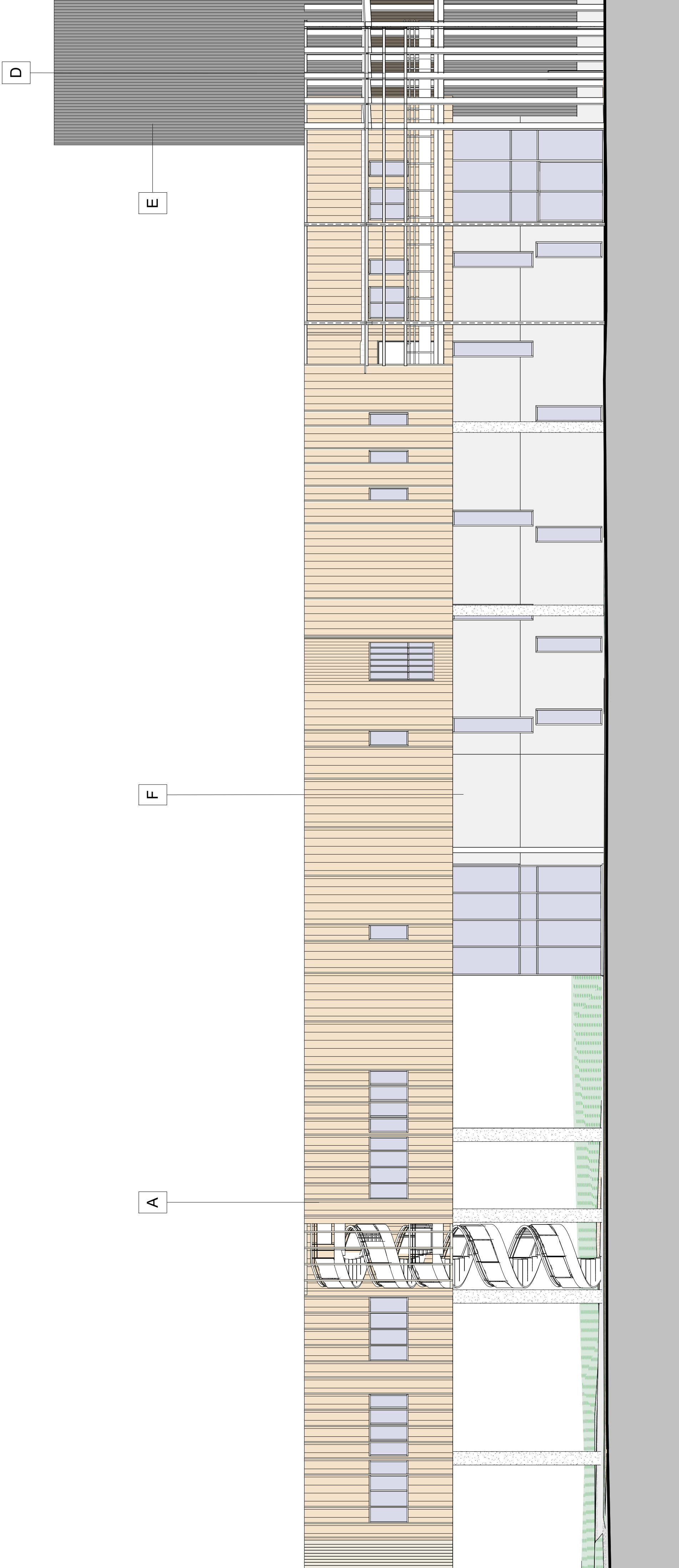
Comme indiqué

Les plans sont la propriété de la société
SARL SCHEUTZLE ENERGIES
10 rue de la Vallée 69100 MARILLAT
Tél : 04 78 30 00 00

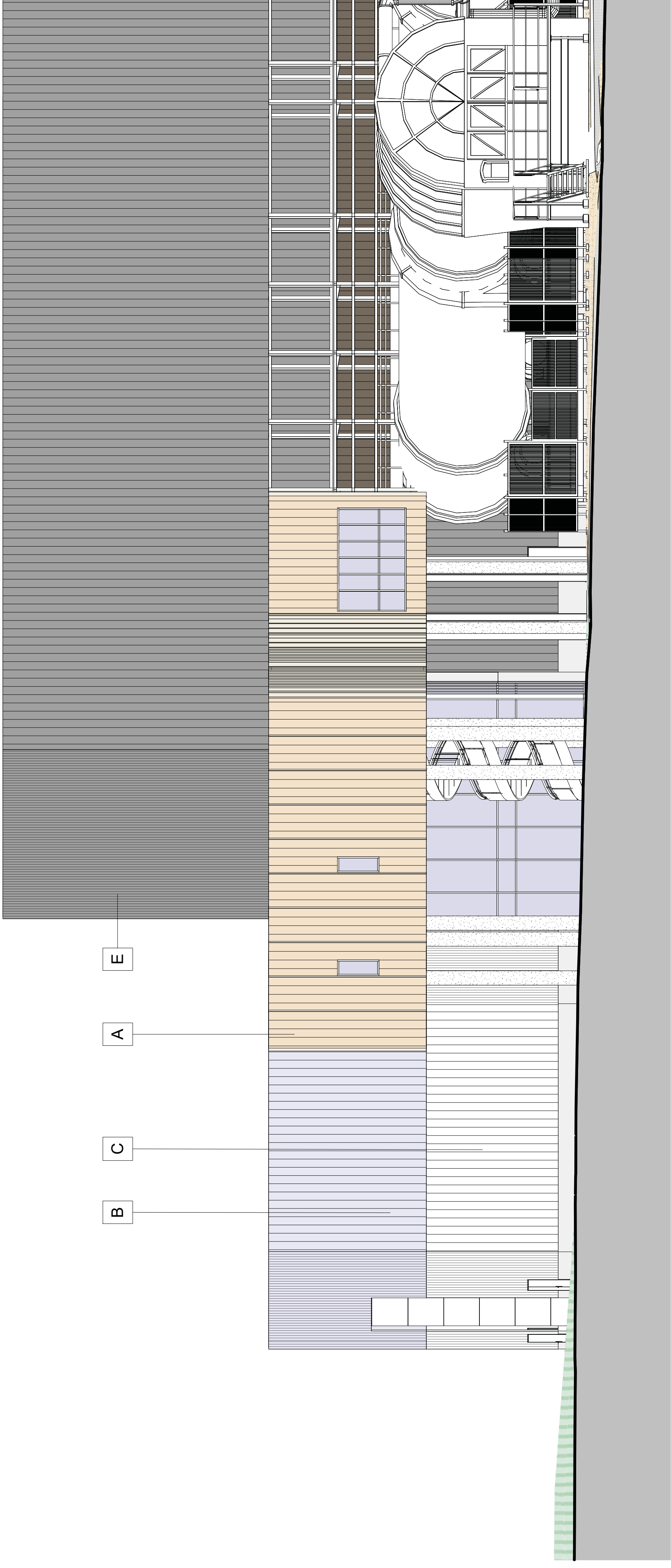




EXISTANT Elévation E-NE Bâtiment Administratif
Ech : 1 : 100



EXISTANT Elévation O-SO Bâtiment Administratif
Ech : 1 : 100



EXISTANT Elévation N-NO Bâtiment Administratif
Ech : 1 : 100

- A

Barilage à Structure Bois
Douglas sans traitement Autoclave
- B

Polycarbonate PSD Modélit 338
- C

Barilage métallique verticale oxide zinc:
RAL 70, 100, 1100 B
Couleur Gris clair / Blanc RAL 7035
- D

Barilage métallique verticale oxide zinc:
RAL 70, 100, 1100 B
Couleur Gris clair / Brun RAL 7068
- E

Barilage métallique verticale oxide zinc:
RAL 70, 100, 1100 B
Couleur Gris métallique RAL 8000
- F

Bois lisse naturel

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM 216 CHEMIN DE LA SERPOYÈRE
01440 VIRIAT

Index	Date	Prévoir diffusion	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26			PVT

SARL, SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
10 rue de la Vallée - 01440 VIRIAT
03 77 60 00 00

PC 5-4

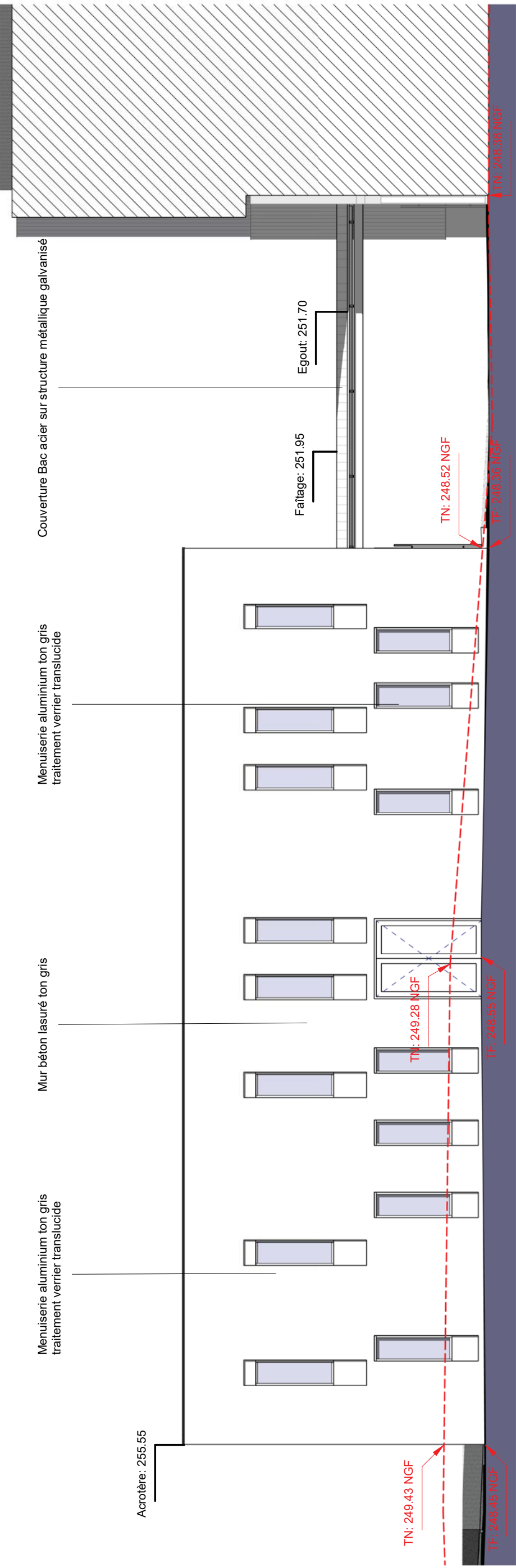
Titre:
EXISTANT-ELEVATIONS BÂTIMENT ADMINISTRATIF
EXISTANT

Document n°:
05-4

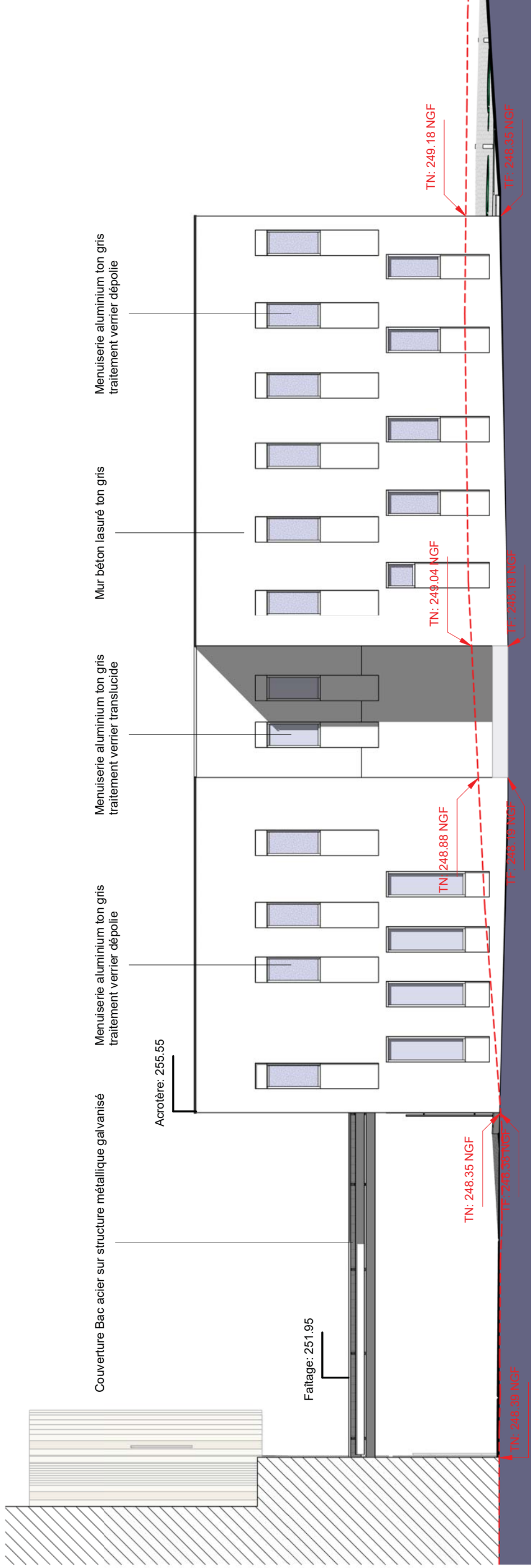
Echelle:
Comme
indiqué

Document n°:
05-4

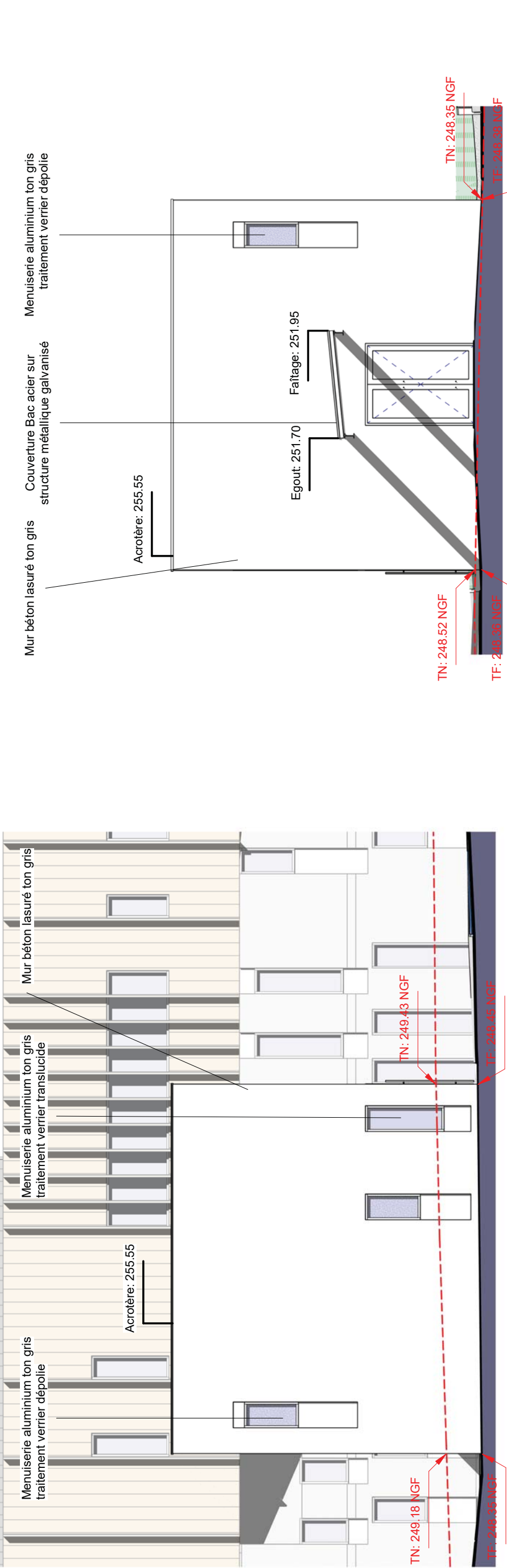
Echelle:
Comme
indiqué



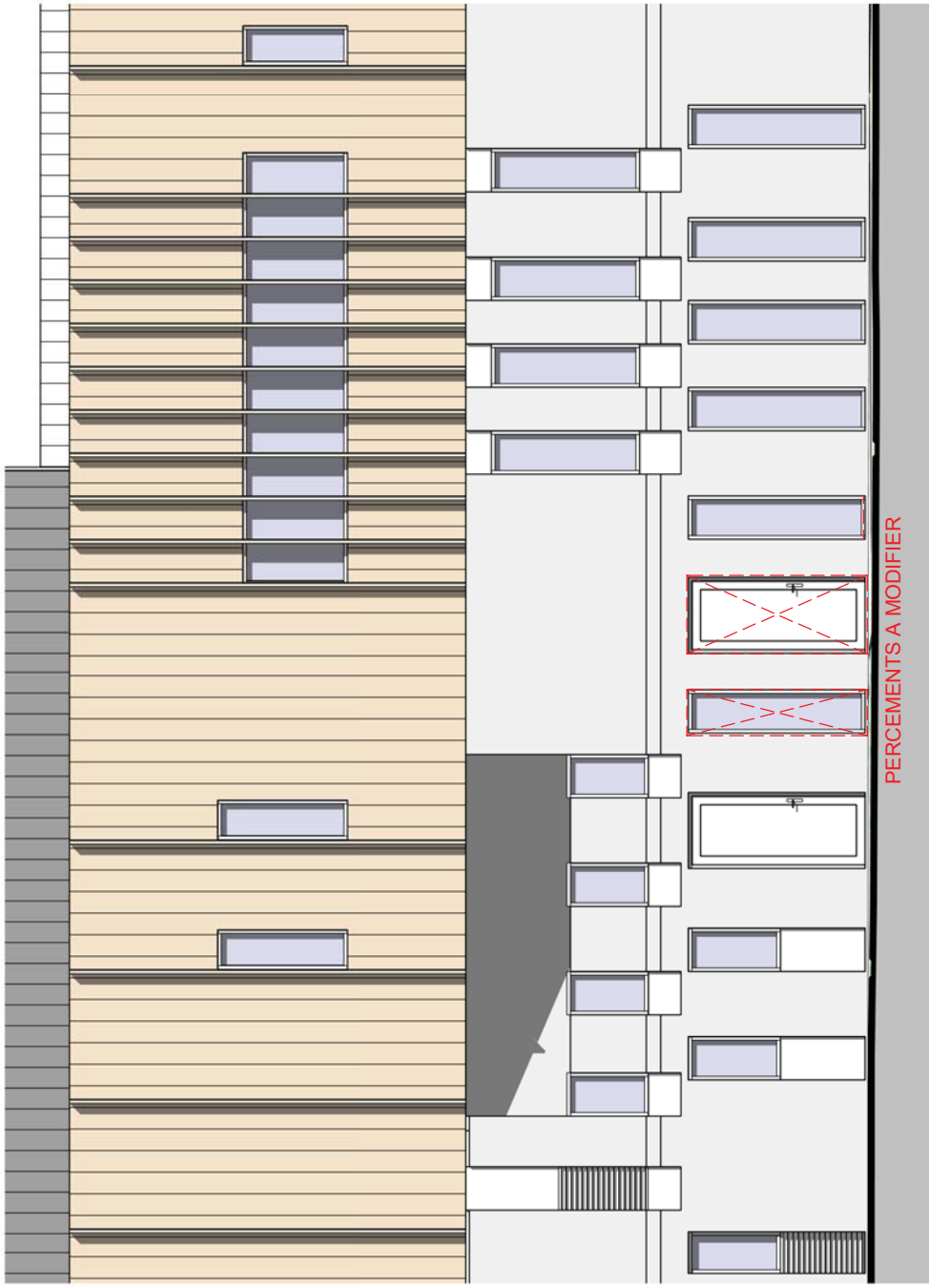
PROJET-Elévation N-NO Locaux-Sociaux



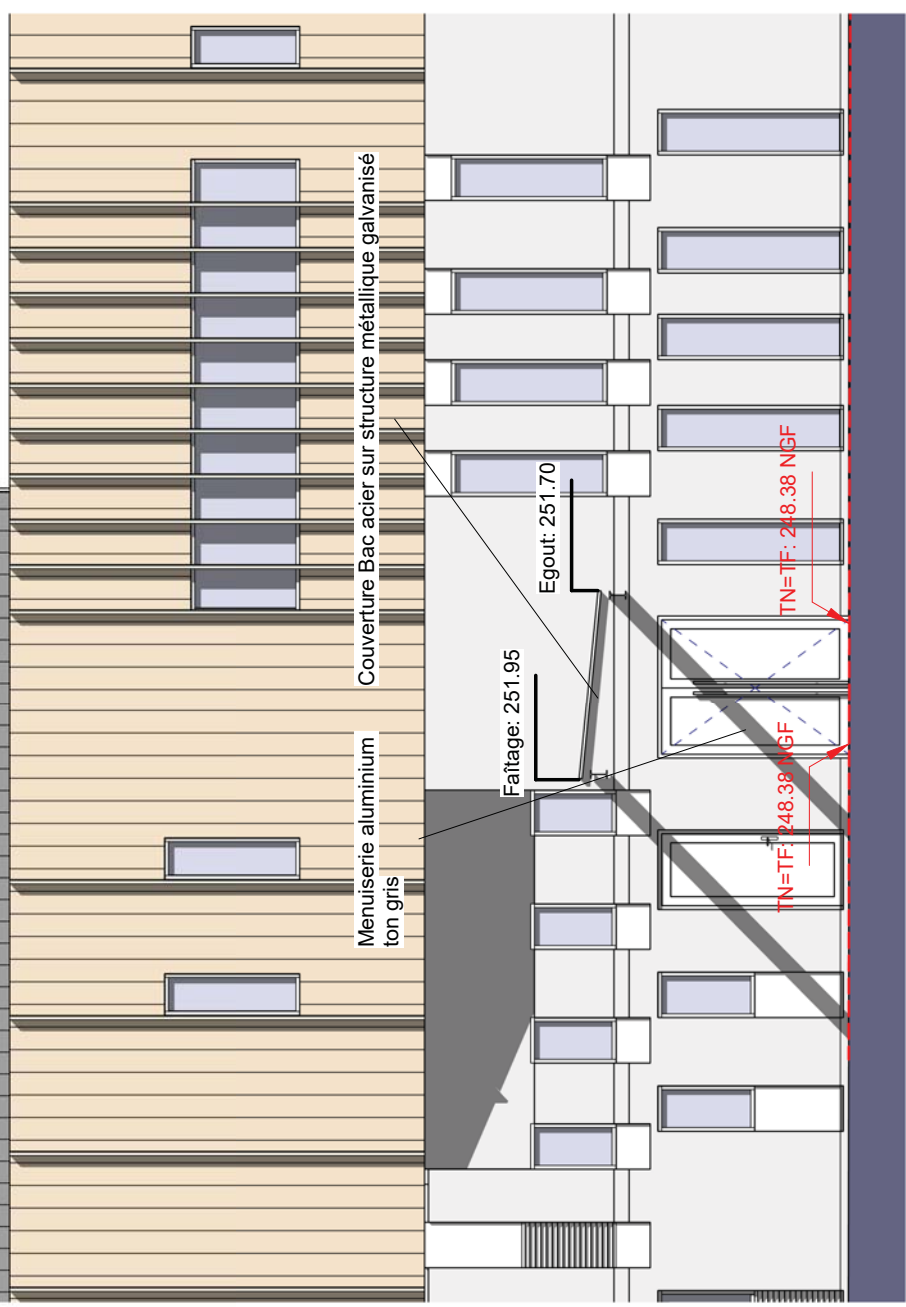
PROJET-Elévation S-SE Locaux-Sociaux



PROJET-Elévation E-NE Locaux-Sociaux



EXISTANT-Elévation E-NE Bâtiment Administratif



PROJET-Elévation E-NE Bâtiment Administratif

MAÎTRE D'OUVRAGE	ORGANOM	216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT
------------------	---------	--



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE WETLING
10 rue de la République
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE

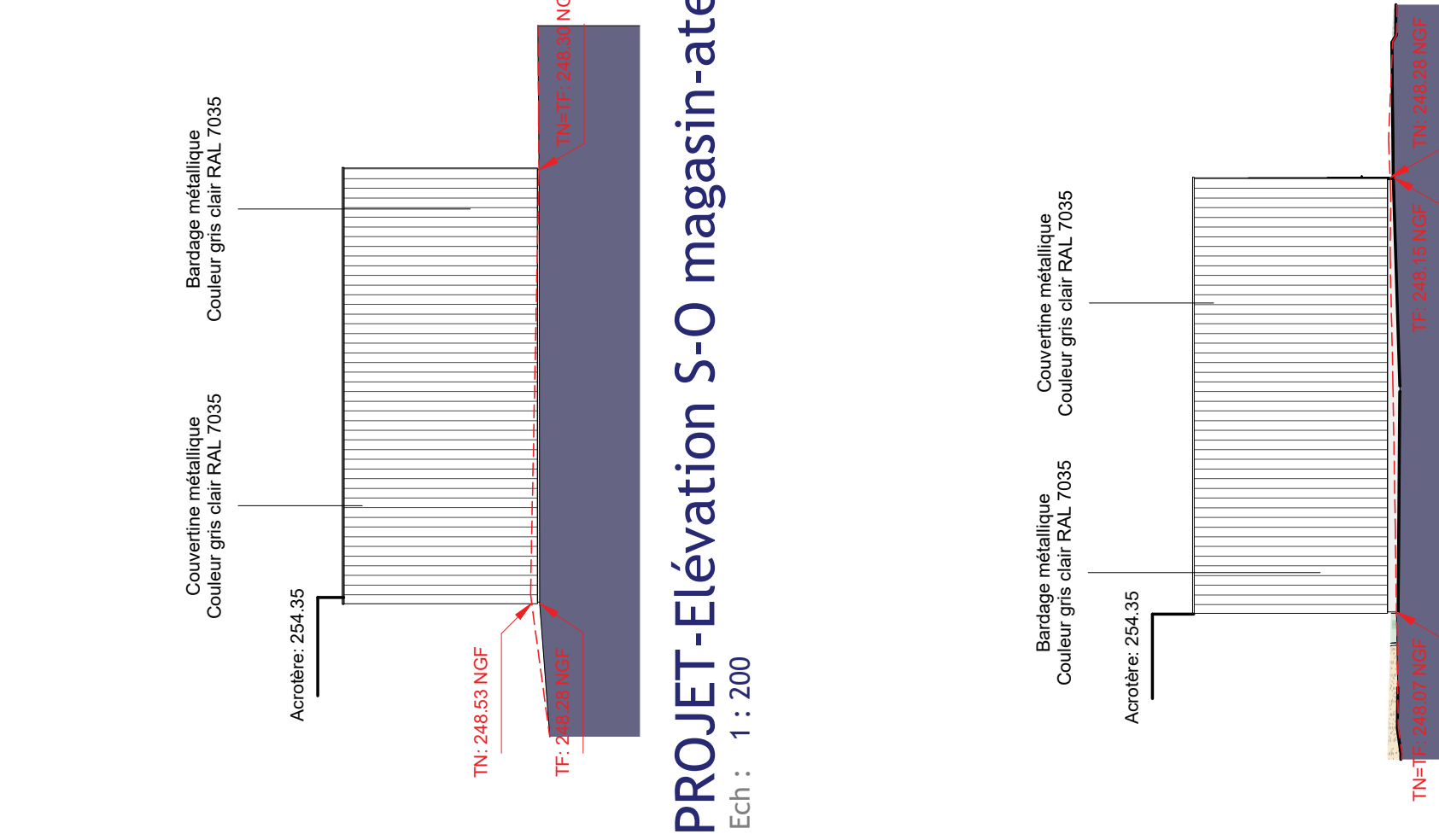
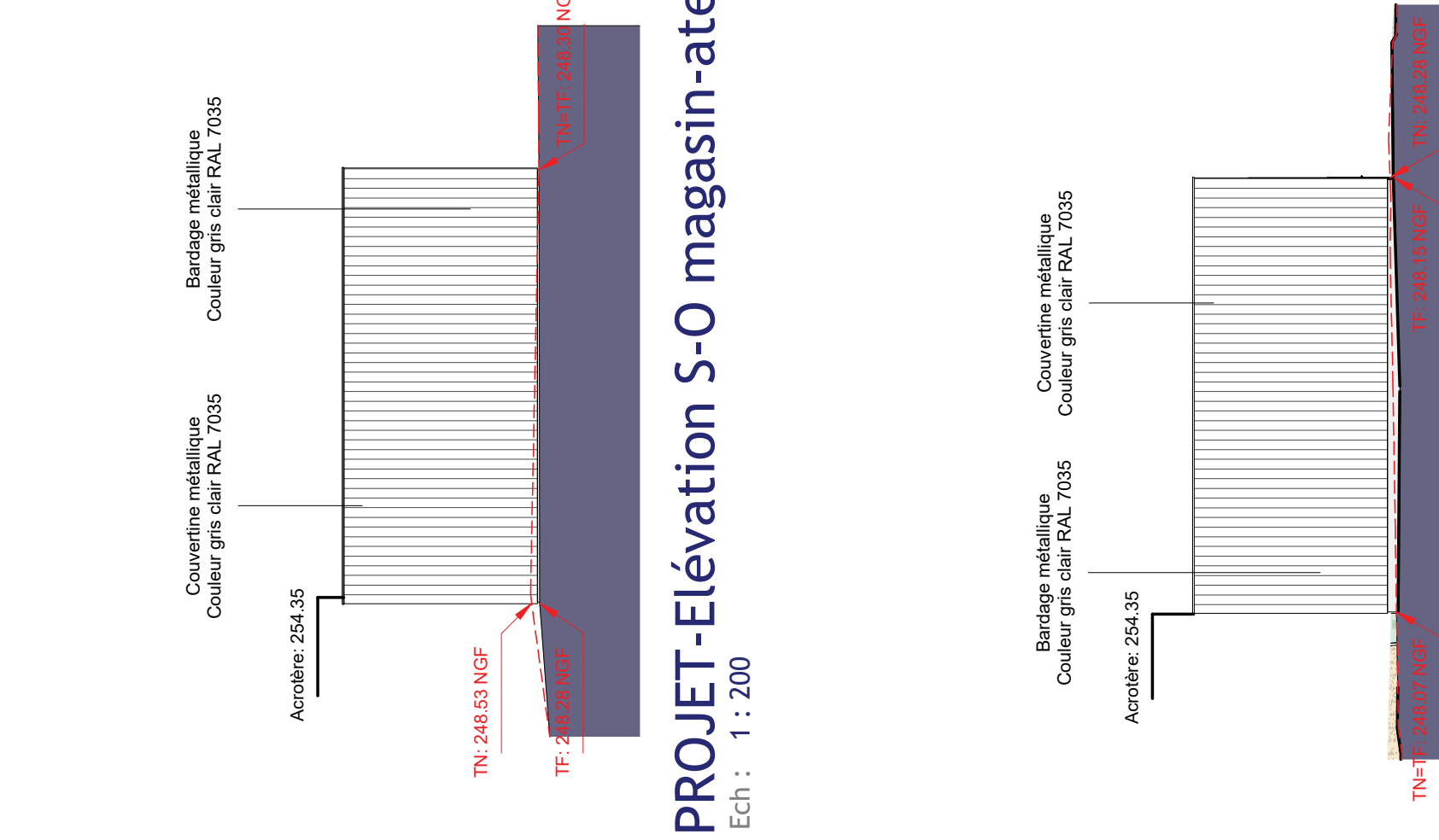
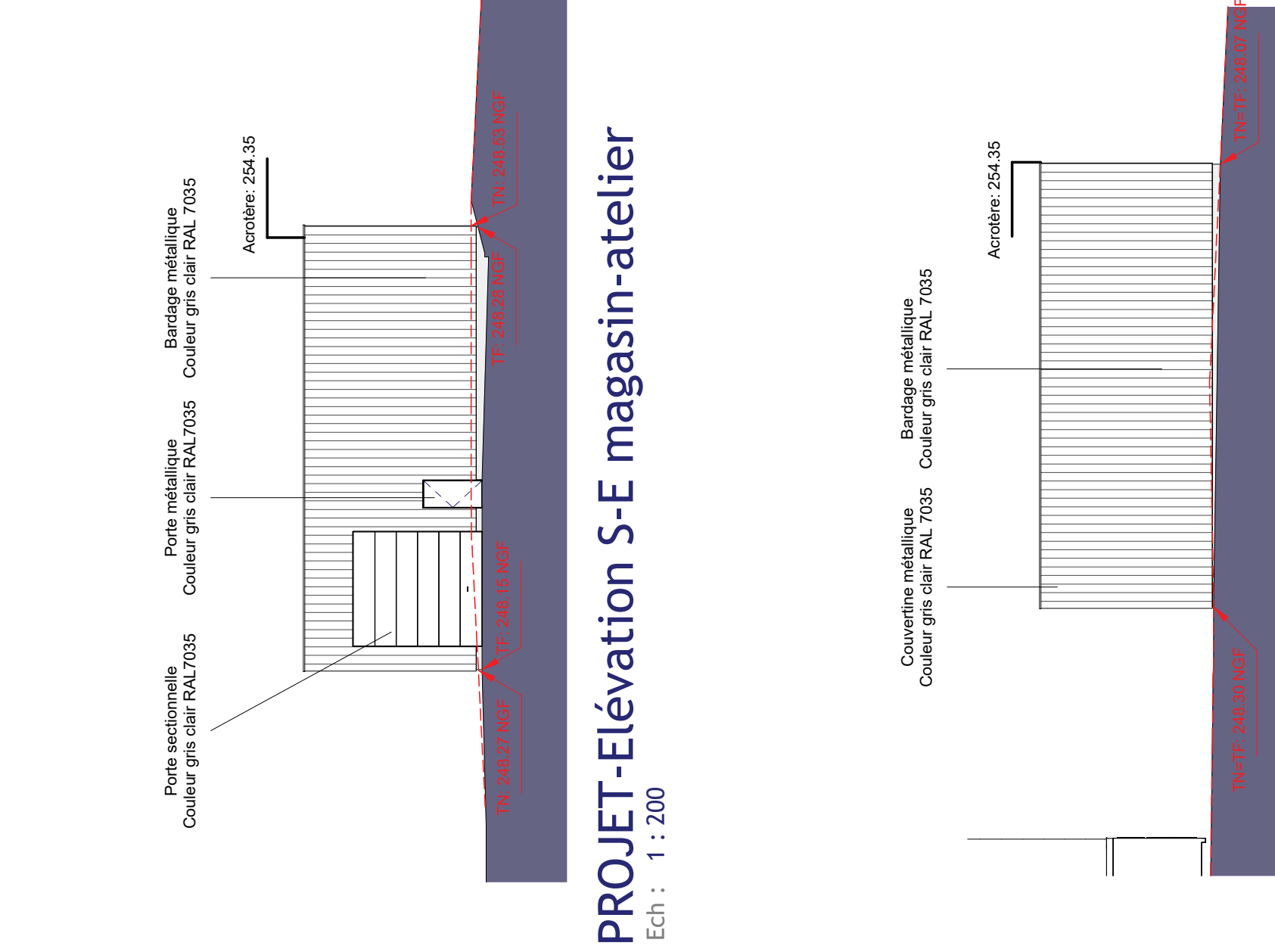
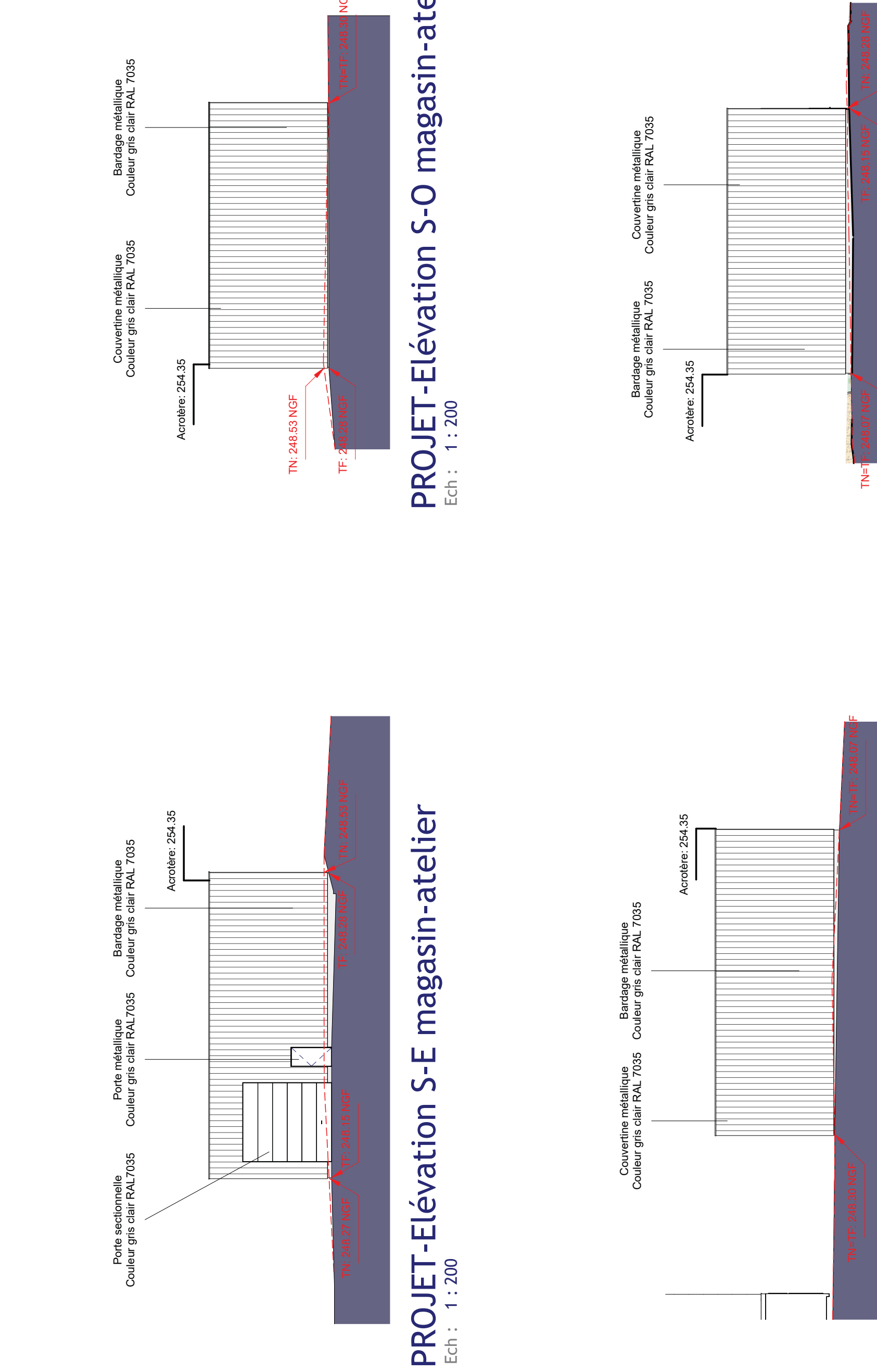
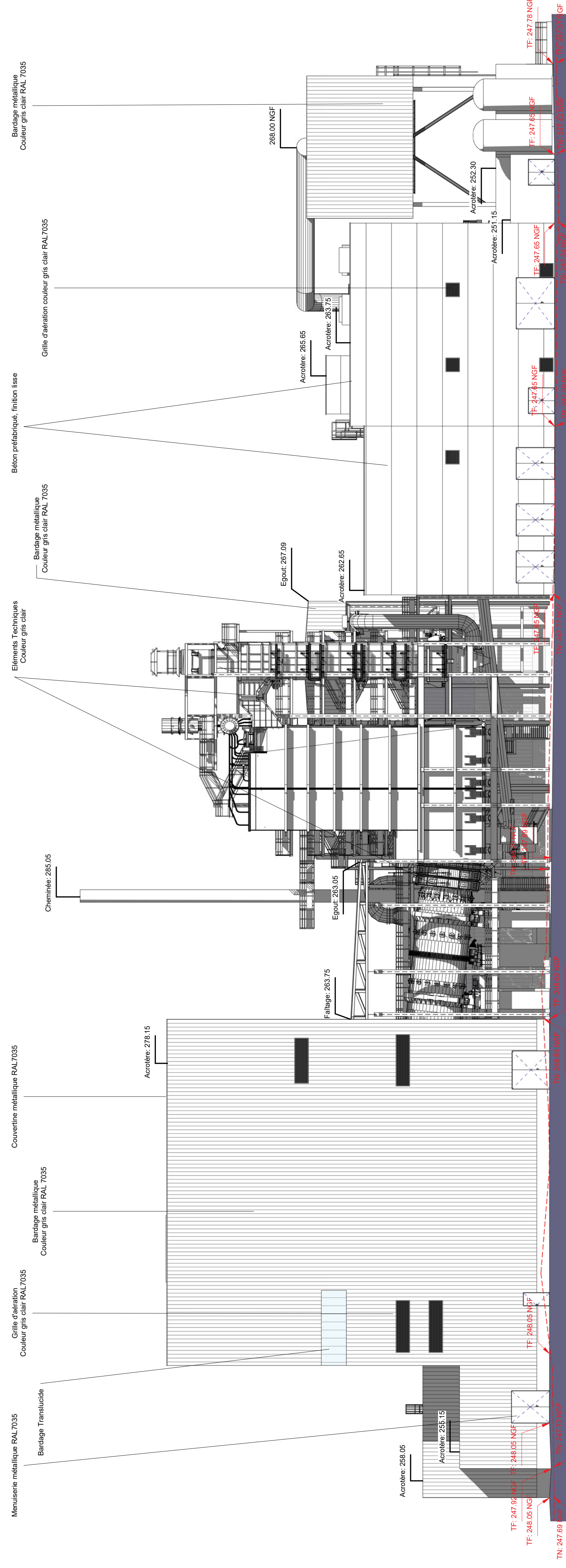
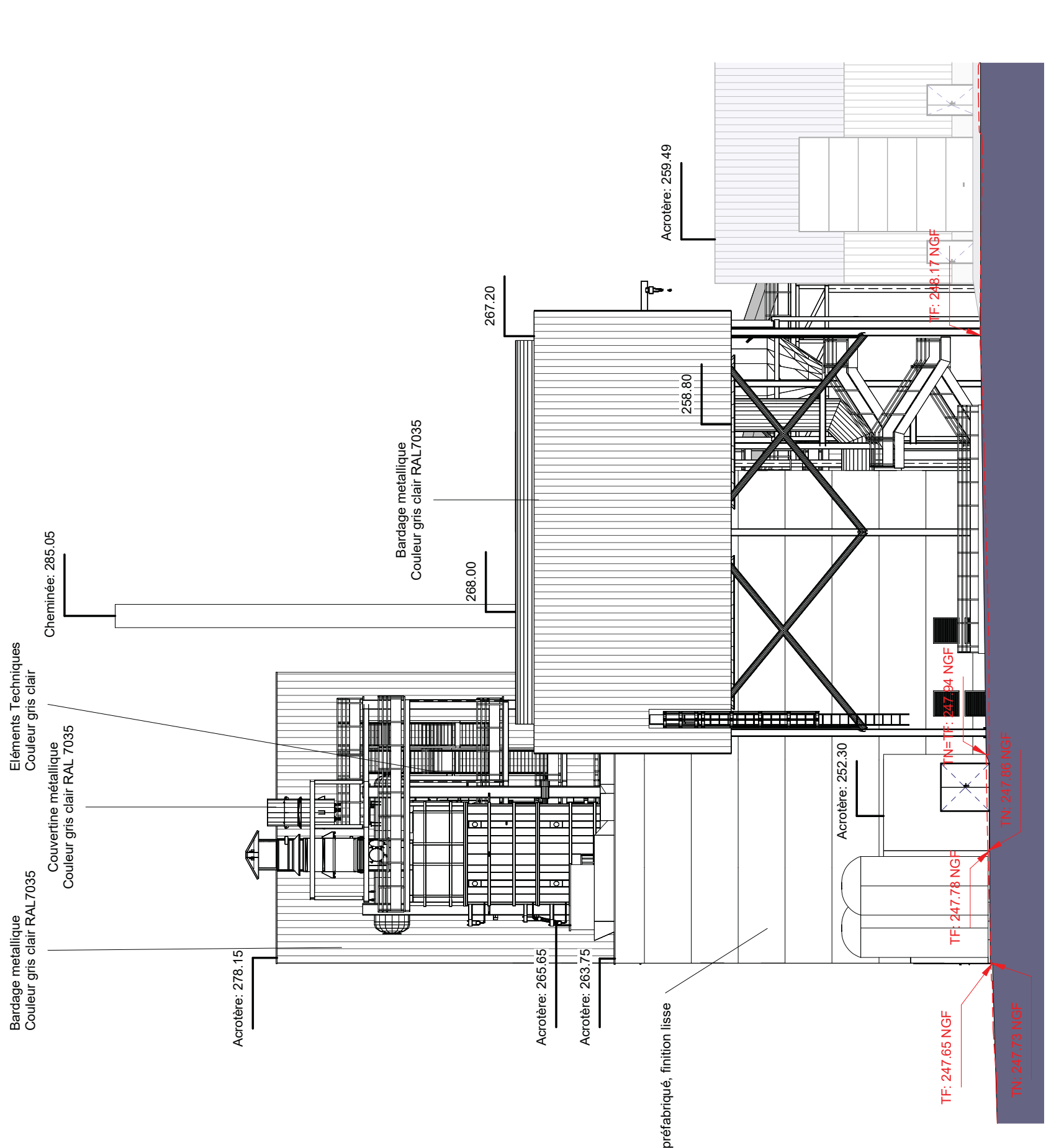
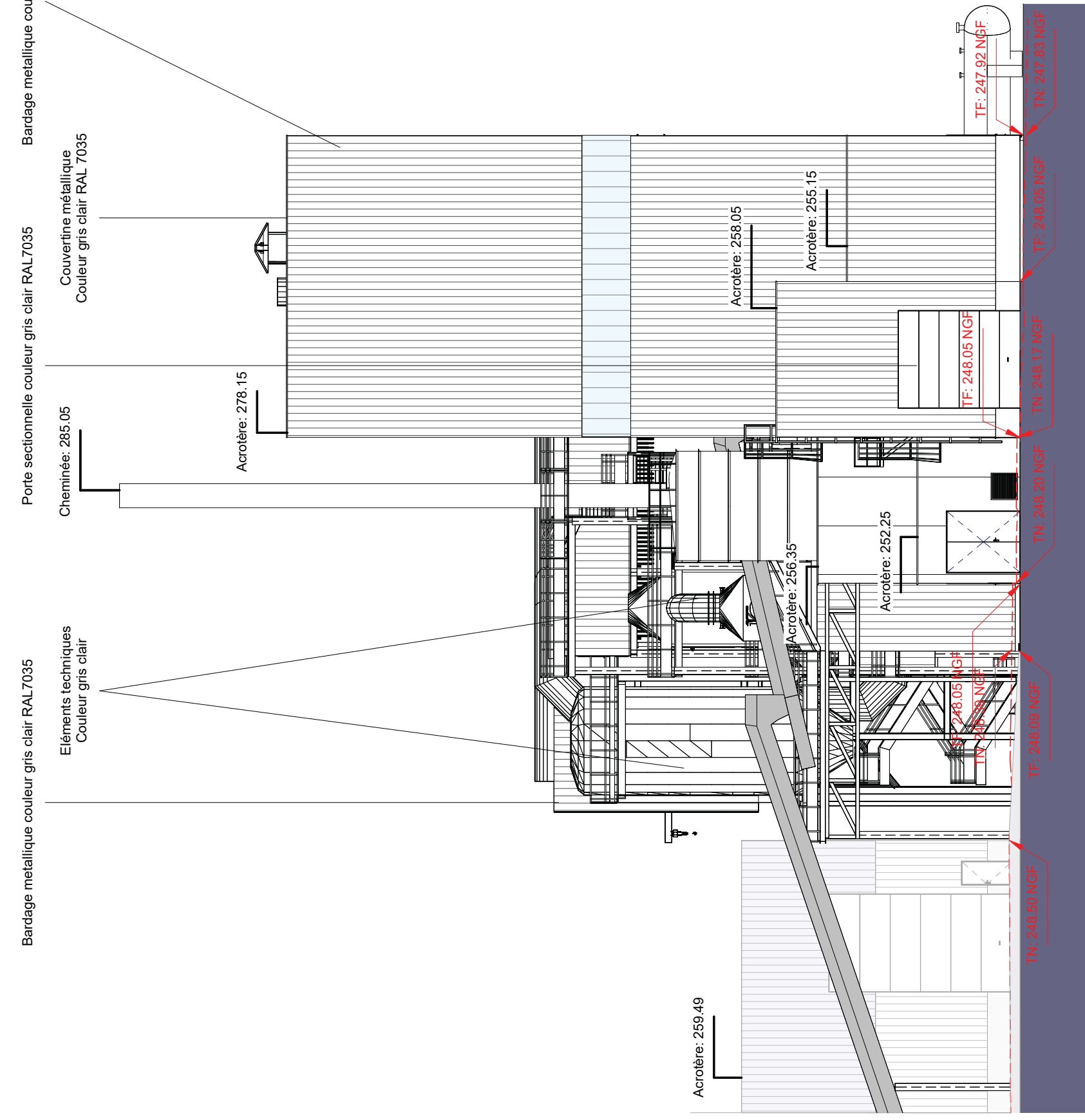
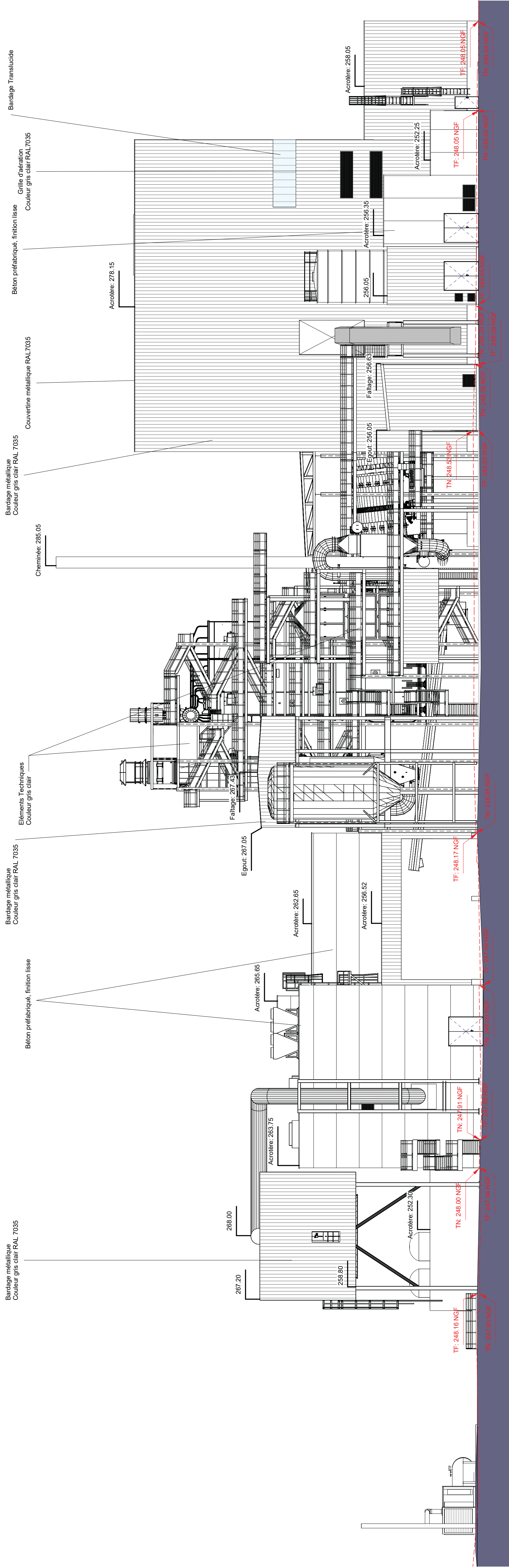
PC 5-5

Titre:

PROJET-ELEVATIONS DETAILLEES BATIMENT LOCAUX SOCIAUX

Document n° :	Echelle:	Document créé et géré sous CAO
05-5	1 : 100	Modifications manuelles interdites

Les présents plans ont été conçus et réalisés à la demande de
l'organisme qui les a commandés. Ils ne peuvent être utilisés pour
réaliser la construction sans l'autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage.



MAÎTRE D'OUVRAGE	ORGANOM	216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT
------------------	---------	--



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

[illegible]

PC 5-6

Titre:

PROJET-ELEVATIONS DETAILLEES CHAUFFERIE /
MAGASIN-ATELIER

Document n° :	Document créé et géré sous CAO Modifications manuscrites interdites
Echelle:	Les présents plans sont la propriété de la société SCHATZLE-WETTLING SARL et ne peuvent être reproduits sans son autorisation préalable
05-6	1 : 200

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC6

Titre:

INSERTIONS DANS LE SITE

Document n°:

06

Echelle:

Documents créés et gérés sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC7

Titre:

VUES PROCHES

Document n°:

07

Echelle:

Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

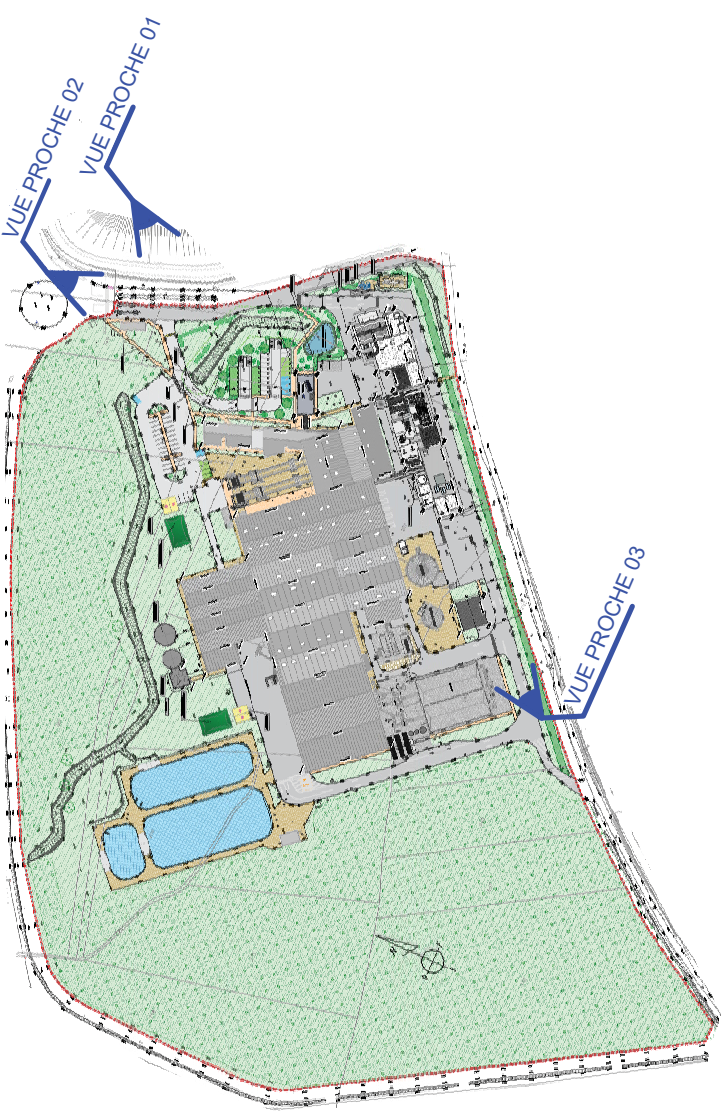
Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



VUE PROCHE 01



VUE PROCHE 03



VUE PROCHE 02



VUE AERIEUNE 01

MAÎTRE D'OUVRAGE		ORGANOM		216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL / AIN TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS					
DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE					
Indice	Date	Description de la révision		Signature	
A	2025/05/26	Première diffusion		PWT	

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC8

Titre:

VUES LOINTAINES

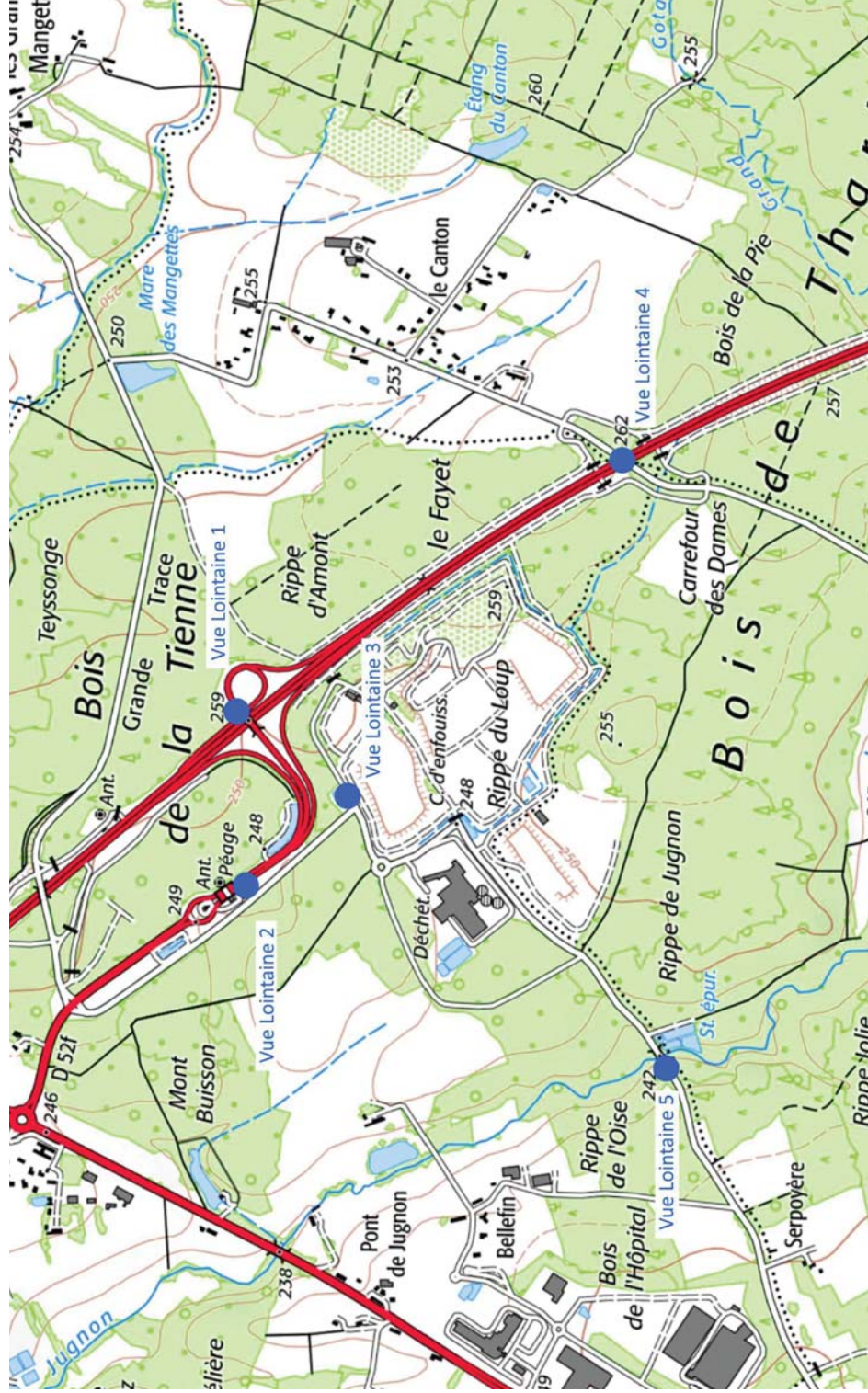
Document n°:

08

Echelle:

Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



MAÎTRE D'OUVRAGE ORGANOM 216 CHEMIN DE LA SERPOYERE 01440 VIRIAT																																															
DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE																																															
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">Index</th> <th style="width: 10%;">Date</th> <th style="width: 40%;">Description de la révision</th> <th style="width: 40%;">Signature</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>2025/05/26</td> <td>Première diffusion</td> <td>PWT</td> </tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table>	Index	Date	Description de la révision	Signature	A	2025/05/26	Première diffusion	PWT																																					   SARL SCHATZLE-WITTLING 10 rue de la République - 69100 35 rue du Commerce 69200 MAXEUILLE PC 8		
Index	Date	Description de la révision	Signature																																												
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT																																												
Titre: REPERAGES PHOTOGRAPHIQUES VUES LOINTAINES																																															
Document n° : 08	Echelle:																																														
Document créé et géré sous CAO Modifications manuelles interdites Les plans sont destinés à la propriété de la société SARL SCHATZLE-WITTLING. Toute réimpression ou utilisation sans son autorisation préalable est formellement interdite.																																															

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



PC16-1

Titre:

ATTESTATION DE RESPECT DE LA REGLEMENTATION
THERMIQUE

Document n°:

Echelle:

Documents créé et géré sous CAO
Modifications manuelles interdites

11

Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Formulaire d'attestation du respect de la
réglementation thermique au dépôt de la demande de
permis de construire***

***(uniquement dans le cas d'une opération dont
la date de dépôt de PC est supérieure ou égale au 1/1/2015)***

Formulaire d'attestation du respect de la réglementation thermique au dépôt de la demande de permis de construire

Je soussigné : Louis GALLEE

représentant de la société ORGANOM

situé à :

Adresse	216 chemin de la serpoyère		
Code postal	01000	Localité	Bourg-en-Bresse

Agissant en qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'œuvre(*), si le maître d'ouvrage lui a confié une mission de conception de l'opération de construction suivante :

OVADE

Située à :

Adresse	216 chemin de la serpoyère		
Code postal	01000	Localité	Bourg-en-Bresse

Référence(s) cadastrale(s) : 0000F0206 et 0000F0207

Coordonnées du maître d'œuvre (optionnel) : -

Adresse	-		
Code postal	-	Localité	-

Atteste que :

Selon les prescriptions de l'article L. 111-9 du code de la construction et de l'habitation, au moment du dépôt de permis de construire :

- Disposition 2 : L'opération de construction suscitée respecte la réglementation thermique.

Les éléments ci-après apportent les précisions nécessaires à la justification de la disposition 2.

(*) Au sens du présent document, par maître d'œuvre, on entend : architecte, bureau d'études thermiques, promoteur ou constructeur.

Bâtiment 1

DISPOSITION 2 : REGLEMENTATION THERMIQUE

Chapitre 1 : Données administratives

Surface du bâtiment

Valeur de la surface thermique au sens de la RT (S_{RT}) en m ²	345.70
Valeur de la surface habitable (SHAB) en m ² (maison individuelle ou accolée et bâtiment collectif d'habitation)	0.00
Valeur de la S_{RT} en m ² du bâtiment existant (dans le cas des extensions ou surélévation)	-

Chapitre 2 : Exigences de résultat

Besoin bioclimatique conventionnel

Bbio :	236.30	Bbio _{max} :	275.00
Bbio ≤ Bbio _{max} :			OUI

Chapitre 4 : Energie renouvelable envisagée

Capteurs solaires thermiques	NON
Bois énergie	NON
Panneaux solaires photovoltaïques	NON
Raccordement à un réseau de chaleur alimenté à plus de 50% par une énergie renouvelable ou de récupération	NON
Autres (préciser)	NON

La personne ayant réalisé l'attestation :

Le : 13/03/2025

Signature : 

MAÎTRE D'OUVRAGE

ORGANOM

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE
01440 VIRIAT



DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

UNITE DE PRODUCTION ENERGETIQUE

Indice	Date	Description de la révision	Signature
A	2025/05/26	Première diffusion	PWT



SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE

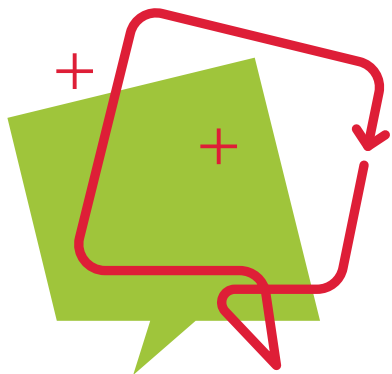


PC16-4

Titre:

BILAN DE LA CONCERTATION DOCUMENT CONCLUSIF - ARRÊTÉ

Document n°:	Echelle:	Documents créé et géré sous CAO Modifications manuelles interdites
12		Les présents plans sont exclusivement destinés à la demande de permis de construire. Ils ne sont pas des plans d'exécution et ne peuvent en aucun cas être directement utilisés pour réaliser la construction. Toute reproduction même partielle est interdite sans l'accord écrit du maître d'ouvrage



Organom

CONCERTATION PRÉALABLE + **BILAN**

Création d'une chaufferie à La Tienne
dont l'énergie alimentera un réseau de chaleur

BILAN

MARS 2025

SOMMAIRE

- page 2 ● **Édito**
- page 3 ● **Le projet de chaufferie**
- page 5 ● **Déroulement de la concertation**
- page 9 ● **Synthèse des observations et propositions**
- page 16 ● **La réflexion continue**



SYNDICAT INTERCOMMUNAL / AIN
TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS



CHAUFFERIE À LA TIENNE

LA CONCERTATION PRÉALABLE POUR COMPRENDRE LES ENJEUX ET LES CHOIX



Yves Cristin,
président d'Organom



“ Construire une chaufferie qui demain créera de la chaleur et de l'électricité à partir de nos ordures ménagères s'inscrit dans un cadre réglementaire strict et complexe. La concertation préalable est un dispositif d'information du public. En ce début 2025, il a été motivé par les évolutions du plan local d'urbanisme, nécessaires à la réalisation de ce nouvel équipement de traitement des déchets, et par le fait que le projet entre dans le champ d'application de l'évaluation environnementale.

Cette concertation préalable, qui a eu lieu du 3 au 17 mars, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie pérenne du syndicat Organom d'informer la population des évolutions du Pôle de traitement et de valorisation de La Tienne. Depuis 2023, nous avons ainsi pu organiser de nombreux échanges et des visites de site pour montrer le fonctionnement et annoncer plus spécifiquement le projet de chaufferie. Un observatoire de suivi a été créé en 2024 avec cette intention. Car si le sujet des déchets nous concerne tous, il est à ce jour peu connu du public. L'effort de pédagogie en direction du grand public est indispensable à la compréhension des enjeux et des choix opérés par notre syndicat.

Je remercie les participantes et participants dont certains très fidèles contribuent directement aux améliorations du Pôle de La Tienne.



ORGANOM TRAITE ET VALORISE LES DÉCHETS

Organom est le syndicat intercommunal qui gère le Pôle de traitement et de valorisation de La Tienne à Viriat et Bourg-en-Bresse.

Il est composé de 9 communautés de communes ou d'agglomération et agit pour 193 communes, soit plus de 346 000 habitants.

Aujourd'hui, Organom traite et valorise 103 068 tonnes de déchets par an, dont 40% sont aujourd'hui valorisés.

DE L'ÉNERGIE EN CIRCUIT COURT À PARTIR DES ORDURES MÉNAGÈRES

UNE CHAUFFERIE À LA PLACE DE L'ENFOUISSEMENT

Le Pôle de traitement et de valorisation des déchets de La Tienne est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Cela signifie qu'il répond à un cadre réglementaire strict. Il est contrôlé par les équipes du syndicat selon des processus rigoureux et par les services de l'État qui ont pouvoir d'interrompre le fonctionnement en cas de manquement.

Aujourd'hui, une partie seulement des ordures ménagères traitées sur site est transformée en électricité et en compost grâce à l'usine Ovade, le reste est enfoui. L'Europe et la France ont fait le choix de supprimer l'enfouissement de matières valorisables à l'horizon 2030.

C'est dans ce contexte qu'Organom a étudié d'autres moyens de traitement et que le projet d'une chaufferie est né.

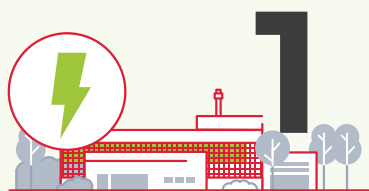
NOS DÉCHETS TRANSFORMÉS EN COMBUSTIBLE

Aujourd'hui, les déchets ménagers non recyclés sur le Pôle de traitement et de valorisation de La Tienne sont enfouis dans des casiers de stockage spécifiquement aménagés. **Demain, ils seront préparés et affinés pour être transformés en combustible solide de récupération (ou CSR).**

Une fois produit, le CSR sera utilisé pour alimenter la chaufferie et le réseau de chaleur de Grand Bourg Agglomération.

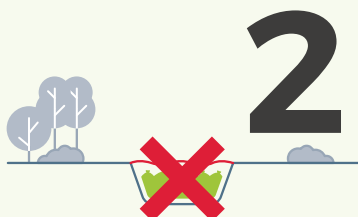


AVEC 3 EFFETS POSITIFS



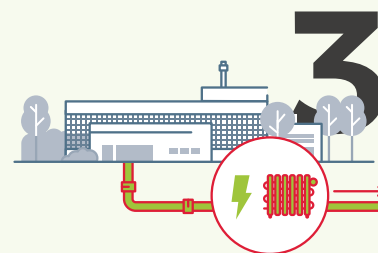
1

Le combustible alimente la chaufferie spécifiquement adaptée à celui-ci sans transport supplémentaire.



2

Cette transformation des déchets en combustible met un terme à l'enfouissement des ordures ménagères.



3

La chaufferie produit de la chaleur utilisée pour l'eau chaude sanitaire et le chauffage ainsi que de l'électricité.

UN PROJET AUX MULTIPLES AVANTAGES

L'énergie produite par la chaufferie sur le site de La Tienne alimentera principalement des services publics et des logements

L'énergie provenant de la future chaufferie est :

- **locale**, donc maîtrisée,
- une **alternative aux énergies fossiles** actuellement utilisées (gaz),
- **indépendante des cours mondiaux** donc avec une meilleure stabilité tarifaire pour les abonnés.

Cette énergie bénéficie aussi aux équipements industriels de La Tienne



Elle profite directement au territoire et aux habitants, via le réseau de chaleur



Les déchets que nous produisons



Sont valorisés localement, sur le Pôle de La Tienne

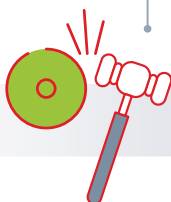


Pour générer de l'énergie en proximité

LE CALENDRIER DU PROJET : OBJECTIF 2028

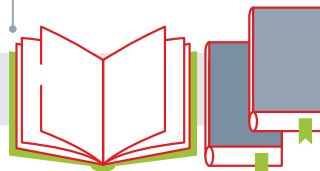
2022

Lancement du projet de chaufferie.



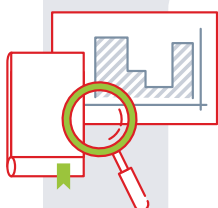
2023

- Lancement de la sélection de l'entreprise qui réalisera la chaufferie et celle qui créera le réseau de chaleur.
- Démarrage de l'information du public.



2024

- L'entreprise Paprec Énergies est retenue pour la réalisation du projet, l'entreprise Engie Solutions pour le réseau de chaleur.
- Début des études de réalisation.
- Le dialogue continue avec la création d'un observatoire de suivi.



2025

- Concertation préalable commune.
- Procédures administratives dont enquête publique.



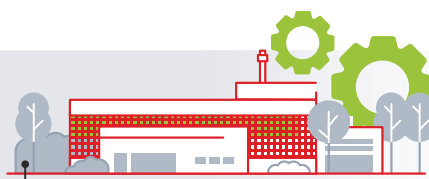
2026

Lancement des travaux.



2028

Mise en service de la chaufferie reliée au nouveau réseau de chaleur.





1

DÉROULEMENT DE LA CONCERTATION



POURQUOI UNE CONCERTATION PRÉALABLE ?

La réalisation de la chaufferie CSR implique une évolution du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Viriat. Si une procédure de révision du PLU a été prescrite le 27 septembre 2022, elle est actuellement toujours en cours, n'ayant pas encore abouti.

Le code de l'environnement permet au président d'Organom d'engager une procédure de déclaration de projet pour reconnaître l'intérêt général du projet de chaufferie CSR. Par ailleurs, le code de l'urbanisme permet au président d'Organom de mener une procédure de mise en compatibilité du PLU de Viriat avec ce projet d'intérêt général, afin de permettre sa réalisation. Cette procédure est soumise à concertation préalable obligatoire au titre du code de l'urbanisme.

En outre, le projet de chaufferie CSR entre dans le champ d'application de l'évaluation environnementale et est donc soumis à une concertation préalable facultative au titre du code de l'environnement.

Par arrêté du 9 décembre 2024, le président d'Organom a lancé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Viriat pour le projet de chaufferie CSR et décidé de soumettre ce projet et la mise en compatibilité du PLU nécessaire à sa réalisation à une procédure de concertation commune au titre du code de l'environnement et du code de l'urbanisme.

Par une délibération du 11 février 2025, le comité syndical d'Organom a approuvé les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable à la mise en compatibilité du PLU de Viriat et fait le choix également d'une concertation commune. Organisée du 3 au 17 mars 2025, cette concertation a fait l'objet d'une information à la population à partir du 17 février 2025.

Une concertation préalable est un temps d'information et de débat en amont notamment d'un projet ayant un impact sur l'environnement ou en amont de l'évolution d'un document d'urbanisme.

15 JOURS POUR S'EXPRIMER



QUI ?

La concertation préalable était ouverte à tous : habitants, industriels, commerçants, scolaires, associations...

SUR QUEL PÉRIMÈTRE ?

Ont notamment été invités à s'exprimer, les habitants des communes limitrophes du Pôle de La Tienne et de la future chaufferie, (Bourg-en-Bresse, Jasseron, Saint-Étienne-du-Bois et Viriat), dont certaines accueilleront le réseau de chaleur, ainsi que, plus généralement, les habitants de Grand Bourg Agglomération.



L'INFORMATION SUR LA CONCERTATION

L'information du grand public s'est faite conformément aux décisions d'Organom prises dans l'arrêté du 9 décembre 2024 et dans la délibération du 11 février 2025.

Quinze jours avant le début de la concertation, Organom a ainsi diffusé l'avis de concertation préalable selon trois voies :

- par **publicité** dans la presse,
- sur son propre **site Internet**, ainsi que sur ceux de Grand Bourg Agglomération et de Viriat,
- par **affichage** sur les panneaux des 4 mairies (Bourg-en-Bresse, Jasseron, Viriat, Saint-Etienne-du-Bois) ainsi qu'aux sièges d'Organom et de Grand Bourg Agglomération.

LES MODALITÉS DE CONCERTATION

Plusieurs actions de communication ont été mises en œuvre pour informer la population du projet. Et pour permettre aux citoyens de s'exprimer.

Le dossier de concertation

Il présente les objectifs du projet de chaufferie, tout comme le fonctionnement de l'infrastructure.

Les cahiers d'expression

Ils sont mis à disposition aux sièges d'Organom, de Grand Bourg Agglomération et dans les mairies de Bourg-en-Bresse, Jasseron, Saint-Étienne-du-Bois et Viriat, aux jours et heures d'ouverture habituels.



Le courrier

En écrivant à **Organom**
216 chemin de la Serpoyère -
01004 Bourg-en-Bresse



Le mail

En écrivant à
concertation@organom.fr

Et deux rendez-vous



Atelier participatif sur l'urbanisme

Jeudi 6 mars - de 19 à 21h • La Tienne •

En présence de Julien Dallemagne, urbaniste, et Bernard Perret, maire de Viriat : présentation des règles spécifiques aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), du cadre réglementaire pour la création d'une chaufferie et d'un réseau de chaleur, de la procédure de déclaration de projet, des incidences sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU)...



Réunion de présentation du projet sur les technologies utilisées

Mardi 11 mars - de 19 à 21h30 • La Tienne •

En présence de Sylvain Riou de Paprec Énergies et Sylvain Henny d'Engie Solutions : présentation du fonctionnement de la chaufferie, des techniques utilisées, des procédures de production du Combustible Solide de Récupération (CSR), des modalités pour la construction et le développement du réseau...

D'AUTRES ACTIONS DE COMMUNICATION

Afin de favoriser la participation de la population, Organom a choisi de multiplier les canaux d'information.

La plaquette synthétique

Pour rappeler les modalités et objectifs de la concertation préalable.

Le clip pédagogique

Pour expliquer le fonctionnement de la chaufferie et l'alimentation du réseau de chaleur.

Des posts sur les réseaux sociaux

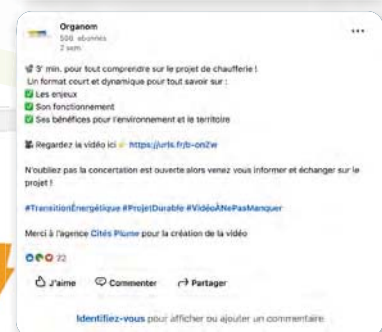
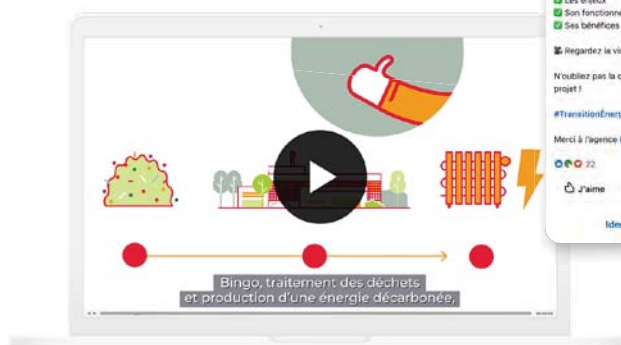
Sur les comptes d'Organom, sur Facebook et LinkedIn.

Le fil Info Riverain

Distribué à 450 foyers autour du Pôle de La Tienne.

Un communiqué de presse

Pour informer les journalistes.



LA PRESSE EN A PARLÉ

- Magazine municipal de Viriat
- Radio Scoop
- L'Éco de l'Ain
- Le Progrès

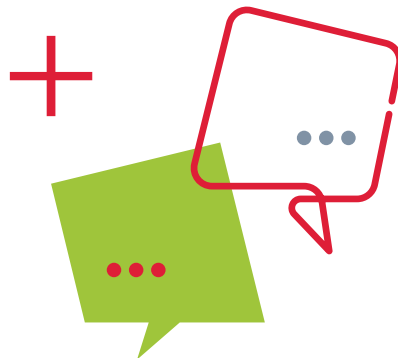




2

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

LES ÉLÉMENTS DE PARTICIPATION À LA CONCERTATION



QUELLE PARTICIPATION ?

- **35** personnes ont participé aux échanges
- **89** vues de la page web dédiée à l'actualité de la concertation
- **76** vues du clip pédagogique
- **58** vues du dossier de concertation préalable
- **32** vues de la plaquette synthétique
- **1** remarque sur les cahiers d'information
- **1** remarque transmise par mail



LES ENSEIGNEMENTS CLÉS DE LA CONCERTATION PRÉALABLE

- Une **concertation préalable de bonne qualité**.
- Des **échanges constructifs**, portés par des participants engagés et attentifs aux enjeux du projet.
- Présence de deux associations environnementales.
- Des attentes modérées de la part des participants, sans remise en cause globale du projet.
- **Compréhension de la nécessité de trouver des alternatives** à l'enfouissement.

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ Pourquoi le site est en zone naturelle sur le PLU alors qu'il y a une usine ? Pourquoi ce n'est pas en zone urbanisée ou industrielle ? ”

France Nature Environnement, atelier participatif

“ Si on cherche à le réduire, pourquoi ne pas encadrer l'enfouissement dans le nouveau PLU ? Pourquoi le laisser sans limite de surface ? Y a-t-il encore des zones non exploitées sur le site de La Tienne ? ”

Un habitant, atelier participatif

“ La modification du PLU donnera lieu à la création d'une zone U et une zone N. Pour limiter l'enfouissement, ne peut-on pas imaginer agrandir au maximum la zone N ? ”

Un habitant, atelier participatif

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

À l'époque, le Pôle de traitement et de valorisation de La Tienne avait été classé en zone Nt, une zone naturelle spécifique à ce site. Cela permettait l'installation d'unité de traitement de déchets, mais interdisait les infrastructures d'incinération.

Afin de réaliser la chaufferie, Organom demande une évolution du cadre, maintenant l'interdiction d'un incinérateur, mais tolérant le fonctionnement d'une chaufferie. En parallèle, la commune de Viriat demande le déclassement en zone naturelle et le classement en zone urbaine, plus conforme aux activités réalisées sur le site. Les espaces boisés et protégés autour du Pôle seront maintenus en zone naturelle.

D'ici à 2030, l'enfouissement des déchets valorisables sera interdit. Cependant, des réserves foncières sont déjà déterminées

pour accueillir les futures activités d'enfouissement, car il existera toujours des déchets résiduels, dits ultimes (indépendants des ordures ménagères) qui devront être enfouis. Organom prévoit donc de poursuivre une activité d'enfouissement sur ces zones non exploitées, déjà délimitées. Ce projet fera d'ailleurs l'objet d'une concertation et d'une enquête publique dédiée dans les prochaines années, mais il n'intervient pas dans le même temps que le projet de construction de la chaufferie.

Enfin, les mesures liées au traitement et à l'enfouissement des déchets sont définies par l'État et l'Union européenne, puis appliquées par le Préfet à l'échelle du territoire. Organom est tenu de respecter l'ensemble de ces règles, qui ne sont donc pas définies par le PLU.

Sur le combustible solide de récupération

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ Vous parlez de CSR mais on parle de quoi concrètement ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ Les refus de tri plastiques peuvent-ils être brûlés dans la chaufferie ? ”

Habitant, atelier participatif

“ Les mâchefers sont-ils considérés comme valorisables ? ”

Habitant, atelier participatif

“ Vous prévoyez une place pour des camions qui amèneraient des déchets à valoriser dans la chaufferie, alors que vous dites que les CSR seront produits sur le site. Vous prévoyez donc d'en faire venir d'ailleurs ? ”

Un habitant, réunion de présentation du projet

“ Est-ce qu'il reste des déchets après la combustion ? Et si oui, que deviennent-ils ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

La chaufferie sera alimentée par un Combustible Solide de Récupération (CSR). Ce combustible, recueilli dans un bocal, a été présenté aux participants dans le cadre de la concertation préalable. Réalisé à partir des ordures ménagères non recyclées (papiers, cartons, textiles, plastiques non recyclables), le CSR aussi appelé refus de tri et actuellement enfoui, sera valorisé demain.

La matière utilisée pour la production du CSR sera issue de deux sources.

La majeure partie proviendra de l'usine Ovade, tandis que le reste viendra du territoire : les refus de tri issus des bacs jaunes, au pouvoir calorifique intéressant, peuvent par exemple être transformés en CSR.

Après la combustion, il restera bien des résidus. Appelés mâchefers, ces déchets inertes ne seront pas stockés sur le Pôle de La Tienne. Ils seront transportés vers des plateformes spécialisées, où ils seront analysés et traités afin d'être réutilisés, notamment pour du remblai ou en sous-couche routière.

Sur les déchets et leur valorisation

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ La poubelle jaune sera-t-elle toujours envoyée à Lons-le-Saunier ? Allez-vous les utiliser pour la chaufferie, par exemple ? ”

France Nature Environnement, atelier participatif

“ Est-ce que les déchets verts professionnels pourraient revenir sur le site de La Tienne pour alimenter la chaufferie ? ”

Habitant, atelier participatif

“ On parle de l'importance de limiter l'enfouissement pour éviter de déboiser encore plus. Vous pensez réouvrir les casiers fermés pour alimenter la chaufferie ? ”

Habitant, atelier participatif

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

L'exploitation de la filière des poubelles jaunes relève des membres d'Organom et non du syndicat lui-même. Grand Bourg Agglomération opte, par exemple, pour l'acheminement de ces déchets recyclables vers le centre de tri de Lons-le-Saunier.

Cependant, les refus de tri issus des poubelles jaunes pouvant être valorisés en tant que CSR, il est prévu qu'ils puissent revenir pour compléter le tonnage nécessaire à la production d'énergie.

Pour rappel, si la chaufferie est conçue pour valoriser les déchets locaux, il est important de pouvoir disposer d'une solution alternative sur le territoire pour le traitement des refus de tri.

À l'inverse, les déchets verts, déjà valorisés sur le site de La Tienne, ne seront pas destinés à la chaufferie. L'usine Ovade en a besoin pour fabriquer ses 15 000 tonnes de compost chaque année. Toutefois, la chaufferie pourra accueillir de la biomasse.

Par ailleurs, l'excavation des déchets en vue de produire un combustible n'est pas envisagée.

À ce jour, aucune étude n'a prouvé que les coûts nécessaires à la réouverture des casiers seraient compensés par la production d'énergie. En conséquence, Organom n'a pas engagé de réflexion sur ce sujet.

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ Vous parlez d’une chaudière qui va fonctionner grosso modo 365 jours par an et qui va alimenter l’hiver le réseau de chaleur, mais qui ne va pas l’alimenter l’été. Une partie est destinée à l’électricité. Qu’est-ce qu’on fait de l’énergie qui, l’été, ne sera pas utilisée ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ L’eau est utilisée en circuit fermé ? Elle ne repart pas dans la nature ? ”

France Nature Environnement, réunion de présentation du projet

“ Concernant les pertes d’énergie, en été, on ne va pas pouvoir utiliser la chaleur à 100% sur le turbo en électricité. Vous allez finalement faire refroidir à l’air libre ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

La chaufferie dispose d’un système hybride qui permet la production de chaleur et d’électricité tout au long de l’année. Ce dispositif permet une grande flexibilité : en été, la chaleur distribuée au réseau étant réduite, la production d’électricité est maximisée, tandis qu’en hiver, la priorité est donnée à la chaleur.

Ce fonctionnement est rendu possible grâce à un principe de régulation de la vapeur dans

le turboalternateur. Lorsque la demande de chaleur diminue, la vapeur est redirigée vers la production d’électricité. Un système qui garantit une optimisation énergétique sans perte de mégawatts, pour s’adapter aux changements de saison. À la sortie de la turbine, la vapeur est condensée à nouveau, transformée en eau, puis réinjectée dans la chaudière, assurant un cycle en circuit fermé.

Sur l’impact sur l’environnement (rejets...) et les procédures

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ Est-ce qu’on va rejeter dans l’air, via la combustion, des microplastiques ? Ça va retomber sur les terres agricoles qui sont censées être protégées ! ”

Habitant, atelier participatif

“ Lors d’une précédente réunion, nous avons parlé de mettre en place des capteurs à l’extérieur du site. Le gros problème de la chaufferie, ce sont surtout les fumées qui sortent et qui retombent... ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ Y a-t-il des particules fines ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

Les émissions et rejets liés à l'exploitation de la chaufferie sont strictement réglementés. Paprec Énergies, en charge de sa construction et de son exploitation, est tenu de respecter des seuils d'émission particulièrement exigeants, conformes aux normes européennes les plus strictes. Ces obligations incluent notamment des exigences rigoureuses en matière de systèmes de filtration. Aujourd'hui, les technologies de filtration, toujours plus performantes, permettent de limiter ces émissions à des niveaux largement inférieurs aux seuils réglementaires.

Au contrôle qui incombe à Paprec Énergies, s'ajoute l'analyse devant être menée par Organom, qui, en tant que maître d'ouvrage, a l'obligation de fournir un rapport annuel, de l'ensemble des résultats à la Commission de suivi de site.

La publication des données de rejets est obligatoire puisque c'est dans l'arrêté d'exploitation. Tous les documents inhérents au site actuel de La Tienne sont publiés sur le site internet d'Organom.

Ils le seront de la même manière pour la chaufferie.

La préoccupation des riverains concernant les rejets a conduit à la proposition d'une collaboration avec Atmo AURA, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air. Cette initiative intègre l'installation de capteurs sur le site et à l'extérieur qui permettent de suivre les émissions de la chaufferie et de recevoir des alertes.

Les services de l'État, directement impliqués dans le contrôle des rejets, pourront ainsi vérifier le respect des valeurs réglementaires et détecter d'éventuels dépassements.

Sur la question des risques industriels et des contrôles

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“Je suis étonné que la réglementation date de 2016.”

Habitant, réunion de présentation du projet

“J'ai entendu que les dioxines étaient mesurées toutes les 4 semaines, cela signifie que l'on peut mettre 4 semaines à s'en rendre compte. Est-ce qu'on pourrait réduire ce temps à toutes les semaines, par exemple ?”

Habitant, réunion de présentation du projet

“Pourquoi ne pas avoir un préleveur qui mesurerait les PFAS et autres polluants, qu'on n'a pas d'obligation de mesurer aujourd'hui ?”

Habitant, réunion de présentation du projet

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

Une évaluation (par modélisation) des quantités de polluants atmosphériques est réalisée et analysée par les services de l'État dans le cadre de l'instruction des dossiers d'autorisation. C'est aussi l'État, dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'exploitation, qui imposera ensuite la fréquence des analyses lorsque la chaufferie sera en fonctionnement.

En complément, un dispositif de surveillance en continu sera mis en place. Il reposera sur des analyseurs et des préleveurs permettant

de mesurer notamment les concentrations de particules dans les fumées (poussières), des gaz ainsi que du mercure, grâce à une technologie spécifique dédiée aux métaux lourds sous forme gazeuse.

Concernant les dioxines et furanes, leur suivi sera assuré par des cartouches captant le flux de gaz, qui seront envoyées toutes les quatre semaines à un laboratoire agréé pour analyse.

À l'instar des dioxines, la présence de PFAS, également appelés polluants éternels, dans les déchets constitue une préoccupation majeure à prendre en compte.

La réglementation évolue d'ailleurs en ce sens pour interdire de nombreux produits en contenant. La chaufferie prendra si besoin en compte ces évolutions et intégrera les adaptations nécessaires.

Le cadre réglementaire actuel, établi en 2016, évolue au rythme des directives européennes, qui définissent des seuils à respecter, traduits dans les BREF de 2019. En cas d'évolution des normes après la mise en service de la chaufferie, le marché prévoit une obligation de mise en conformité de l'installation par l'industriel. C'est aussi pour cette raison que les industriels appliquent souvent les meilleures techniques disponibles en-dessous des seuils d'émissions, parce que la réglementation les y amène.

Sur les actions de prévention et sensibilisation pour réduire les déchets

LES PARTICIPANTS ONT DIT

“ Pourquoi, plutôt que de les brûler, essayer d'augmenter le tri du plastique, bois... qui devraient se retrouver dans la poubelle jaune ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ La réglementation impose le tri à la source des biodéchets depuis janvier 2024, mais ce n'est pas vraiment mis en place sur l'agglomération de Bourg... ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ Ne peut-on pas plutôt accompagner aux bonnes pratiques du tri sur le territoire ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

“ Est-ce que créer cette chaufferie CSR ne nous rend pas dépendants de la création de ces déchets « ressources » ? ”

Habitant, réunion de présentation du projet

LES PORTEURS DE PROJET RÉPONDENT

Le projet de chaufferie s'inscrit dans une démarche réaliste face à la problématique de la gestion des déchets.

Les matières valorisables ne devraient effectivement pas se retrouver dans la poubelle grise, pourtant, le constat est sans appel : elles y sont encore largement présentes et tout indique que cette situation perdurera. Par conséquent, Organom a choisi d'anticiper en proposant une alternative pour éviter leur enfouissement.

Sa mission inclut l'accompagnement des collectivités membres dans les actions de prévention et de sensibilisation au tri, afin de réduire au maximum le volume de déchets. En revanche, la mise en place du tri à la source des biodéchets,

devenu obligatoire depuis janvier 2024, relève de la compétence des collectivités. Bien évidemment, le syndicat soutient ces actions visant à réduire progressivement les tonnages, en complément des solutions de valorisation des déchets résiduels.

Par ailleurs, la conception de la chaufferie a été pensée pour anticiper l'évolution réglementaire et les changements de pratiques. Si la production de déchets diminue significativement dans les prochaines décennies, l'installation pourra être adaptée pour fonctionner avec d'autres combustibles, comme la biomasse. Ainsi, la chaufferie restera opérationnelle sans être dépendante des déchets résiduels.

A large, white, stylized number '3' is positioned on the left side of the page. A thick, light blue curved arrow originates from the top left, curves downwards and to the right, pointing towards the text 'LA RÉFLEXION CONTINUE'.

3

LA RÉFLEXION CONTINUE

DES DISCUSSIONS ET DES RÉFLEXIONS

Depuis la mi-2023, le projet de chaufferie a été l'occasion de nombreux temps d'informations et d'échange avec les citoyens et les associations.

2 FOIS PAR AN, L'OBSERVATOIRE DE SUIVI

Les citoyens avaient évoqué l'importance d'être tenu informés en continu des évolutions du projet, comme des initiatives prises sur le site de La Tienne. Yves Cristin, le président d'Organom, s'était ensuite engagé, lors d'une réunion publique, à Viriat, en février 2024, à créer un Observatoire de suivi.

Cette instance participative, qui s'est réunie à deux reprises en juillet et décembre 2024, est une transformation du précédent Observatoire des odeurs. Son angle de réflexion et d'information est désormais plus large. On examine toujours le résultat

des actions pour réduire les nuisances olfactives, mais on y parle aussi du projet de la future chaufferie.

Cet espace de dialogue, dont les sujets sont suggérés par les participants, a donné un cadre à une rencontre avec les services de l'État, tout particulièrement la DREAL. Les participants ont pu découvrir leur mission d'inspection et de contrôle, spécifique aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

En 2025, deux rencontres auront lieu en milieu et fin d'année.

SUR LE NET AUSSI !

- **L'adresse mail**
concertation@organom.fr permet d'interroger l'équipe d'Organom sur les avancées du projet de chaufferie ou sur un sujet plus large concernant le site de La Tienne.
Les réponses suivent !
- **Organom réfléchit à l'organisation de rencontres en distanciel**, soit via un Facebook Live, soit en visioconférence.

PROJET DE TERRITOIRE, PRÉVENIR ET RÉDUIRE

Pas une réunion sans que le sujet de la réduction des déchets n'apparaisse ! Regret, agacement ou colère, les participants, souvent engagés, aimeraient que leurs concitoyens allègent leurs poubelles.

Depuis deux ans, Organom travaille à la construction d'un projet de territoire qui permettrait de partager et d'accompagner les stratégies de sensibilisation. En 2025 et 2026, les actions se renforcent avec la mise en œuvre d'un recueil des bonnes pratiques, des actions de formation et la construction d'une approche sociologique.



IMPACT ENVIRONNEMENTAL, LES CHANGEMENTS

Pour Organom, les échanges réguliers avec les riverains, les associations, les habitants des communes limitrophes sont le moteur d'une relation transparente. Et d'améliorations continues.



ISO 14 001, LA TIENNE CERTIFIÉE

La norme ISO 14 001 est une norme reconnue au niveau international qui repose sur la mise en place d'un Système de management environnemental (SME). Cet outil de gestion interne permet de prendre en compte les impacts des activités d'un site sur l'environnement, de les mesurer et de les réduire en déployant des plans d'actions spécifiques.

En souhaitant être certifié, le syndicat a donc revu l'intégralité de son organisation et de son système de management en identifiant et en analysant les impacts du site sur l'environnement, et ce dans tous les services. Il peut désormais mieux identifier, contrôler et réduire son impact en améliorant ses pratiques et les procédures de gestion du risque.

La certification a été délivrée à l'issue d'un long travail préparatoire (états des lieux, rédactions de nouvelles procédures...) et de plusieurs audits réalisés par un organisme indépendant de contrôle. C'est la société DEKRA Certification qui a été mandatée pour conduire l'audit de certification qui a eu lieu les 12 et 13 juin 2024.

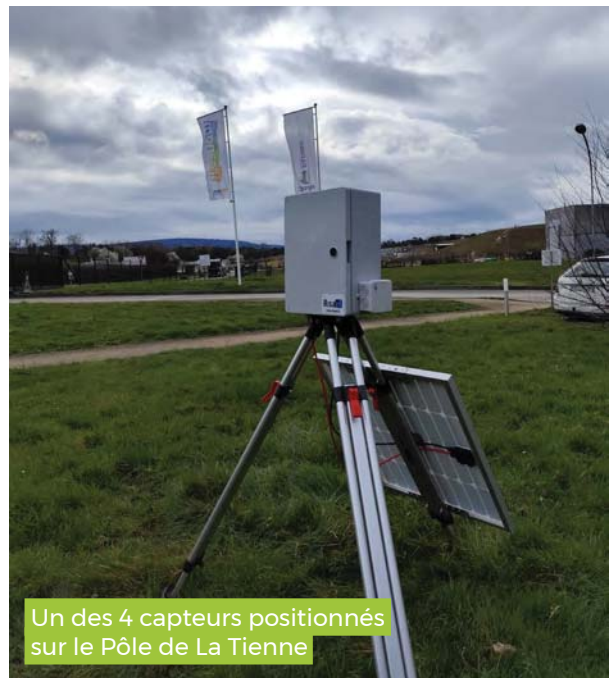
DES BÂCHES SUR LES CASIERS

Ce nouveau dispositif consiste à installer des bâches protectrices sur le casier en cours d'exploitation. Cette couverture, aujourd'hui de 3 000 m², vise ainsi à limiter la dispersion des odeurs et du biogaz. Elle limite aussi les infiltrations d'eau qui, en se transformant en lixiviat et en se chargeant de particules contenues dans les déchets, peuvent être source de nuisances olfactives et de pollutions. Les bâches sont déplacées au fur et à mesure de l'exploitation du casier et de nouvelles sont régulièrement achetées. Les premiers résultats sont encourageants.





La station météo installée sur le dôme d'un casier



Un des 4 capteurs positionnés sur le Pôle de La Tienne

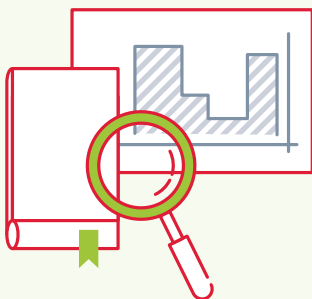


DES CAPTEURS POUR COMPRENDRE

Dans la continuité de ses échanges réguliers avec la population, tout particulièrement avec les riverains, Organom a choisi d'installer des capteurs, en l'occurrence 4, couplés à la station météo. Ils fonctionnent d'ores et déjà et permettent d'identifier les odeurs, y compris de faire des liens avec le temps.

Puis, avec la même ambition, Organom a signé un contrat avec l'association indépendante, Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, pour utiliser sa plateforme Signal'Air (www.signalair.eu). Les citoyens sont invités à déclarer les odeurs perçues. Plus les citoyens se manifestent, plus les données recueillies aideront à bâtir des actions correctives. Cette collaboration complète le dispositif de capteurs à l'initiative d'Organom.

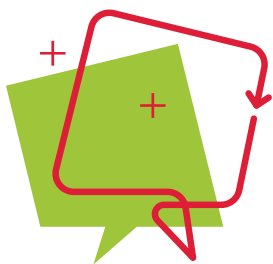
Aujourd'hui, Organom étudie les modalités pour intégrer le programme DioxML de surveillance des dioxines et des métaux lourds. Cet outil opérationnel de suivi de ces polluants viendra compléter les analyses réalisées par l'exploitant de la chaufferie.



LES ÉTUDES PRÉFIGURANT LA CHAUFFERIE

La réalisation de la chaufferie, qui est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), suppose de déposer notamment auprès des services de l'État (DREAL) une demande d'autorisation environnementale.

Elle comprend des études d'impacts sur l'environnement et la santé. **Ces études, en cours de finalisation, seront communiquées dans le cadre de l'enquête publique.** Elles pourraient également faire l'objet d'une information lors d'un Observatoire de suivi.



Organom

CONCERTATION PRÉALABLE + BILAN

Création d'une chaufferie à La Tienne
dont l'énergie alimentera un réseau de chaleur

PLUS D'INFOS

**Le dossier intégral de la concertation
en consultation est à retrouver
sur le site internet organom.fr
et au siège d'Organom**



Plus d'infos sur organom.fr
ou en contactant concertation@organom.fr

Projet de construction d'une unité de production d'énergie (UPE) à partir de combustibles solides de récupération (CSR) – Chaufferie CSR – Pôle de la Tienne (01)

Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (DDAE)

PJ n°69 – Arrêté formalisant la procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Viriat (01) et délibération du bilan de la concertation



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU PRÉSIDENT D'ORGANOM

216 chemin de la Serpoyère
CS 60127 - Viriat
01004 Bourg-en-Bresse Cedex
Tél. 04 74 45 14 70 - Fax 04 74 45 06 03
organom@organom.fr
www.organom.fr

ARRÊTÉ PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE
PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE
VIRIAT ET VALANT DECLARATION D'INTENTION AU TITRE DE
L'ARTICLE L. 121-18 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

LE PRÉSIDENT,

N° AR2024151

OBJET : Lancement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Viriat pour le projet de chaufferie CSR et publication à ce titre d'une déclaration d'intention

L'autorité territoriale,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-9 relatif aux pouvoirs du Président,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 126-1 relatif à la procédure de déclaration de projet,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 153-54 à L. 153-59 et R. 153-13 à R. 153-17, relatifs à la procédure de mise en compatibilité d'un PLU avec une opération d'intérêt général dans le cadre d'une déclaration de projet,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 103-2 et suivants encadrant la procédure de concertation préalable à une mise en compatibilité d'un PLU soumise à évaluation environnementale,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 121-15-1 et suivants, encadrant la procédure de concertation préalable à la réalisation des projets soumis à évaluation environnementale,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 121-17 à L. 121-19 et R. 121-25 à R. 121-27 du code de l'environnement encadrant le droit d'initiative et les modalités de publication de la déclaration d'intention,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 122-1 et suivants, L. 122-14 et R. 122-27 du code de l'environnement relatifs aux procédures communes d'évaluation environnementale,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Viriat, approuvé par délibération du 17 décembre 2007, et dont la dernière procédure d'évolution (modification simplifiée n°9) a été approuvée le 25 septembre 2018,

Considérant qu'Organom (ci-après « le Syndicat ») porte, au titre de ses compétences statutaires, un projet de construction et d'exploitation d'une chaufferie « Combustibles Solides de Récupération » (ci-après « chaufferie CSR ») sur le site de la Tienne

à Viriat (01440), destinée à compléter
des déchets,

Considérant que ce projet doit permettre au Syndicat de valoriser énergétiquement les refus de tri de l'usine Ovade ne pouvant plus faire l'objet d'un recyclage, et destinés à être enfouis, et d'alimenter le futur réseau de chaleur urbain relevant de la maîtrise d'ouvrage de Grand Bourg Agglomération,

Considérant que ce projet doit permettre la production d'énergie à partir de déchets initialement voués à l'enfouissement et répond ainsi à la préoccupation d'intérêt général de protection de l'environnement et aux préoccupations contenues dans la loi pour la transition énergétique et la croissance verte,

Considérant que ce projet contribuera, en outre, au développement de l'emploi et au développement économique du territoire du Syndicat,

Considérant que, dans le règlement graphique du PLU de Viriat actuellement en vigueur, le site retenu pour la réalisation du projet est classé en zone « Nt », laquelle est « *spécifique au centre de valorisation et de traitement des déchets de la Tienne* » et interdit « *tout dispositif d'incinération des déchets* »,

Considérant qu'une évolution du PLU de la commune de Viriat apparaît dès lors nécessaire pour permettre la réalisation du projet de chaufferie CSR susmentionné,

Considérant que la mise en compatibilité envisagée entre dans le champ d'application de l'évaluation environnementale,

Considérant, dès lors, que le Président d'Organom peut engager une procédure de déclaration de projet afin de reconnaître l'intérêt général du projet et solliciter la mise en compatibilité du PLU pour rendre sa réalisation possible ;

Que le projet de chaufferie CSR justifie le recours à une procédure de déclaration de projet au titre de l'article L. 126-1 du code de l'environnement,

Considérant que la mise en compatibilité du PLU de Viriat par déclaration de projet entre dans le champ d'application de la concertation préalable au titre de l'article L. 103-2, 1°, c) du code de l'urbanisme,

Considérant que le projet, qui entre également dans le champ d'application de l'évaluation environnementale, est concerné par la concertation préalable prévue par l'article L. 121-15-1, 2° du code de l'environnement,

Considérant qu'en application des articles L. 121-17, III et L. 121-17-1 du code de l'environnement, un droit d'initiative doit être ouvert dans la mesure où aucune concertation préalable avec garant n'est

envisagée pour le projet de chaufferie CSR et la procédure de mise en compatibilité du PLU de Viriat devant permettre sa réalisation,

Qu'il convient, en conséquence, de procéder à la publication d'une déclaration d'intention conformément aux dispositions des articles L. 121-18 et R. 121-25 du code de l'environnement,

Considérant que le présent arrêté prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Viriat, avec son annexe, est constitutif de cette déclaration d'intention,

Considérant qu'en vertu de l'article R. 153-16 du code de l'urbanisme, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Viriat nécessitera l'organisation par le préfet d'une enquête publique, et qu'en application de l'article L. 153-54 de ce même code, cette enquête publique devra porter à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité qui en est la conséquence,

Considérant qu'une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU de Viriat avec le projet de chaufferie CSR devra être organisée avec l'Etat, la commune de Viriat et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme avant la mise à l'enquête publique,

Considérant qu'en application de l'article R. 153-16 du code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU de Viriat devra être soumis par le Président d'Organom au conseil municipal de Viriat, qui disposera alors d'un délai de 2 mois à compter de la réception de l'avis du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan,

Considérant qu'en l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, il appartiendra au préfet d'approuver la mise en compatibilité du PLU de Viriat,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Viriat pour la création d'une chaufferie CSR sur le site de la Tienne à Viriat (01440), est engagée.

Article 2 : Le projet de chaufferie CSR et la mise en compatibilité du PLU nécessaire à sa réalisation seront soumis à une procédure commune impliquant une concertation globale et une enquête publique unique.

Article 3 : Aucune concertation préalable avec garant n'est envisagée.

Article 4 : Le projet de chaufferie CSR est soumis à une concertation préalable au titre de l'article L. 121-17, I du code de l'environnement.

Article 5 : La procédure de mise en compatibilité du PLU de Viriat nécessaire à la réalisation du projet de chaufferie CSR est soumise à une concertation préalable au titre de l'article L. 103-2, 1°, c) du code de l'urbanisme.

Article 6 : Les concertations visées aux articles 4 et 5 du présent arrêté feront l'objet d'une procédure commune et seront organisées selon des modalités précisées en annexe.

Article 7 : Le présent arrêté vaut, avec son annexe, déclaration d'intention pour le projet de chaufferie CSR soumis à déclaration de projet valant la mise en compatibilité du PLU de Viriat nécessaire à sa réalisation, dès lors qu'il contient les informations énoncées à l'article L. 121-18, I du code de l'environnement.

Article 8 : Cette déclaration d'intention sera, conformément aux articles L. 121-18 et R. 121-25 du code de l'environnement :

- publiée sur le site internet d'Organom, à l'adresse suivante : <https://www.organom.fr> ;
- publiée sur le site internet de la commune de Viriat, à l'adresse suivante : <https://viriat.fr> ;
- publiée sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ain, à l'adresse suivante : <https://www.ain.gouv.fr>.

Article 9 : A compter de cette publication, un droit d'initiative sera ouvert et pourra s'exercer auprès du représentant de l'Etat dans les conditions énoncées aux articles L. 121-19 et R. 121-26 du code de l'environnement, au plus tard dans un délai de 2 mois suivant la publication de la présente déclaration d'intention.

Article 10 : A l'issue des concertations visées aux articles 4 et 5 du présent arrêté, et après établissement et publication de leur bilan, une réunion d'examen conjoint portant sur les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU de Viriat avec le projet de chaufferie CSR sera organisée avec l'Etat, la commune de Viriat et les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme. Les maires des communes intéressées par l'opération seront invités à participer à cet examen conjoint.

Article 11 : La procédure de déclaration de projet relative à la chaufferie CSR et emportant mise en compatibilité du PLU de Viriat sera soumise à une enquête publique unique organisée par le préfet et portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

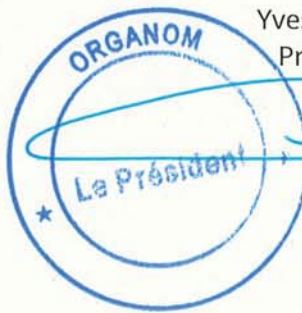
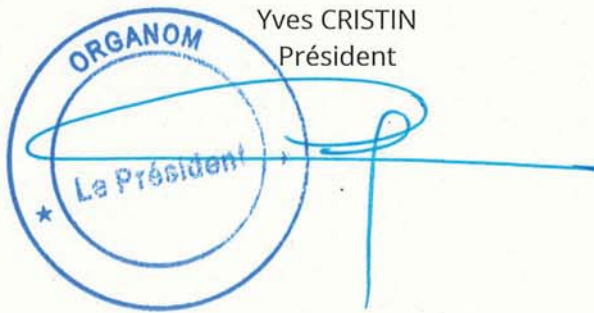
Article 12 : A l'issue de l'enquête publique mentionnée à l'article 11 ci-avant, le président d'Organom soumettra le dossier de mise en

compatibilité au conseil municipal de Viriat, qui disposera alors
délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du
commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour
approuver la mise en compatibilité du plan. En l'absence de
délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, la mise en
compatibilité du PLU de Viriat sera approuvée par le préfet.

Article 13 : Le présent arrêté fera l'objet d'une transmission au
représentant des services de l'Etat dans le département. Il fera
également l'objet d'un affichage dans les locaux des mairies des
communes de Bourg-en-Bresse, Jasseron, Saint Etienne du Bois et
Viriat. L'affichage indiquera les sites internet sur lesquels la
déclaration d'intention est publiée. Mention de cet affichage sera
publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le
département. Il sera en outre publié au recueil des décisions du
Président.

Fait à Viriat, le 9 décembre 2024

Yves CRISTIN
Président



216 chemin de la Serpoyère - Viriat
CS 60127
01004 Bourg-en-Bresse Cedex
Tél. 04 74 45 14 70 - Fax 04 74 45 06 03
organom@organom.fr
www.organom.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL

SÉANCE ORDINAIRE DU 1er AVRIL 2025

Convocation en date du 26 mars 2025,

Nombre de délégués en exercice : 37

N° D2025019

Objet : Bilan concertation

Sous la présidence de Yves CRISTIN, Président

Secrétaire de séance : M. Gérard BRANCHY

Nombre de membres	
En exercice	Votants
37	33
Pour	32
Contre	0
Abstention	1

Présents :

CA3B : Guy ANTOINET – Patrick BAVOUX - Bernard BIENVENU -
Yves CRISTIN – Jean Luc EMIN - Jonathan GINDRE – Mireille
MORNAY - Thierry PALLEGOIX - Bernard PERRET – Benjamin
RAQUIN - Jean Luc ROUX – Jean Marc THEVENET

CCPA : Hélène BROUSSE – Bernard GUERS - Elisabeth LAROCHE
- Vincent MANCOUSO – Daniel MARTIN – André MOINGEON

CCD : Isabelle DUBOIS – Christophe MONIER – Audrey
CHEVALIER - Gérard BRANCHY

3CM : Andrée RACCURT – Jean Philippe FAVROT

CCMP : Josiane BOUVIER – Claude CHARTON – Christine
FRANCOIS

CCBS : Jean Jacques BESSON - Philippe PLENARD

RAPC : Antoine BAUTAIN – Frédéric MONGHAL

CCV : Guy DUPUIT

Excusés ayant donnés procuration :

CA3B : Patrick BOUVARD pouvoir à Jean Luc ROUX

CCPA : Frédéric TOSEL pourvoir à Elisabeth LAROCHE

Excusés :

CCPA : Gilbert BOUCHON

3CM : Philippe BELAIR

Absents :

HBA : Alain AUBOEUF

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses article L. 126-1 et L. 121-15-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 103-2 et suivants, et L. 153-54 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (ci-après « PLU ») de la commune de Viriat approuvé le 17 décembre 2007, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée le 25 septembre 2018 ;

Vu la délibération du 27 septembre 2022 du conseil municipal de Viriat prescrivant la révision de ce PLU, dont la procédure n'a pas encore à ce jour abouti ;

Vu l'arrêté du Président du 9 décembre 2024 engageant une procédure de déclaration de projet de la chaufferie CSR, valant mise en compatibilité du PLU de Viriat ;

Vu la délibération du comité syndical du 11 février 2025 portant définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation préalable à cette déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU ;

Vu la concertation mise en œuvre ;

Considérant que, le projet entrant dans le champ d'application de l'évaluation environnementale, il est, conformément à l'article L. 121-15-1, 2° du code de l'environnement, soumis à concertation préalable, dont les modalités ont été précisées par l'arrêté du 9 décembre 2024 susvisé du Président d'ORGANOM ;

Considérant que la mise en compatibilité du PLU de Viriat par déclaration de projet entre également dans le champ d'application de la concertation préalable au titre de l'article L. 103-2, 1°, c) du code de l'urbanisme, dont les modalités ont été fixées par la délibération du conseil syndical du 11 février 2025 ;

Considérant qu'il a été décidé de soumettre le projet de chaufferie CSR et la mise en compatibilité du PLU de Viriat nécessaire à sa réalisation à une procédure de concertation commune au titre du code de l'environnement et du code de l'urbanisme ;

Considérant que les modalités de cette concertation globale ont été définies comme suit :

« Il est envisagé une concertation d'une durée effective de 15 jours du 3 au 17 mars 2025 inclus.

Le dossier de concertation sera mis à disposition du public, qui pourra le consulter :

- sur le site internet du Syndicat www.organom.fr et dans ses locaux à l'adresse 216 chemin de la Serpoyère – CS 60127 – 01004 BOURG-EN-BRESSE ;

- au siège de GBA et dans les mairies des communes de Bourg-en-Bresse, Jasseron, Saint-Etienne du Bois et Viriat, aux jours et heures d'ouverture habituels.

Le Syndicat organisera par ailleurs, en lien avec GBA :

- un atelier participatif qui portera sur l'UPE en lien avec la modification du PLU de la commune de Viriat ;

- une réunion de présentation du projet dans sa globalité qui sera l'occasion pour les futurs constructeurs exploitants de l'UPE PAPREC et du réseau de chaleur et de ses équipement ENGIE SOLUTIONS de présenter plus précisément les installations prévues et de répondre à toutes les questions.

Le public disposera de différents moyens pour faire connaître ses observations durant cette période de concertation :

- en les consignant dans un cahier accompagnant le dossier de concertation qui sera mis à disposition dès l'ouverture de la concertation préalable, aux lieux susmentionnés ;

- en les adressant par écrit à l'adresse suivante : ORGANOM, 216 chemin de la Serpoyère - CS 60
- 01004 BOURG-EN-BRESSE ;

- en les envoyant par message électronique à l'adresse suivante : concertation@organom.fr.

Au moins 15 jours avant le début de la concertation, le public sera informé par un avis, publié par voie de presse et via le site internet d'ORGANOM, de GBA et de la commune de Viriat, indiquant les dates de début et de fin de la concertation, l'adresse des sites internet sur lesquels le dossier de concertation sera publié et rappelant l'objet ainsi que les modalités pratiques de celle-ci.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage dans les mairies des communes de Bourg-en-Bresse, Jasseron, Saint Etienne du Bois et Viriat ».

Considérant que la concertation commune sur la déclaration de projet de la chaufferie CSR avec mise en compatibilité du PLU de Viriat s'est déroulée dans les conditions susvisées ;
Considérant que cette concertation préalable a permis au public de prendre connaissance du projet, d'interroger les parties prenantes et d'exprimer ses observations ;

Considérant qu'un bilan constructif et positif de la concertation (annexé à la présente délibération) peut être tiré par le comité syndical ;

Considérant que le projet de mise en compatibilité du PLU de Viriat doit être transmis à l'examen conjoint des personnes publiques associées (ci-après « PPA ») conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme, consultées avant sa mise à l'enquête publique ;

Considérant que le bilan de la concertation sera joint au dossier d'enquête publique qui portera notamment à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité qui en est la conséquence ;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le projet de mise en compatibilité du PLU de Viriat, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des PPA, de l'autorité environnementale, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, sera soumis pour approbation à la commune de Viriat.

Monsieur Moingeon ne prend pas part au débat ni au vote.

Le Comité syndical,
Où l'exposé du rapporteur,
Après en avoir délibéré,
A 32 voix POUR et 1 ABSTENTION : V. MANCUSO

CONSTATE que la concertation préalable commune relative à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU concernant le projet de chaufferie CSR s'est déroulée selon les modalités définies par l'arrêté du 9 décembre 2024 et la délibération du 11 février 2025 ;

DRESSE un bilan constructif et positif de la concertation tel qu'il a été présenté et annexé à la présente délibération ;

PRECISE que le projet de mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées ;

AUTORISE le Président d'ORGANOM à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

- **DIT** que la présente délibération approuvant le bilan de la concertation au titre du code de l'environnement et du code de l'urbanisme sera affichée au siège de la commune de Viriat pendant un mois, et publiée sur leur site internet respectif.

 Yves CRISTIN
Président

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Lyon. La saisine peut se faire par courrier, ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant Monsieur le Président, suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse du Syndicat, soit deux mois après l'introduction d'un recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai.

A	18/04/2025	PREMIERE EMISSION	SWA		
Rev.	Date	Description	Rédigé par	Vérifié par	Approuvé par

BOURG-EN-BRESSE

Maitre d'ouvrage et AMO :



Titulaire :



Maitre d'œuvre :



Identification du fournisseur :

SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



ATTESTATION PARASISMIQUE

PC UPE - PC12

1 / 7	248650202_ARY1110	A
Page	N° document	Rev.

DOCUMENT PROPRIETE DE PAPREC : Copie et Communication interdites sans son autorisation (Loi du 11 mars 1902)

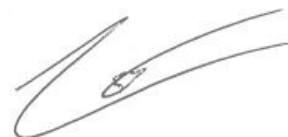
Mission(s)	
AV, CONSUEL, ENV, F, GTB, HYSa, LE, LP, PHA, STI, TH	
Nos références	Date
010C244L (010-C-2024-0079)	17/06/2025

ATTESTATION DU RESPECT, AU STADE DE LA CONCEPTION, DES RÈGLES RELATIVES AUX RISQUES SISMIQUES N°1

BOURG EN BRESSE - VIRIAT - CREATION UPE (TF2)

Envoi	SYNDICAT MIXTE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES-ORGANOM - DE BRITO Thibault	Maître d'ouvrage	organom@organom.fr / t.debrito@organom.fr
Copie	PAPREC ENGINEERING - GARGUILO Raphael - RODRIGUEZ Séverine	Maître d'oeuvre	raphael.garguilo@paprec.com / severine.rodriguez@paprec.com

Le chargé d'affaire,
Geoffrey SARRE



L'attestateur

La société BUREAU ALPES CONTROLES, Société par action simplifiée, au capital de 2 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Annecy sous le numéro 351 812 698, dont le siège social est situé à Annecy (74940)- PAE Les Glaisins-3, Impasse des Prairies, titulaire de l'agrément délivré par décision ministérielle du 07/11/2024, représentée par Monsieur Arnaud BUSQUET, Directeur Général, ayant donné pouvoir à SARRE Geoffrey en qualité de contrôleur technique au sens de l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Qualité de l'attestateur :

☒ Contrôleur technique :

Nom : SARRE

Prénom : Geoffrey

Nom Commercial de la Société : Alpes Contrôles

Raison sociale : Bureau Alpes Contrôles

Numéro de SIRET ou SIREN : 351 812 698 00667

Numéro de l'agrément ministériel : Sans Objet

Assurance souscrite par l'attestateur :

☒ L'attestateur déclare avoir contracté une assurance professionnelle pour réaliser cette attestation :

Nom de la compagnie d'assurance : EUROMAF SA

Numéro de police : 7006693/S

Date de validité : du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025

Adresse et contact de l'attestateur :

Numéro et libellé de la voie : 261 rue de Schutterwald

Complément d'adresse :

Code postal : 01000

Localité : SAINT DENIS LES BOURG

Adresse électronique : bourg@alpes-controles.fr

Téléphone : 04 74 21 04 60

Emet la présente attestation pour le Maître de l'Ouvrage définit ci-dessous, en application de l'article L122-8-1° du Code de la Construction et de l'Habitation, selon les dispositions de l'Arrêté du 22 décembre 2023 relatif au contenu de l'attestation sismique au dépôt de permis de construire et à la déclaration d'achèvement des travaux.

Les textes de référence

Article L. 132-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Articles R. 122-36, R. 125-17 et R. 132-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » modifié.

Le maître d'ouvrage

Identité :

- Si personne morale :

Dénomination sociale : SYNDICAT MIXTE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES-ORGANOM

Adresse :

- Le maître d'ouvrage réside en France :

Numéro et libellé de la voie : 216 CHEMIN DE LA SERPOYERE

Complément d'adresse :

Code postal : 01440

Localité : VIRIAT

Contact :

Nom : Monsieur DE BRITO Thibault

Adresse électronique : t.debrito@organom.fr

Numéro de téléphone :

Les documents remis par le maître d'ouvrage à l'Attestateur

Pour permettre l'établissement de l'attestation au dépôt du permis de construire, le maître d'ouvrage remet à l'Attestateur qu'il a choisi :

Pour les catégories de bâtiments autres que maisons individuelles :

- ☒ Le projet de construction en phase de dépôt du permis de construire.
- ☒ Les éléments géotechniques faisant apparaître la classe de sols du lieu d'implantation de la construction envisagée.
- ☒ Les informations permettant le classement de l'ouvrage en catégorie au sens de la réglementation parasismique applicable.
- ☐ Une notice explicative portant sur le cheminement des charges verticales et horizontales et sur le principe de fondations et de soutènement.
- ☐ L'étude préalable lorsqu'elle a été demandée dans le cadre d'un Plan de Prévention des Risques sismiques, comme stipulé au f de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.
- ☐ Autres documents fournis par le maître d'ouvrage :

Référence des documents utilisés :

Dossier PC + étude géotechnique G1

Le projet

Identification du projet :

Numéro et libellé de la voie : Site de la Tienne 01440 VIRIAT 01000 BOURG EN BRESSE

Complément d'adresse :

Code postal : 01000

Localité : BOURG-EN-BRESSE

Code INSEE de la commune : 01053

Numéro de permis de construire :

Date du dépôt de la demande de permis de construire : 17/06/2025

Date de délivrance du permis modificatif :

Constats

- Existence d'un plan de prévention des risques sismiques (e) de l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme) :

Le projet est-il concerné par un plan de prévention des risques sismiques ?

☐ Oui ☒ Non

- La catégorie d'importance du bâtiment :

☒ Catégorie II

☐ Catégorie III

☐ Catégorie IV

- La zone de sismicité dans laquelle se trouve le bâtiment :

☐ Zone 2

☒ Zone 3

☐ Zone 4

☐ Zone 5

- Type de projet :

☐ Construction d'une maison individuelle

☒ Autre construction neuve

☐ Extension horizontale

☐ Extension verticale

Superficie du projet (surface de plancher en m2) : 2198

Nombre de niveau(x) : 2

■ Référentiel(s) utilisé(s) pour le dimensionnement de la structure :

Pour toutes les catégories de bâtiment, les principes de conception, de calcul et de dimensionnement applicables aux bâtiments mentionnés à l'article 3 de l'arrêté sismique du 22 octobre 2010 :

☒ Les normes NF EN 1998-1 septembre 2005, NF EN 1998-3 décembre 2005, NF EN 1998-5 septembre 2005, dites « règles Eurocode 8 » accompagnées des documents dits « annexes nationales » des normes NF EN 1998-1/ NA décembre 2007, NF EN 1998-3/ NA janvier 2008, NF EN 1998-5/ NA octobre 2007 s'y rapportant.

☒ Le référentiel "Dimensionnement parasismique des éléments non structuraux du cadre bâti ; Justifications parasismiques pour le bâtiment à risque normal « version 2014 ».

■ Information sur le sol :

Une étude de sol a-t-elle été réalisée : ☒ Oui ☐ Non

- Classe de sol en présence (selon EC8) : ☐ A ☐ B ☒ C ☐ D ☐ E ☐ S1 ☐ S2
- Si microzonage, préciser la classe de sol du microzonage :

■ Les fondations du projet :

Une ou des étude(s) de sol a/ont-t-elle(s) été réalisée(s) pour les fondations ?

☐ Oui ☒ Non

Conclusions

L'Attestateur atteste que le maitre d'ouvrage a bien pris en compte, en phase de dépôt du permis de construire, les règles de construction parasismiques sur la base des documents qui lui ont été fournis par le maitre d'ouvrage (cf.liste ci-dessus) :

☒ Oui ☐ Non

L'Attestateur émet-il des réserves ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, dire lesquelles :

A fournir en phase exécution les études géotechnique complémentaire G2 AVP et G2PRO en vu de confirmer le type de fondation à mettre en oeuvre.

Note d'Hypothèse sismique à communiquer en phase exécution par le BET structure

A	18/04/2025	PREMIERE EMISSION	SWA		
Rev.	Date	Description	Rédigé par	Vérifié par	Approuvé par

BOURG-EN-BRESSE

Maitre d'ouvrage et AMO :



Titulaire :



Maitre d'œuvre :



Identification du fournisseur :

SARL SCHATZLE-WEITLING
ECOPARC-OCEANIS-Bâtiment 1A
35 rue Haroun Tazieff 54320 MAXEVILLE



JUSTIFICATION DP-DECLA-ICPE PC UPE - PC25

1 / 7	248650202_ARY1112	A
Page	N° document	Rev.

DOCUMENT PROPRIETE DE PAPREC : Copie et Communication interdites sans son autorisation (Loi du 11 mars 1902)

Accusé de Réception

Il vous est délivré un accusé de réception suite au dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale. Il concerne le projet UPE ou chaufferie CSR pôle de la Tienne sur la commune principale Viriat 01440.

Ce projet est porté par le pétitionnaire suivant : SYNDICAT MIXTE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES-ORGANOM.

Votre dossier a été transmis le 26/05/2025 à 22h21 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

La référence de votre dossier est : B-250526-203235-139-010

Le code postal de l'AIOT (commune principale) est : Viriat 01440

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Récapitulatif

1 - Type de demande

Numéro de télédémarche : **B-250526-203235-139-010**

Télédémarche soumise le : **26/05/2025**

Type de demande : **Dépôt initial**

Votre demande comporte-t-elle une demande d'autorisation "travaux miniers" ? : **Non**

Votre numéro d'AIOT : **0006107420**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **D(R)EAL, la DRIEAT ou la DGTM**

Conditions d'engagement du pétitionnaire :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure**
- **Je m'engage à ne déposer aucune pièce confidentielle. Ces pièces doivent être déposées directement au service instructeur coordonnateur**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires (y compris pour les pièces spécifiques IOTA, ICPE, travaux miniers ainsi que les procédures embarquées) sont déposés en fin de la téléprocédure**

2 - Pétitionnaires

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **39320673500598**

Organisme : **ANTEA FRANCE**

Nom : **ZARB**

Prénom : **Céline**

Fonction : **Chef de projet**

Adresse électronique : **celine.zarb@anteagroup.fr**

Phone : **+(33) 437851960**

Cellphone : **+(33) 620005807**

Mandat (Pièce Jointe) : **20250514 Mandat dépôt DDAE_.pdf**

Un ou plusieurs pétitionnaires : **Un seul Pétitionnaire**

Personne Morale

N° SIRET : **25010236500054**

Raison sociale : **SYNDICAT MIXTE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES-ORGANOM**

Forme juridique : **Syndicat mixte fermé**

Adresse en France

216 CHEMIN DE LA SERPOYERE

01440 VIRIAT

Signataire

Nom : **CRISTIN**

Prénom : **Yves**

Qualité : **Président du syndicat intercommunal ORGANOM**

Adresse électronique : **y.cristin@organom.fr**

Phone : **+(33) 474451470**

Cellphone : **+(33) 612916955**

Référent

Nom : **DE BRITO**

Prénom : **Thibaut**

Fonction : **Responsable Pôle Industriel et Travaux neufs**

Adresse électronique : **t.debrito@organom.fr**

Phone : **+(33) 474451470**

Cellphone : **+(33) 661791585**

Courriel d'échange avec l'administration

Courriel : **t.debrito@organom.fr**

3 - Description et présentation générale du projet

Nom de votre projet : **UPE ou chaufferie CSR pôle de la Tienne**

Fichier décrivant votre projet (Pièce Jointe) : **PJ_46_Procédés_052025_annexes.pdf**

Note de présentation non technique (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ07_NNT_052025.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ03_Foncier_052025_complet.pdf**

Une demande d'autorisation d'urbanisme a-t-elle déjà été déposée préalablement à la demande d'autorisation environnementale ? : **Oui**

Justificatif de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme (Pièce jointe) : **aee - ORGANOM - BEB - UPE - 2025 05 26.pdf**

D'autres demandes d'autorisation ou déclaration requérant l'organisation d'une enquête publique sont-elles nécessaires à la réalisation du projet ? : **Oui**

* Nom de l'autorisation ou de la déclaration	* Date de dépôt	* Organisme en charge de l'instruction
Déclaration de projet	26/05/2025	Dépôt unique via GUNENV (DREAL /DDTM)

Souhaitez-vous déroger à l'enquête publique unique, sous réserve que les dispositions législatives ou réglementaires ne s'y opposent pas ? : **Non**

Votre projet constitue un projet de production de technologie "zéro net" - règlement européen "industrie zéro émission nette" (NZIA) : **Non**

4 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **01440 Viriat**

Numéro et voie ou lieu dit : **216 Chemin de la Serpoyere**

Géolocalisation du projet

X = **875254**

Y = **6572534**

Projection : **Lambert 93**

Comment souhaitez-vous renseigner les parcelles de votre projet terrestre ? **J'ai plus de 5 parcelles ou je préfère ajouter un fichier contenant les parcelles**

Parcelles

Votre projet est-il tout ou partie terrestre ? **Oui**

Fichier des parcelles (Pièce Jointe) : **DDAE_UPE_CSR_TIENNE01_Parcelles.csv**

Références géographiques

Mon projet n'est pas concerné

5 - Activités

La demande est-elle une régularisation d'activités ? **Oui**

La demande du pétitionnaire comprend :

- **Une ou plusieurs installation(s) IOTA (loi sur l'eau) soumise(s) à autorisation.**
- **Une ou plusieurs installation(s) ICPE soumise(s) à autorisation.**

Votre demande concerne également une ou plusieurs des procédures embarquées suivantes :

- **Installation(s) ICPE soumise(s) à enregistrement.**
- **Installation(s) ICPE soumise(s) à déclaration.**

Votre demande comprend-elle des rubriques IOTA (A, D) ou ICPE (A, E, DC, D) ou des items de travaux miniers (A, D) : **Oui**

Le tableau des nomenclatures ICPE, IOTA et items de travaux miniers :

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2716	2716.1	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	5 525	4 325	E	

2971	2971.2	Installation de production de chaleur	1	1	A	
3520	3520.a	Incinération ou coïncinération de déchets	4.32	4.32	A	
4718	4718.2.b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Données non diffusées	Données non diffusées	DC	Données non diffusées
4130	4130.2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 / inhalation.	17.4	0	A	
2.1.5.0	2.1.5.0.1	Rejets d'eaux pluviales	84	0.72	A	

Votre projet est-il soumis à des rubriques de la nomenclature évaluation environnementale : **Oui**

Le tableau des rubriques de la nomenclature Évaluation Environnementale :

* Régime	* N° de catégorie et de sous-catégorie
Systématique	1° a) Installations classées mentionnées à l'article L.515-28 du CE

6 - Dépôt de l'étude d'impact ou d'incidence

Votre demande comprend une : **Étude d'impact**

Ma demande comprend une étude d'impact car : **Le projet est soumis à évaluation environnementale systématique.**

L'étude d'impact sans ses annexes (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ04_EI_052025_finale_TEXTE.pdf**

Les annexes de l'étude d'impact (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ04_EI_052025_finale_ANNEXES.pdf**

Le résumé non technique de l'étude d'impact (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ04bis_RNT_052025_final.pdf**

La présentation de votre projet (Description de votre projet pour le grand public) : **ORGANOM envisage la construction d'une unité de production d'énergie (UPE) à partir de combustibles solides de récupération (CSR) non dangereux ou chaufferie CSR sur son pôle de la Tienne, pôle multi-filières de valorisation et de traitement de déchets non dangereux implanté sur les communes de Viriat et de Bourg-en-Bresse (01) depuis 1984. L'UPE CSR (ou chaufferie CSR) produira de la chaleur ainsi que de l'électricité. Une partie de la chaleur produite alimentera un nouveau réseau de chaleur urbain, construit et développé sous la maîtrise d'ouvrage de Grand Bourg Agglomération (GBA). Ce nouveau réseau sera également raccordé aux réseaux de chaleur déjà existants sur Bourg-en-Bresse et permettra à de nouveaux abonnés de se connecter pour recevoir de l'eau chaude sanitaire et du chauffage.**

7 - Pièces spécifiques Icpe / Iota

Pièces spécifiques à IOTA

Déclaration d'Intérêt Général : **Non**

Prélèvement d'Eau : **Non**

Mon projet ne contient aucune autre caractéristique

Cette démarche initiale de déclaration environnementale est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? ([R. 214-32 II 7°](#) et [D. 181-15-3 bis](#)) **Oui**

Pièces spécifiques à ICPE

Étude de danger (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ49_EDD_25052025_avec RNT_complet.pdf**

Capacité technique et financière (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ47_Capatechfinan_052025_complet.pdf**

Procédure de révision du document d'urbanisme

Les documents concernant cet item n'ont pas été fournis dans les fichiers déjà déposés.

Garanties financières

Les documents concernant cet item n'ont pas été fournis dans les fichiers déjà déposés.

Installation(s) de traitement de déchets

Les documents concernant cet item n'ont pas été fournis dans les fichiers déjà déposés.

Installation(s) IED

Les documents concernant cet item n'ont pas été fournis dans les fichiers déjà déposés.

Fichier complémentaire pour les pièces obligatoires (Pièce Jointe) : **Autres_PJ_IED_déchets_052025.zip**

Pièces spécifiques aux procédures embarquées

Installation(s) ICPE soumise(s) à enregistrement (Pièce Jointe) :

DDAE_PJ_79_Enreg_2716_052025_complet.pdf

8 - Plans

Emplacement du projet (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ01_Plan_Sit_052025_complet.pdf**

Éléments graphiques, plans ou cartes (Pièce Jointe) : **DDAE_PJ02_EléGrap_052025_complet.pdf**

Je demande une dérogation d'échelle : **Oui**

Plans d'ensemble des dispositions projetées, affectation des constructions (Pièce Jointe) :

DDAE_PJ48_Plan_ens_052025_complet.pdf

Fichiers supplémentaires (Pièce Jointe) : **Fichier complémentaire DDAE_DP MEC PLU_PC.zip**

Informations supplémentaires : **Comme convenu, nous avons : 1 Déposer, en premier lieu, la demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire PC sans le contenu du PC11 correspondant à l'étude d'impact car trop volumineuse) sur la plateforme dématérialisée de la mairie de Viriat ce jour (26 mai 2025) 2 Déposer sur Melanissimo le PC complet avec le contenu du PC11 soit étude d'impact ce jour (26 mai 2025) avec un lien Melanissimo 3 Déposer sur la plateforme GUNenv : le DDAE complet et un fichier supplémentaire contenant : le courrier « chapeau » d'accompagnement et de demande d'enquête publique unique, la DP MEC PLU, le récépissé du dépôt du PC et le lien Melanissimo de l'envoi du PC que vous trouverez dans l'encart : Fichiers supplémentaires**

Récépissé de dépôt d'un Permis de Construire

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire. Le délai d'instruction de votre dossier est de **TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre déclaration, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié.** Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux (1) après avoir :
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 - Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis numéro : n°PC00145125A0025, réalisée par : ORGANOM, a été reçue par la Mairie de : VIRIAT Numéro de téléphone : 04 74 25 30 88 le : 26/05/2025.	<i>Dossier déposé par voie électronique</i> <i>Accusé d'enregistrement électronique : 26/05/2025</i>
---	--

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.